

LA
CONFISCATION DES BIENS
DES
RELIGIONNAIRES FUGITIFS
DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES A LA RÉVOLUTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue publiquement le 17 mai 1957

PAR

EMMANUEL JAHAN

MEMBRES DU JURY :

Président de thèse : M. DUMONT

Suffragants : { M. BESNIER.
 M. TIMBAL.

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS

20, Rue Soufflot (V^e)

PARIS

—
1959



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA CONFISCATION DES BIENS
DES RELIGIONNAIRES FUGITIFS

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

LA CONFISCATION DES BIENS DES RELIGIONNAIRES FUGITIFS

DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES A LA RÉVOLUTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue publiquement le 17 mai 1957

PAR

EMMANUEL JAHAN

MEMBRES DU JURY :

Président de thèse : M. DUMONT

Suffragants : { M. BESNIER.
 { M. TIMBAL.

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS

20, Rue Soufflot (V^e)

PARIS

1959



**EN HOMMAGE A LA MEMOIRE
DU PROFESSEUR OLIVIER-MARTIN**

« On m'a souvent sommé de changer de religion. Mais comment ? La dague à la gorge. Quand je n'eusse point eu de respect à ma conscience, celui de mon honneur m'en eût empêché. Qui ouït jamais parler que l'on voulut tuer un Turc, un païen naturel, pour sa religion, devant que d'essayer de le convertir ?

« Instruisez-moi, je ne suis point opiniâtre. Prenez le chemin de m'instruire, vous y profiterez infiniment. Car si vous me montrez une autre vérité que celle que je crois, je m'y rendrai. Mais de nous conter des paroles, et, sans raison, nous persuader qu'à la seule vue des armes nous devons être persuadés, jugez, Messieurs, s'il est raisonnable !... »

HENRI IV

(Lettre du 4 mars 1589 aux Trois Etats du Royaume).

ABREVIATIONS

Les abréviations utilisées en note sont les suivantes :

- L.P.** Législation protestante.
Référence à la collection des Edits et Déclarations concernant
la religion prétendue réformée, de 1662 à 1751.
Pilatte. Paris, 1885.
- Is** Isambert. Recueil des anciens lois françaises de 420 à 1789. Les
chiffres romains indiquent le numéro du tome, les chiffres
arabes le numéro de la page.
- Boislisle** .. Boislisle. Correspondance des Contrôleurs généraux des Finances
avec les Intendants des provinces de 1693 à 1715. 3 volumes.
Paris 1874-1897. Le chiffre romain indique le numéro du
tome, les chiffres arabes le numéro de l'article.
- A.N.** Archives Nationales.
- A.D.** Archives Départementales.

INTRODUCTION

Bien que plusieurs générations de pensée nous aient habitués à la considérer comme naturelle, la tolérance en matière politique et religieuse est une idée récente. Ni le xvi^e siècle, ni le xvii^e siècle, ni même la plus grande partie du xviii^e siècle n'étaient tolérants, comme d'ailleurs les siècles qui les avaient précédés.

A des époques où les concepts politiques et les concepts religieux étaient pratiquement confondus dans un seul système sur lequel reposait l'ordre de l'Etat, toute manifestation d'indépendance, même sur le seul plan des idées, à l'égard des croyances officielles, était un ferment de révolte, et plus encore, un défi, l'expression inconcevable d'une quelconque puissance démoniaque qu'il fallait, sans hésiter, détruire. Au xiii^e siècle, au temps de la grande hérésie cathare, c'est sans remords apparents, que des hommes incontestablement loyaux, courageux, croyants, décident sans hypocrisie, au nom de la charité chrétienne, de brûler des villes entières comme Béziers et Narbonne, pour en extirper l'hérésie. En 1633, pour avoir affirmé que la terre tourne autour du soleil et ainsi remis en question toute une théologie cosmographique, Galilée n'échappa au bûcher pour hérésie qu'en abjurant *in extremis*.

Au xvi^e siècle, au xvii^e siècle, pourquoi l'attitude des Princes serait-elle différente à l'égard des dissidents réformés ? Au nom de la Foi et de l'Unité du monde chrétien, ils ensanglantent et mettent à sac la France et l'Europe. « La liberté

de conscience est la pire chose du monde », s'était écrié Clément VIII en lisant le texte de l'Edit de Nantes.

La même intransigeance dogmatique se retrouve du côté protestant et la persécution des catholiques en pays réformé égale largement en cruauté celle des réformés en pays catholique. L'adage *Cujus regio hujus religio* est appliqué partout avec la même intolérance. Protestants contre catholiques, mais aussi réformés contre réformés : calvinistes, luthériens, baptistes, piétistes, anglicans, méthodistes, quakers, se persécutent, s'éliminent les uns les autres.

Cette intransigeance, elle est enracinée dans les réflexes du peuple qui ne cesse partout de traquer les communautés minoritaires. Un Roi, une Loi, une Foi ! Cette fureur instinctive se manifeste par des calomnies, des dénonciations, des émeutes et des coups de main locaux, même aux époques de paix et d'amnistie.

Dans le climat tendu du XVII^e siècle, une exception magistrale, en avance de deux siècles sur son temps, assura pour un temps la prospérité intérieure de la France. La politique d'Henri IV fut tolérante, comme celle de son successeur Louis XIII, à travers son ministre : Richelieu. Il faut replacer le fait protestant dans son contexte : en 1598, le protestantisme, c'est une confession religieuse, mais c'est aussi un « parti » politique. Henri IV comprit combien était stérile la lutte dans laquelle s'affrontaient les partis catholique et protestant. Par l'Edit de Nantes, il accorde la liberté religieuse, innovation fondamentale, avec des réserves d'ailleurs ; il accorde aussi au parti protestant des places fortes, le droit d'y entretenir des garnisons, le droit de tenir des Assemblées ; ce « parti » eut même des ambassadeurs à la Cour !

C'est l'aspect politique, et non l'aspect religieux du protestantisme que combattit Richelieu. Craignant que les huguenots, prompts à étendre leurs prérogatives, ne finissent par former un véritable Etat dans l'Etat, il anéantit peu à peu leur puissance politique et militaire. La prise de La Rochelle et la Paix d'Alais (1629) en sont les dernières étapes. Désormais, plus de places fortes, plus de garnisons, mais le contenu religieux de l'Edit de Nantes est confirmé. Cette politique d'apaisement assura le retour des coalitions séparées dans

l'unité politique nationale. Comment expliquer alors que cette œuvre fût en partie compromise à la fin du siècle ? Comment expliquer les mesures inverses qui furent prises par Louis XIV ? On peut en grouper les raisons sous deux ordres de faits : l'hostilité populaire, la personnalité religieuse du Roi.

L'esprit de tolérance n'était pas dans les mœurs du temps. Deux princes éclairés avaient pu en déduire leur politique, mais ils ne furent pas réellement suivis par les masses populaires. Catholiques et protestants ressuscitèrent à chaque instant le souvenir des luttes fratricides et impitoyables qui avaient ensanglanté le siècle précédent. Cet instinct populaire, qu'il ne faut pas croire limité aux niveaux sociaux les plus humbles, est symbolisé par l'action de la puissante Compagnie du Saint-Sacrement qui ne fut dissoute qu'en 1660. Sous le régime de la tolérance officielle, la réaction catholique se manifeste en écartant le plus possible les protestants de la vie publique et sociale, en les éliminant des fonctions municipales, et peu à peu de toutes les fonctions de notables, de ce qu'on appellerait aujourd'hui : les « postes-clefs ».

Ceci n'aurait pas suffi si l'administration royale n'avait modifié son attitude après une date charnière qu'on peut fixer approximativement autour de 1660-1665. Le Roi est alors majeur ; chrétien sans être dévot, il est convaincu de la nécessité de l'unité religieuse, qui d'ailleurs consolidera l'unité politique, au profit d'une Eglise gallicane indépendante. Cela ira s'affirmant tout au long du règne, se fixant définitivement lorsque Madame de Maintenon, petite-fille du protestant Agrippa d'Aubigné, se sera installée à Versailles. La politique religieuse de Louis XIV sera intransigeante ; il l'appliquera avec une cruauté bouleversante chez un Prince si sage à d'autres égards, vis-à-vis de tous ceux qui s'opposent à lui sur le terrain religieux : protestants ou jansénistes.

On a beaucoup dit que le Roi était mal informé de la situation réelle des protestants dans son Royaume. De nombreuses conversions de réformés ont pu l'impressionner : celles des anciens chefs du « parti protestant », les Bouillon, les Châtillon, les Rohan, les Sully, les La Trémoille ; surtout

celle de Turenne en 1669. Mais sans vouloir préjuger de la sincérité de ces retours, il faut convenir que bien des grands seigneurs s'étaient ralliés à la Foi protestante moins par conviction personnelle que par une sorte d'esprit frondeur ou « encyclopédiste » avant la lettre, et pour justifier sur un terrain religieux leur opposition à l'autorité royale.

Sans doute y eut-il l'influence néfaste de la Cour, mais le Roi n'a pu ne pas être informé par ses Intendants. Certains se sont réjouis ouvertement des persécutions et ont fait des rapports flatteurs sur les conversions, mais un serviteur honnête, lucide, comme d'Aguesseau, ne pouvait ne pas lui faire un tableau fidèle de la réalité. Des témoignages de prêtres (1), des protestations d'évêques, des requêtes de protestants sont parvenus à Versailles. Il faut admettre que le Roi a laissé faire, s'est volontairement fermé les yeux, et d'autant plus que, dans le cas de l'Alsace, où des raisons politiques l'imposaient, il a parfaitement su faire respecter la Confession d'Augsbourg et empêcher la persécution indirecte des protestants et la confiscation de leurs biens.

Les étapes du retour à l'intolérance sont marquées par les Edits royaux : en 1666, les protestants sont exclus des charges uniques municipales; en 1669, les Chambres de l'Edit de Paris et de Rouen sont supprimées; en 1679, on interdit aux seigneurs hauts-justiciers d'établir dans leurs terres des officiers religionnaires. En 1680, les protestants sont exclus des fermes et du recouvrement des tailles; en 1682, des offices de notaire, de procureur, d'huissier et de juge seigneurial;

(1) Voici, à titre d'exemple, une lettre adressée au Contrôleur Général par un prêtre de Montauban, en 1704 : « L'opinion où vous êtes sur les « rapports que le sieur Le Gendre (Intendant de Montauban) et le sieur « Duliers vous ont faits qu'il n'y a plus qu'une seule religion à Montauban, « m'oblige à vous écrire et à vous apprendre avec vérité et pour la gloire « de Dieu qu'il n'y a point eu de véritables conversions ici, et que ces deux « hommes n'ont eu en vue que de faire leur cour à Sa Majesté en la « persuadant du fruit de leurs soins. Nous voyons avec douleur plus d'éloi- « gnement que jamais pour la religion catholique, et nous savons de science « certaine qu'on fait dans cette ville tous les exercices de la religion « protestante, qu'on s'assemble secrètement, qu'on donne la cène, et qu'enfin « les maisons des particuliers sont devenues les temples de l'ancienne erreur. « Voilà ce qu'ont produit les emprisonnements, les amendes et les fréquentes « insultes et les continuelles menaces dont M. Le Gendre s'est servi ». (BOISLISLE, II-631).

en 1683, de toutes les charges de la Maison du Roi. A partir de 1685, ils ne peuvent plus être avocat, médecin, imprimeur, clerc de juge, etc. Tous les moyens sont bons; puisque des colloques entre prêtres catholiques et pasteurs protestants n'aboutissent pas, on convertira les réformés de force. On multiplie les vexations à leur égard; on applique l'Edit de Nantes à la lettre, en interdisant aux protestants ce qui ne leur y est pas expressément concédé. En 1656, l'exercice du culte réformé dans les villes épiscopales est interdit; en 1664, les ministres se voient refuser le droit de porter leur robe en dehors des temples; en 1670, il est interdit aux protestants de se réunir à plus de douze pour leurs noces ou leurs baptêmes; à partir de 1681, enfin, les Dragonnades... Des récompenses sont promises à ceux qui se convertiront : une caisse spéciale est créée à cet effet en 1676.

Comment s'étonner que les résultats apparents soient considérables et que les courtisans s'en émerveillent (1) ! On éblouit le Roi par le nombre des conversions obtenues. Pourquoi alors maintenir l'Edit de Nantes, s'il n'y a plus de protestants ? L'Edit inutile est révoqué solennellement le 18 octobre 1685. La page de la tolérance est définitivement tournée pour un siècle, tandis que le 25 janvier 1686, sous les hautes voûtes de Saint-Gervais, Bossuet, fidèle écho de l'explosion de joie populaire, prononce l'éloge funèbre de Michel Le Tellier où il compare le Roi-Soleil aux fameux empereurs qui combattirent les schismes : Théodose, Constantin, Charlemagne : « Vous avez affermi la Foi, vous avez exterminé les hérétiques; par vous l'hérésie n'est plus. Dieu seul a pu faire cette merveille. Roi du Ciel, conservez le Roi de la terre : c'est le vœu des Eglises, c'est le vœu des évêques ! »

Las ! La plupart de ces protestants « nouveaux convertis » ont pris secrètement le chemin des garrigues écartées des Cévennes et du Quercy où vont se développer les « Assemblées du Désert ». Ils ont pris aussi, un grand nombre d'entre eux, le chemin des frontières. C'est d'abord une émigration

(1) M. de Morangis, par exemple, Intendant à Caen en 1685, écrit naïvement : « Malgré les bons résultats des taxes d'office, on ne pouvait espérer une conversion générale que par l'effet de l'arrivée des troupes ». (BOISLISLE, I-211).

larvée, irrégulière, puis après chaque campagne de conversions dont on envoie à Versailles des comptes rendus édifiants, elle reprend, s'amplifie. Le Roi s'inquiète : c'est l'élite protestante artisanale, commerçante, intellectuelle, qui part vers la Hollande, l'Angleterre, la Suisse, vers Berlin dont la population est multipliée par deux. Conscient de l'affaiblissement que cette émigration entraîne pour la nation, le Roi improvise des mesures, de plus en plus sévères : amendes, emprisonnements, confiscations de biens. Cette dernière mesure n'est pas révolutionnaire : en 1215, le Concile de Latran ordonnait déjà l'extermination de tous les hérétiques et la confiscation de leurs biens au profit de l'autorité civile. François I^{er} y eut recours, et Diane de Poitiers avait même obtenu d'Henri II que les biens des calvinistes condamnés au bûcher fussent confisqués à son profit ! Mais rien n'empêche cette émigration dont le bilan catastrophique s'élève à la fin du XVII^e siècle, selon les estimations les plus probables, à quatre ou cinq cent mille réformés ; et pourtant bien des contemporains ne veulent pas encore en convenir ! (1) Toutes ces mesures ont entraîné l'administration royale dans un engre-

(1) Basville, Intendant du Languedoc, écrit dans un mémoire de 1698 : « Après ces premières évasions dont on a fait plus de bruit qu'elles ne le méritaient, s'aperçoit-on qu'il manque des hommes dans le Royaume pour le cultiver ? La France a ses ressources en elle-même. C'est gagner que de perdre des sujets rebelles, et rien n'est plus heureux que de voir dispersée cette multitude de gens factieux et inquiets ». (VILLENAVE, *Note sur les Mémoires du Maréchal de Noailles*. Paris 1828).

En réalité, la plupart des Intendants savent quels sont les effets désastreux de l'émigration sur l'économie de leur Généralité. Dans leurs lettres au Contrôleur général des Finances, ils dépeignent la crise, et quelquefois la ruine, du commerce. M. de Saint-Contest, Intendant de Limoges, écrit en 1687 : « L'élection de Saint-Jean-d'Angély est réduite à la misère par le « dépérissement de tous les commerces. L'industrie du gros drap et du cuir « est arrêtée par le départ des religionnaires. La fabrication du papier est « menacée à Angoulême par les établissements que les réfugiés ont fondés « en Angleterre » (BOISLISLE, I-416). M. de Vaubourg, Intendant d'Auvergne, écrit en 1688 : « La fabrication des points d'Aurillac semble avoir beaucoup « souffert du départ des religionnaires » (BOISLISLE, I-578). M. de Creil, Intendant d'Orléans, écrit en mars 1689 : « Gien est ruiné par la désertion « des religionnaires, Vendôme et Châteaudun par la désertion du commerce. « Dourdan est la plus gueuse ville de la Généralité... », et, en décembre 1689 : « La ville de Blois surtout dépérit à vue d'œil. Depuis deux ans, elle ne « vend point ses vins. Les huguenots et les étrangers qui venaient y passer « du temps pour apprendre la langue et à cause de la pureté de l'air, ont « tous déserté. » (BOISLISLE, I-679 et I-810). Il en est de même dans les Généralités de Bordeaux (BOISLISLE, I-380), Rouen (BOISLISLE, I-410), Grenoble (BOISLISLE, I-464), etc.

nage fatal : à l'aube du XVIII^e siècle, des milliers de biens saisis ou confisqués sont dans sa main.

Fruit d'une politique qui n'avait pas prévu ses conséquences, l'histoire de la confiscation des biens des religieux fugitifs en supportera les tares jusqu'à la Révolution.

*
* *

L'histoire de la confiscation et de l'administration des biens des religieux fugitifs n'a été jusqu'ici systématiquement étudiée ni par les historiens, ni par les juristes.

La plupart des historiens n'ont cherché dans l'analyse des registres de biens confisqués qu'une méthode pour évaluer le nombre des réformés qui émigrèrent ; mais le désordre des comptes, l'incertitude sur le nombre d'héritages qui échappèrent à toute confiscation et sur le nombre de mainlevées accordées par le Roi, le fait, enfin, qu'une part appréciable des émigrés, gens de petite condition, partirent pour l'étranger sans laisser derrière eux de biens à confisquer, ne permettent que des évaluations très approximatives.

Les juristes qui ont étudié sérieusement la condition juridique des protestants après la Révocation de l'Edit de Nantes ont mentionné les mesures prises à l'égard des biens des réformés, mais ne font qu'allusion aux problèmes soulevés par l'administration des héritages saisis ou confisqués.

Les sources, cependant, ne manquent pas sur cette question. La série T.T. des Archives Nationales est entièrement consacrée aux affaires de la Régie des biens des religieux fugitifs, aux affaires des consistoires et aux pensions aux nouveaux convertis. Mais les documents qui y sont contenus ont été sommairement répartis et se trouvent pratiquement dans un grand désordre. D'autre part, il est délicat d'entreprendre l'histoire des biens confisqués dans tout le Royaume à partir des seules Archives nationales. Le nombre et la valeur des biens confisqués, les méthodes d'administration, les baux, les qualités personnelles des administrateurs, ont, en effet, beaucoup varié de Généralité à Généralité. Les Archives départementales possèdent de nombreux documents permettant de connaître les solutions locales. Enfin, seules les Archives notariales permettent de suivre avec certitude l'histoire de cer-

tains biens particuliers. Il semble donc que l'étude exhaustive des biens confisqués ne pourra être faite qu'après une série d'études locales particulières sur chaque Généralité.

Mlle Marguerite Bost a précisément consacré une thèse récente (1) à une monographie de ce type pour le Montalbanais. Tout en rappelant les lignes générales de l'histoire de la Régie, puis de la Ferme des biens des religionnaires fugitifs, elle a constamment illustré ces vues d'ensemble au moyen de l'histoire de la Généralité de Montauban. C'est, à notre connaissance, la seule étude locale qui existe actuellement.

Mais l'histoire des confiscations et de leur rapport avec l'histoire locale ne se confond pas avec l'histoire de l'administration proprement dite des biens confisqués.

Mlle Bost a mis l'accent sur l'histoire des *confiscations* locales. Elle a donc été amenée à suivre l'évolution politique et religieuse de la Généralité de Montauban, à exposer la politique des Intendants et les mesures de toutes sortes prises à l'égard des réformés et des nouveaux convertis, à faire la nomenclature des héritages confisqués en les suivant si possible de la Révocation de l'Edit de Nantes à la Révolution. Elle s'est moins attardée à l'administration elle-même et à l'examen des comptes. Elle a passé sous silence certains aspects juridiques.

Nous nous sommes placés au contraire à l'échelle de tout le Royaume, mais en insistant principalement sur *l'administration* des biens confisqués. Or, cette administration, dont la tête était à Paris, ne peut être étudiée que de Paris. Les papiers de la Régie constituent la source essentielle de cette question et se trouvent pour la plupart aux Archives Nationales. Notre étude a pour but de mettre en lumière l'organisation de l'administration, les problèmes de fait et de droit qu'elle a soulevés, les résultats de cette gestion.

Nous avons d'ailleurs été amenés à nous référer souvent au précieux travail de Mlle Bost, et pour les autres Généralités, aux pièces les plus diverses provenant des Archives Nationales et des Archives Départementales. Nous avons con-

(1) *Religionnaires fugitifs et nouveaux convertis montalbanais : le statut de leurs biens de 1685 à 1790*. Mlle Marguerite Bost, Thèse, Toulouse, 1952.

sulté le Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme, la correspondance échangée entre les Contrôleurs Généraux des Finances et les Intendants et les procès-verbaux des Assemblées quinquennales du Clergé de France; mais ces Assemblées ne se sont occupées en aucune façon du sort des biens confisqués, et la Caisse de secours aux ministres convertis qu'elles géraient était alimentée par des fonds provenant d'une autre origine. Quant à la thèse récente de M. Garrisson sur les « Commissions de l'Edit » (1), elle ne concerne pas ces questions.

Nos hypothèses reposent sur des faits constatés dans l'une ou l'autre Généralité, ou dans plusieurs à la fois, et nous ne les avons étendues qu'avec prudence à tout le Royaume à défaut d'autres renseignements. Nous espérons que des études locales viendront, dans l'avenir, étayer ou nuancer les lignes générales que nous nous sommes efforcé de tracer.



L'ensemble des Edits et des Déclarations promulgués à partir de 1669 à l'égard des biens des protestants pour sanctionner leur émigration à l'étranger, ou pour essayer de les convertir de force, constitue un ensemble déconcertant. C'est une législation faite de pièces rapportées, élaborée morceau par morceau, avec des retours en arrière, quelquefois des contradictions, toujours des ambiguïtés. On voit plusieurs fois des Edits nouveaux réordonner l'exécution l'Edits anciens identiques, preuve de leur manque d'efficacité. A la mort de Louis XIV, la somme des textes publiés est à la fois confuse et rigoureuse. Ils tomberont en désuétude au cours du XVIII^e siècle, sauf pendant de brefs sursauts.

La plus grande partie concerne la confiscation ou la saisie des biens des émigrés, et les moyens de combattre les fraudes. Mais d'autres mesures sur les biens ont été prises, instituant des amendes pour réprimer d'autres délits que celui de partir sans autorisation pour l'étranger. Ces mesures nous intéressent

(1) GARRISSON, *Etude sur le droit des Commissions. Les Commissions de l'Edit*. Thèse, Paris, 1950.

aussi, car les montants de ces amendes ont été réunis à la masse des biens confisqués, et presque toujours gérés dans les mêmes conditions.

Nous retracerons brièvement l'histoire de cette législation en trois paragraphes. En premier lieu, nous pensons nécessaire de rappeler en quoi consistait la confiscation des biens dans *l'Ancien Droit*, et de montrer que ce n'était pas là une sanction nouvelle imaginée par Louis XIV. En second lieu, nous analyserons tous les *Edits et Déclarations concernant la confiscation des biens* des protestants émigrés. Enfin, nous mentionnerons les *autres mesures* prises à l'égard de leurs biens.

A. — La confiscation des biens dans l'Ancien Droit.

A l'origine, la confiscation des biens est la conséquence inévitable de la confiscation de corps : condamnation à mort ou à la mort civile, galères, bannissement, détention à perpétuité. Ces peines sont encourues pour les crimes les plus graves, ceux de lèse-majesté, qui troublent la « paix du Roi ». Leur sanction accessoire est la confiscation des biens au profit du Roi. L'étymologie du terme l'exprime : la con-fisc-ation, c'est l'adjudication des biens d'un criminel au profit du « fisc », le Trésor du Prince (1).

Les pays de droit écrit ont hérité la confiscation de biens du droit du Bas-Empire qui l'a beaucoup connue, et le ressort du Parlement de Toulouse fait exception en laissant pour l'atténuer le tiers des biens du condamné à sa femme et à ses enfants. La maxime « qui confisque le corps, confisque les biens » se rencontre dans la plupart des coutumes, dont un petit nombre cependant n'accepte la confiscation que pour les meubles. Les coutumes qui ne l'acceptent pas la remplacent par une amende modérée à prendre sur les biens. La confiscation a lieu *ipso jure*, même si le juge ne l'a pas expressément prononcée.

La confiscation est faite au profit du Roi pour les cas de

(1) Du latin : *fiscus* : panier.

lèse-majesté et le Receveur du Domaine en fait la recette dans le compte qu'il rend à la Chambre des Comptes, en vertu des jugements de condamnation qui lui sont délivrés. Pour les autres crimes, la confiscation est faite au profit du Roi pour les biens situés dans l'étendue des justices royales, au profit des seigneurs hauts-justiciers pour ceux situés dans l'étendue de leur haute-justice. Mais il est toujours loisible au Roi d'octroyer sa grâce, à son détriment ou au détriment du seigneur haut-justicier, et de remettre les biens confisqués au condamné ou à ses parents.

Néanmoins, la confiscation de corps n'entraîne la confiscation des biens qu'à deux conditions :

— le jugement de condamnation doit être un jugement de dernier ressort;

— la peine principale doit avoir été exécutée : tant qu'elle n'a pas été exécutée, le condamné peut espérer sa grâce.

Ces deux conditions expriment qu'il n'y a pas confiscation tant que l'état du condamné est en suspens. Ainsi, un jugement par contumace, même en dernier ressort, ne peut emporter la confiscation immédiate des biens, puisque le condamné peut se représenter dans le délai de 5 ans pour être absous de son crime. Les receveurs du Domaine ne peuvent, durant ces 5 années, que percevoir les fruits et les revenus des biens confisqués. Ils n'en sont pas propriétaires et la mise en possession n'a lieu qu'à l'expiration de ce délai.

La confiscation prend effet du jour de la condamnation et rétroactivement du jour de la première sentence s'il y a eu un arrêt confirmatif. A partir de ce jour, le condamné devient incapable, et les successions à échoir ne peuvent entrer dans son patrimoine. Pour les crimes de lèse-majesté divine ou humaine, hérésie, péculat, concussion, fausse monnaie, sacrilège, apostasie, la confiscation a lieu du jour du délit.

Les créanciers conservent leurs droits sur les biens confisqués pour le paiement de leurs dus, d'où la nécessité pour les receveurs du Domaine ou les seigneurs hauts-justiciers de faire dresser un inventaire, afin de ne pas être poursuivis au-delà des biens. Les enfants du condamné sont considérés comme les créanciers du douaire préfix ou coutumier, mais n'ont aucun droit à demander la légitime sur les biens.

En interdisant aux protestants d'aller à l'étranger sans la permission du Roi, à peine de mort pour les hommes et de détention perpétuelle pour les femmes, la confiscation des biens était naturellement encourue même si les Déclarations ne l'avaient pas expressément mentionnée. En aucune mesure, elle n'apparaissait comme une nouveauté juridique au xvii^e siècle. Au xvi^e siècle, François I^{er} avait ordonné de confisquer les biens des protestants condamnés au bâcher. L'Edit d'Ecouen, en 1558, avait confirmé la peine en défendant aux juges de « modérer la peine de mort et de confiscation de biens ».

Les confiscations cessèrent après l'Edit de Nantes de 1598. Lorsqu'elles réapparaissent après 1660, il ne s'agit plus de sanctionner le fait même d'être protestant, mais d'interdire et d'empêcher le départ des huguenots pour l'étranger. La confiscation de biens devient alors le principal moyen de pression dont dispose le Roi.

C'est donc moins la nature de la peine elle-même, que l'ampleur des confiscations effectuées et la sévérité avec laquelle on y eut recours qui furent nouvelles.

B. — La confiscation des biens, sanction de l'émigration protestante.

Sous une forme larvée, l'émigration protestante commence après 1660. A partir de 1669, le Roi signe plusieurs Edits qui sanctionnent le départ sans permission du Royaume par la confiscation de biens. Celle-ci s'assortit peu à peu de mesures restrictives de propriété sur les biens des religieux et des nouveaux convertis, pour tenter de réduire les fraudes qui n'ont pas manqué de se produire. La Révocation de l'Edit de Nantes, en 1685, confirme seulement les déclarations antérieures en matière de confiscation de biens.

L'Edit de 1689 ouvre une nouvelle étape. Face à une masse considérable de biens confisqués dont le pouvoir central s'avère incapable d'organiser la gestion, le Roi use de sa grâce pour remettre sans condition la possession de ces biens aux parents des émigrés restés en France. Une période d'apai-

sement s'ensuit, puis l'application rigoureuse des Edits redevient peu à peu la règle.

En 1699, le Roi exige des parents des émigrés de pratiquer la religion catholique pour continuer à posséder les biens qu'ils détiennent en vertu de l'Edit de 1689. Faute de le faire, de nombreux biens sont saisis, et l'émigration reprenant, des héritages sont à nouveau confisqués. Leur gestion est confiée à une administration indépendante : la Régie des biens des religionnaires fugitifs, qui se maintiendra jusqu'à la Révolution. La législation sur les biens ne changera pratiquement plus, mais le Roi continuera d'user de sa grâce pour accorder des mainlevées individuelles. A partir du milieu du XVIII^e siècle, une tolérance de fait s'instaurera presque partout, acquise officiellement par l'Edit de Tolérance de novembre 1787 et en 1790 par la restitution générale de leurs biens aux émigrés.

Ces trois grandes étapes seront étudiées successivement :

1° De 1669 à 1689.

2° De 1689 à 1699.

3° Après 1699.

1° De 1669 à 1689.

Malgré les efforts de Colbert, la première grande émigration date de 1666, et l'*Edit d'août 1669* est le premier à défendre à tous sujets de partir pour l'étranger sans la permission du Roi, sous peine de confiscation de corps (peine capitale) et de confiscation de biens.

La reprise de l'émigration en 1681 entraîne une nouvelle série de Déclarations. La *Déclaration du 15 mai 1682* (1) renouvelle à l'intention des religionnaires, pour la première fois nommément désignés pour éviter toute ambiguïté, les défenses de l'Edit de 1669.

La *Déclaration du 14 juillet 1682* (2) qui lui fait suite, réaffirme l'interdiction générale de sortir du Royaume, et

(1) Is., XVIII-366.

(2) L.P., p. 119.

entache de nullité toutes les ventes faites par les émigrés dans l'année qui a précédé leur départ. Les religionnaires voulurent, en effet, s'expatrier tout en évitant par de multiples façons les conséquences de la confiscation de leurs biens. Au moyen d'une vente déguisée, il leur était possible de laisser à des parents ou à des amis le soin de gérer leurs biens pendant leur absence et de les leur rendre à leur retour. La Déclaration du 14 juillet a voulu faire échec à cette fraude, et la *Déclaration du 7 septembre 1682* (3) qui l'interprète, n'exclut de cette annulation que les dispositions de biens faites en faveur d'un enfant pour son mariage, à la condition toutefois que le mariage ait eu lieu avant le départ de l'émigré. De même, une lettre du Roi du 26 juillet 1686 met en garde le Procureur général contre les fausses reconnaissances de dettes (4).

La lutte contre les fraudes des religionnaires fugitifs durera aussi longtemps que l'histoire de la confiscation de leurs biens.

La *Déclaration du 31 mai 1685* (5) commue la peine de mort, sanction de l'émigration, en peine de galères à perpétuité.

L'*Edit de Révocation de l'Edit de Nantes* du 18 octobre 1685 (6), vient mettre un point final à un siècle de tolérance religieuse. Le culte réformé est désormais interdit. Les réformés devront attendre un siècle pour qu'un régime de tolérance s'installe définitivement.

En ce qui concerne les religionnaires fugitifs, l'*Edit* renouvelle la défense de sortir du Royaume sans la permission du Roi, à peine de galères pour les hommes et de confiscation

(3) L.P., p. 122.

(4) L.P., p. 295 : « ...Lorsqu'il se trouvera quelques créanciers qui seront « porteurs de promesses ou de billets sous seing privé des prétendus réformés « ou des nouveaux convertis absents, lesquels seront contestés par les parties « intéressées, ou par ceux qui seront préposés à la régie des biens desdits « absents, vous... (ferez tout ce qui est nécessaire)... pour découvrir les « fraudes, car plusieurs qui se sont retirés ont frauduleusement fait plusieurs « billets et promesses sous seing privé en faveur des particuliers auxquels « ils n'étaient pas redevables, dans le but de mettre leurs effets à couvert, « et de faire passer dans les pays étrangers les sommes qu'ils ont déclaré « devoir à ces faux créanciers ».

(5) *Is.*, XIX-510.

(6) L.P., p. 239.

de corps et de biens pour les femmes, la confiscation de biens s'entendant *ipso jure* pour les hommes (art. 10). Mais l'Edit accorde un délai de 4 mois à tous ceux qui sont déjà sortis du Royaume, pour y revenir et rentrer en possession de leurs biens (art. 9). Pendant cette trêve de 4 mois, on ne procéda à aucune confiscation, même pour les biens dont on savait sûrement qu'ils étaient abandonnés. Peu de personnes profitèrent du délai de grâce ; au contraire, l'émigration redoubla. Un grand nombre d'héritages furent confisqués en avril et mai 1686 (7).

Les peines de confiscation de corps et de biens sont étendues à tous ceux qui auront contribué à une évasion : passeurs, guides, fabricants de faux passeports, etc., par la Déclaration du 7 mai 1686. Elles sont encourues aussi par les nouveaux convertis fugitifs afin de démasquer les fausses abjurations faites dans le seul but d'émigrer tout en conservant ses biens.

Huit mois après l'Edit de Révocation, la *Déclaration du 1^{er} juillet 1686* (8) donne un nouveau délai de 9 mois aux religionnaires fugitifs — jusqu'au 1^{er} mars 1687 — pour revenir dans le Royaume et rentrer en possession de leurs biens, même s'ils sont aux mains d'un tiers-acquéreur, à la condition d'abjurer dans les huit jours de leur retour.

Malgré ces interdictions et l'application sévère des sanctions, l'émigration persista et la masse des biens confisqués ne cessa d'augmenter. Une seule exception à la règle fut faite pour des raisons politiques au profit des religionnaires qui allèrent servir dans l'armée du roi de Danemark et se retirèrent à Hambourg. Ils purent jouir de la moitié du revenu de leurs biens laissés en France (9).

Ces biens, dont l'administration avait été jusque-là confiée aux Intendants, furent réunis au Domaine par l'Edit de janvier 1688 dont les conséquences seront étudiées plus loin.

(7) Mlle Bost a vérifié ce point pour le Montalbanais (Thèse précitée, p. 44).

(8) L.P., p. 291.

(9) Arrêt du Conseil du 12 mars 1689.

2° De 1689 à 1699.

Devant les difficultés de toutes sortes qui se posèrent pour administrer une masse de biens confisqués devenue si vite considérable, le Roi fut amené à atténuer la rigueur de ses mesures. Par l'*Edit du 9 décembre 1689* (10), tous les biens confisqués au profit du Roi sont abandonnés aux proches parents héritiers des religionnaires fugitifs (11). Les baux sont interrompus, et ceux qui en ont joui doivent en rendre compte devant les Intendants (art. 3). Aucune condition de catholicité n'est exigée des parents des fugitifs, et la seule limitation à leur possession est l'interdiction de vendre ou d'hypothéquer ces biens avant 5 années de jouissance à compter du 1^{er} janvier 1690 (art. 6). Cette dernière clause était encore une amorce offerte à ceux qui s'étaient expatriés, et la conséquence de l'ancien délai de 5 ans pendant lequel l'état du condamné se trouve en suspens.

Seuls, les biens non réclamés restaient administrés par le Domaine (12).

L'Edit de 1689 ne remettait pas en cause le principe même de la confiscation. Le Roi usait seulement de sa grâce pour remettre les biens confisqués aux parents des émigrés. On eut recours à la fiction de la « succession » dans le seul but de mettre les biens en possession de ceux qui auraient dû normalement en hériter. Mais à plusieurs reprises, et dans l'Edit lui-même, on a rappelé sans ambiguïté que ces héritiers devenaient possesseurs des biens non sur le fondement de la mort civile des fugitifs, mais par grâce spéciale du Roi, comme s'il s'agissait de mainlevées individuelles.

(10) Is., XX-97.

(11) Le préambule de l'Edit de 1689 évoque les problèmes qui se sont posés après la réunion des biens confisqués au Domaine, par l'Edit de 1688 : « Le Roi, ayant été informé des difficultés qui se rencontrent à l'exécution de ce projet à cause des différentes prétentions que plusieurs de Nos sujets ont sur lesdits biens, et ayant d'ailleurs égard aux supplications qui nous ont été faites de consacrer lesdits biens aux héritiers légitimes de ceux qui, par leur retraite, les ont délaissés, et pouvant, par d'autres moyens, pourvoir à l'établissement de ce qui sera jugé nécessaire pour l'avantage de la religion de Notre Royaume, sans réduire tous ces biens en mainmorte et les ôter du commerce de ceux qui Nous aident à supporter les charges de Notre Etat, à ces causes... »

(12) Arrêt du Conseil du 24 octobre 1690. L.P., p. 340.

Son application fut immédiate et, du jour au lendemain, tous les procès commencés depuis 1685 à la suite des confiscations devinrent sans objet. Cette période d'apaisement dura jusqu'à la fin du siècle, mais, à partir de 1695, les Intendants se demandèrent s'il ne fallait réellement pas tenir compte de la condition de catholicité pour détenir les héritages des émigrés. Il se trouvait, en effet, que la loi était plus favorable aux héritiers protestants qu'aux nouveaux convertis. Pour jouir des biens des fugitifs, les nouveaux convertis devaient prouver qu'ils persévéraient dans la religion catholique, mais, pour éviter la saisie, il suffisait aux protestants de dire : « Je n'ai pas abjuré. »

En 1686, dans le Languedoc, un certificat de catholicité, délivré par le curé, avait été exigé des parents des fugitifs qui demandaient une provision sur leurs biens. En 1697, Basville, Intendant du Languedoc, estime donc qu'il obéit à l'esprit de la législation en exigeant des parents détenteurs des biens des fugitifs, une note de catholicité comme en 1686. De même, Bégon, Intendant de La Rochelle, demande, le 4 mai 1698, que « Sa Majesté, interprétant en « tant que de besoin son Edit de décembre 1689, déclare « qu'Elle n'a pas entendu que les héritiers calvinistes qui « ne font point leurs devoirs de catholiques, jouissent des « biens abandonnés » (13).

Le régime de l'Edit de 1689 se prolongea jusqu'en 1698.

En usant de sa grâce à l'égard des parents des émigrés, Louis XIV avait espéré non seulement arrêter l'émigration, mais inciter les familles des fugitifs à se convertir. Trompant cet espoir, elles en avaient profité, au contraire, pour faire parvenir argent et effets mobiliers à l'étranger, et ceux qui s'étaient apparemment convertis n'avaient pas donné beaucoup de preuves de leur sincérité.

La guerre de la Ligue d'Augsbourg durait, en effet, depuis 1689, et les réformés espéraient voir l'Edit de Fontainebleau révoqué à la faveur d'une victoire des Etats protestants coalisés. Les Assemblées du Désert redevenaient plus nom-

(13) Abbé ROUQUETTE, *Etude sur la Révocation de l'Edit de Nantes dans le Languedoc*.

breuses et les « nouveaux convertis » ne cachaient pas leur mécontentement de se voir obligés d'acquitter les taxes d'office pour l'entretien des milices provinciales levées un peu partout dans le Royaume.

Ainsi, la paix de Ryswick signée en 1697, le Roi a de nouveau les mains libres pour punir ces réformés incorrigibles qui, lui semble-t-il, ont trompé sa confiance.

Ceci explique le retour à l'application sévère des Edits à la fin du xvii^e siècle. Plusieurs déclarations de 1698 viennent offrir pour la dernière fois aux émigrés la possibilité de revenir en France à la condition d'abjurer ; mais pratiquer ouvertement la religion catholique va redevenir la condition obligatoire pour détenir les biens des fugitifs, tandis qu'on interdira aux nouveaux convertis de disposer de leurs biens sans autorisation du Roi.

Par la Déclaration du 10 février 1698, les religionnaires fugitifs sont autorisés pour la première fois à rentrer en France en dehors de tout délai de grâce, à la condition de faire profession de la religion catholique. Mais la question des biens n'est pas soulevée. La *Déclaration du 29 décembre 1698* (14) précise qu'ils pourront rentrer en possession de leurs biens à la condition de revenir dans le délai de 6 mois et d'abjurer dans le mois qui suivra leur retour. La mise en possession aura lieu dans les 15 jours de la demande si les biens sont aux mains des héritiers naturels des fugitifs ; si des biens ont été vendus, mis en vente ou échangés, ils ne rentreront en possession que de la part qui restera, sans recours possible. Si les biens sont affermés, le bail sera entretenu ou le fermier indemnisé. La seule limitation à leur propriété sera l'interdiction d'aliéner ou d'hypothéquer des immeubles et de couper des arbres, pendant 6 années à compter de la date de leur retour. Cette incapacité va devenir bientôt la règle générale pour les nouveaux convertis comme pour les religionnaires. La *Déclaration du 5 mai 1699* (15) interdit pour 3 années à tous les protestants, sauf permission du Roi, de vendre leurs biens immeubles ou l'universalité

(14) L.P., p. 379.

(15) L.P., p. 387.

de leurs meubles et de faire des donations entre vifs, exception faite pour les contrats de mariage de leurs enfants (16). Ces défenses seront étendues par la suite aux nouveaux convertis et furent régulièrement renouvelées de 3 ans en 3 ans jusqu'en 1781.

La Déclaration de décembre 1698 ajoute *in fine* que les possesseurs actuels des biens des fugitifs les conserveront s'ils ne sont pas réclamés, mais à la condition de pratiquer la religion catholique (art. 8), faute de quoi les biens seront saisis ou séquestrés. Ce dernier article mettait fin aux incertitudes des Intendants et revenait à une plus grande sévérité à l'égard des religionnaires.

Il ne semble pas que beaucoup de fugitifs profitèrent des dispositions de la Déclaration de 1698 pour revenir en France. Mlle Bost ne cite qu'un cas pour le Montalbanais (17). Au contraire, des huguenots ou des nouveaux convertis qui n'avaient pas été inquiétés depuis 1689 émigrèrent.

3° Après 1699.

C'est une nouvelle période de sévérité qui commence après cette date. Non seulement les Edits antérieurs, interdisant l'émigration et entraînant la confiscation des biens, sont solennellement confirmés, mais on réapplique avec rigueur toutes les mesures limitatives de propriété destinées à prévenir les fraudes : interdiction d'aliéner les biens dont les parents des fugitifs ont obtenu la possession, et sous condition de catholicité pour en jouir, nullité des aliénations faites dans l'année qui a précédé la sortie du Royaume, interdiction aux nouveaux convertis de vendre leurs biens, etc.

La Déclaration du 4 février 1699 étend systématiquement

(16) Dans le préambule de la Déclaration, le Roi évoque « les tempéraments que Nous avons jugé nécessaires pour prévenir les abus qu'auraient pu commettre ceux qui, n'étant pas entièrement délivrés de leurs anciennes erreurs, ne songeraient qu'à mettre leurs biens à couvert pour pouvoir ensuite se retirer dans les pays étrangers ».

(17) Thèse précitée, p. 82. Si l'on voulait évaluer avec certitude le nombre de ces retours en France, il faudrait pouvoir dépouiller tous les actes notariés établis après cette date à la demande de nouveaux convertis qui font mention d'un séjour à l'étranger puis d'une abjuration.

à tous les nouveaux convertis l'interdiction de sortir du Royaume.

La *Déclaration du 11 février 1699* (18) ordonne l'exécution des Edits et Déclarations de 1669, mai 1682 et mai 1686, c'est-à-dire rappelle toutes les interdictions d'émigrer, aux mêmes peines. Ce retour à la législation d'avant 1689 ne fut pas parfaitement compris et cette Déclaration trop laconique ne put recevoir d'exécution, car les plus proches parents des fugitifs prétendirent que leurs biens leur appartenaient aux termes de l'article 2 de l'Edit de 1689 qui n'était pas révoqué expressément.

La *Déclaration du 13 septembre 1699* (19) vint lever tous les doutes et consacrer solennellement le retour à l'ancien ordre de choses. Les Edits et Déclarations de 1669, mai et juillet 1682, octobre 1685, mai 1686 et février 1699 sont confirmés. Tous les fugitifs seront poursuivis, et jugés par contumace s'ils ne peuvent être appréhendés (20). L'interdiction de sortir du Royaume sans permission est renouvelée, à peine de galères à perpétuité pour les hommes, de réclusion pour les femmes et de confiscation de biens pour tous. Si ces biens sont situés dans des pays où la confiscation n'a lieu, ou dans les justices des seigneurs particuliers, les coupables seront condamnés à une amende qui ne pourra être moindre de la moitié de la valeur de ces biens. Les mêmes peines sont édictées contre ceux qui auront contribué directement ou indirectement à une évasion (21). La Décla-

(18) Is., XX-337.

(19) Is., XX-342.

(20) ... « Nous avons été informés que quelques-uns de nos juges ont « douté si Notre intention était qu'ils leur (les fugitifs) fissent le procès « et les condamnessent aux peines portées par Nos Edits et Déclarations, se « fondant sur ce que, par Notre dite Déclaration du 11 février dernier, « Nous n'avons pas expressément ordonné que le procès serait fait à ceux « qui seraient sortis de Notre Royaume... Mais encore que ceux qui « forment cette difficulté n'aient besoin pour la lever que de faire attention « sur les termes de Notre dite Déclaration du 11 février, par lesquels Nous « avons nommément ordonné que les Edits et Déclarations de 1669, 1682 « et 1686 seraient exécutés, Nous avons cru toutefois devoir de nouveau « expliquer Notre volonté, pour ôter tout sujet de doute sur l'interprétation « de Notre dite Déclaration... ». (Extrait du préambule de la Déclaration du 13 septembre 1699).

(21) La Déclaration du 5 décembre 1699 fait défense aux capitaines de vaisseaux d'embarquer des nouveaux convertis.

ration se termine par : « Sera le contenu de la présente, « exécuté nonobstant Notre Edit du mois de décembre 1689, « auquel Nous avons dérogé et dérogeons pour ce regard, « car tel est Notre bon plaisir ».

Bien que l'on dérogeât à l'Edit de décembre 1689, celui-ci n'était pas entièrement abrogé. Le droit de propriété des parents des émigrés, mis en possession de leurs biens en vertu de cet Edit, n'était pas contesté, à la condition qu'ils pratiquent la religion catholique comme le voulait la Déclaration de 1698. Mais ces héritiers restés en France pourraient-ils être mis en possession des biens qui seraient confisqués après la Déclaration de 1699 ? Il semble que non ; pourtant, la Déclaration du 21 mars 1718 (22), qui interprète en tant que de besoin l'article 2 de l'Edit de 1689, ordonne que « les « parents paternels ou maternels des sujets fugitifs pourront « entrer en possession des biens délaissés dont la confiscation « était acquise au Roi, aux conditions portées dans l'Edit « de 1689 et la Déclaration de décembre 1698, suivant « lesquels les parents donataires doivent résider dans le « Royaume et n'envoyer aucune partie des fonds dans les « pays étrangers ».

Ce texte qui contredit la Déclaration de 1699 est difficile à interpréter et fournit un bon exemple des obscurités et des contradictions contenues dans l'abondante législation sur les biens des protestants. Une interprétation restrictive en a été donnée par Mgr de Tressan, à qui incombait la Direction des biens des religionnaires fugitifs, dans un mémoire daté de 1723 (23). Mais il est hors de doute que de nombreuses main-

(22) L.P., p. 511.

(23) Mémoire de Mgr de LA VERGNE DE TRESSAN. A.N., Série T.T. 436 : « MM. les Intendants prétendent que, suivant la Déclaration de 1718, qui « ordonne l'exécution de l'Edit de 1689 et de la Déclaration de 1698, les « plus proches parents des fugitifs ont droit d'entrée en possession de leurs « biens et que la saisie n'en peut être faite... » La Déclaration de 1718 « n'a « point révoqué la Déclaration de septembre 1699. La révocation d'une loi « n'est jamais tacite, il faut une abrogation expresse... Celle de 1718 n'a « été rendue que parce que les étrangers régnicoles en France prétendaient « posséder les biens de fugitifs sortis avant 1698 sans résider dans le « Royaume, sur quoi Sa Majesté ayant décidé qu'il fallait être résident dans « le Royaume pour posséder ces biens, elle en a fait une Loi par la « Déclaration de 1718, mais elle n'a jamais entendu toucher à la Déclaration « de 1699 ».

levées ont été individuellement accordées sur le fondement de cette Déclaration (24).

C'est sur les bases des deux Déclarations de 1698 et 1699 que s'établit définitivement la législation du XVIII^e siècle. Aussitôt après, en 1700, une Régie générale fut constituée pour administrer de façon indépendante l'ensemble des biens des religionnaires fugitifs saisis ou confisqués :

- les biens, dont les parents des émigrés avaient eu la possession en vertu de l'Edit de 1689, et saisis en vertu de la Déclaration de 1698, faute de pratiquer la religion catholique ;
- les biens des émigrés *confisqués* à nouveau après 1699, dont les parents n'ont pas obtenu la possession.

Les Déclarations du XVIII^e siècle n'ont fait que compléter ou confirmer l'œuvre des Déclarations de 1698 et 1699, sans modifier le régime général des biens.

A la fin du règne de Louis XIV, une Ordonnance du 18 septembre 1713 (25) interdit encore une fois aux nouveaux convertis d'aller à l'étranger.

La *Déclaration du 14 mai 1724* (26) confirme de façon draconienne la lettre de tous les Edits et Déclarations promulgués au sujet des protestants. Elle renouvelle à l'égard de leurs biens toutes les défenses existantes. Mais les passions religieuses sont déjà moins vives pendant la Régence, et, jugée inapplicable, la Déclaration fut peu appliquée.

Enfin, la *Déclaration du 27 octobre 1725* (27) est le dernier acte législatif important concernant les biens des religionnaires. Ce texte moins sévère règle le cas des émigrés qui sont rentrés en France après l'expiration du délai de grâce de 6 mois accordé par la Déclaration de décembre 1698. Ils ne pourront pas rentrer en possession de leurs biens et leurs parents continueront d'en jouir, mais ils pourront prétendre aux successions à échoir après leur retour.

(24) Dans son « *Dictionnaire des Domaines* », BOSQUET confirme ce dernier point de vue : par grâce spéciale du Roi, et non à titre de succession, les parents des émigrés pouvaient toujours entrer en possession des biens confisqués, à la condition de respecter les conditions de la Déclaration de 1689.

(25) L.P., p. 465.

(26) L.P., p. 534.

(27) L.P., p. 554.

Tels sont les textes qui constituèrent le régime légal de la confiscation des biens des protestants émigrés. Rulhière estime que toutes les formes légales avaient été violées par ces confiscations (28). Ce jugement est inexact. Sans doute, dans les années qui suivirent la Révocation, on appliqua les Edits avec une sévérité qui fut quelquefois arbitraire. Quant aux Intendants du XVIII^e siècle, exception faite de brefs sursauts, ils laissèrent sommeiller cette législation qui tomba en désuétude à mesure que l'idée de tolérance faisait son chemin. En 1723, le cardinal Dubois s'inquiétait déjà de la non-application des Edits et se demandait comment y remédier, car la Régie générale des biens des religionnaires fugitifs en supportait la première les conséquences !

C. — Autres mesures sur les biens des religionnaires.

Les religionnaires fugitifs ne furent pas les seuls à être poursuivis. Le produit des confiscations, des saisies ou des amendes dont les protestants furent victimes pour d'autres raisons que l'émigration fut, dans la plupart des cas, réuni à la masse des biens des religionnaires fugitifs et administré avec elle, de sorte qu'il importe de passer en revue les principales de ces mesures.

1^o CONFISCATION DE BIENS.

Les biens des consistoires, des pasteurs et des relaps furent aussi confisqués.

Bien avant l'Edit de Révocation, les biens des *consistoires*, c'est-à-dire les fonds et les rentes qui appartenaient aux églises protestantes, ou qui étaient destinés aux pauvres de la religion réformée, furent confisqués en faveur des hôpitaux catholiques (29). Une partie de ces biens fut mise à la disposition directe du Roi. Leur gestion fut ensuite rattachée à celle des biens des religionnaires fugitifs.

Les biens des *ministres du culte réformé* furent irrégu-

(28) RULHIÈRE, *Eclaircissements sur la Révocation de l'Edit de Nantes*.

(29) Déclaration du 21 août 1684.

lièrement confisqués et gérés d'abord à part, puis, le plus souvent, avec ceux des religionnaires fugitifs.

Les *relaps*, c'est-à-dire les protestants revenus à l'exercice de leur culte après avoir abjuré, subirent les peines extrêmement dures qui frappaient les hérétiques depuis l'Ancien Droit. En outre, leurs biens ont été confisqués par la Déclaration du 13 mars 1679, confirmée par l'Edit de Révocation de 1685. Les nouveaux convertis, qui refusaient, après leur abjuration, de recevoir les sacrements de l'Eglise pendant leurs maladies, furent frappés des peines suivantes par la Déclaration du 29 avril 1686 (30) : s'ils mouraient, leurs cadavres étaient tirés sur la claie et jetés à la voirie, s'ils survivaient, ils étaient condamnés aux galères et, dans les deux cas, leurs biens étaient confisqués. Ces peines furent confirmées par la Déclaration du 8 mars 1715 (31). L'inapplicable Déclaration de 1724 ordonnait également la confiscation des biens pour le seul fait d'assister au culte réformé.

2° BIENS SEULEMENT ADMINISTRÉS PAR LE ROI.

L'Edit de 1689 ordonnait que les biens des ministres et des religionnaires sortis du Royaume *avec* la permission du Roi, soient « régis et administrés par leurs enfants majeurs, tuteurs ou curateurs de mineurs, ou, à défaut, par les personnes commises par Sa Majesté » qui les leur restitueraient à leur retour. Ces commis furent le plus souvent ceux qui régissaient déjà les biens des religionnaires fugitifs. Ainsi l'Arrêt du Conseil du 2 août 1704 (32) confie la gestion des biens dont les administrateurs sont morts, ou en ont négligé l'administration, au Régisseur général des biens des religionnaires fugitifs. L'Arrêt du 28 septembre 1726 (33) décide que les biens des ministres réformés et des religionnaires sortis avec permission du Roi, ne peuvent passer à leurs collatéraux résidant dans le Royaume qu'après le décès des enfants qu'ils ont emmenés avec eux. Jusque-là, leurs biens seront administrés avec ceux de la Régie.

(30) Is., XIX-545.

(31) Is., XX-640.

(32) L.P., p. 423.

(33) Is., XXI-300.

3° AMENDES.

De multiples amendes furent perçues et employées diversement. Les unes furent directement affectées à des fondations déterminées (hôpitaux, secours aux nouveaux convertis), d'autres furent versées à la Caisse des Economats, à celle du Domaine après 1688, puis à celle de la Régie des biens des religionnaires fugitifs.

Parmi ces amendes, sont comprises celles auxquelles étaient condamnés les émigrés dans les pays dont les coutumes n'admettaient pas la confiscation. Mais il s'agit surtout d'un faisceau d'amendes d'importances diverses frappant les parents qui ne font pas baptiser leurs enfants (34), qui n'envoient pas leurs enfants au catéchisme (35), les nouveaux convertis qui ne se marient pas devant l'Eglise (36), les parents qui envoient leurs enfants à l'étranger (37), ceux qui n'ont pas dénoncé les Assemblées (38), etc.

*
*
*

Aussi rigoureuse que paraisse cette législation, elle n'eut de valeur que par la façon dont elle fut appliquée. On perçoit déjà, à travers les détours des Edits et des Déclarations, combien l'exécution en fut irrégulière. A chaque reprise de la persécution religieuse, de nouvelles déclarations vinrent rappeler les peines encourues et ordonner l'exécution de lois plus anciennes provisoirement oubliées, tandis qu'aux périodes d'apaisement les mainlevées sur les biens saisis et confisqués ont été libéralement accordées.

Le Roi dut régler les difficultés soulevées par l'administration des biens confisqués presque du jour au lendemain. Jusqu'à la Révocation de l'Edit de Nantes, l'émigration était restée irrégulière et relativement peu importante, et les confiscations prononcées au cours du xvi^e siècle n'avaient été que des cas d'espèce. Après l'Edit de Fontainebleau, au contraire, les confiscations se multiplient. L'administration

(34) Edit d'octobre 1685 et Déclaration du 13 décembre 1698.

(35) et (36) Déclaration du 13 septembre 1698.

(37) Déclaration du 17 juin 1681.

(38) Ordonnance de février 1745.

des biens est commencée tant bien que mal par les Intendants, mais il faudra attendre 1733, presque un demi-siècle plus tard, pour qu'une administration générale, à peu près organisée, s'établisse définitivement sous la forme d'une Ferme. Jusqu'à cette date, l'administration des biens fut confiée successivement aux Domaines, aux parents des émigrés qui, par grâce du Roi, purent gérer les biens abandonnés et bénéficier de leurs fruits, enfin à un Régisseur unique pour toute la France à partir de 1700. La gestion de ce régisseur fut elle-même un moment interrompue par un essai malheureux d'affermage sous la Régence.

La diversité des formes de gestion qui se sont succédé nous incite à suivre un plan chronologique pour retracer l'histoire de l'administration des biens des religieux fugitifs. Un plan analytique, en effet, étudiant l'une après l'autre les questions de l'exécution des baux, de l'entretien des biens, des impositions, du personnel d'administration, des procédures à suivre, etc., obligerait à de fréquentes redites, car les méthodes et les problèmes de 1685 ne sont identiques ni à ceux de 1715 ni à ceux de 1780.

Cette histoire comprendra deux parties :

PREMIÈRE PARTIE. — *L'administration des biens confisqués avant l'institution de la Ferme générale. 1669-1733.*

CHAPITRE 1^{er}. — *L'administration des biens jusqu'en 1700.*

CHAPITRE 2. — *La Régie générale des biens des religieux fugitifs. 1700-1733.*

DEUXIÈME PARTIE. — *La Ferme générale des biens des religieux fugitifs. 1733-1789.*

CHAPITRE 3. — *L'histoire de la Ferme et ses résultats financiers.*

CHAPITRE 4. — *L'administration des Fermiers.*

CHAPITRE 5. — *La restitution des biens et la liquidation de la Ferme.*

En conclusion, nous essaierons de déterminer à la lumière de l'histoire de l'administration des biens quelle était la situation juridique des biens confisqués, question qui n'a jamais été parfaitement tirée au clair au cours du XVIII^e siècle.

PREMIÈRE PARTIE

L'ADMINISTRATION DES BIENS
CONFISQUÉS AVANT L'INSTITUTION
DE LA FERME GÉNÉRALE
(1669-1733)

CHAPITRE PREMIER

L'ADMINISTRATION DES BIENS JUSQU'EN 1700

En quoi consistaient les biens confisqués ?

Des maisons, des boutiques d'artisans entourées de jardins, des terres de médiocre étendue, rarement de grandes propriétés.

Mlle Bost a noté que dans le Montalbanais toutes les classes de la société se trouvaient représentées parmi les fugitifs (1) : des gens de petite condition, chapeliers, cordonniers, estaminiers, métayers et brassiers, mais aussi des bourgeois, pasteurs, avocats, médecins, tisserands, drapiers, etc. et de grandes familles de la noblesse terrienne. De riches domaines furent confisqués dans le Montalbanais, mais ce fait reste en partie propre à cette Généralité, car la valeur moyenne des biens qui y furent confisqués fut la plus élevée de tout le Royaume, jusqu'en 1724 tout au moins, ainsi qu'en témoignent les états de la Régie (2).

En décidant les confiscations de biens, le Roi ne pouvait imaginer que leur administration se heurterait à de grandes difficultés.

(1) Thèse précitée, p. 36.

(2) Cf. Tableau, p. 86.

Il n'était pas question de les faire exploiter directement par l'administration royale, mais on imaginait que les Intendants trouveraient aisément à les affermer et pourraient en retirer un revenu régulier.

Tant que peu de biens furent confisqués, il en fut ainsi. Mais au lendemain de l'Edit de Révocation, le pouvoir central et les Intendants se trouvèrent aux prises avec une foule de terrains, de meubles et d'immeubles de nature disparate, de valeur inégale et, de plus, éparpillés aux quatre coins du Royaume. Ils étaient situés principalement dans le Midi, dans le Bordelais, la Saintonge, le Dauphiné, la Normandie, la Champagne, mais il n'y eut pas de Généralité où quelque bien n'ait été confisqué. Enfin, cette masse était mouvante : les dénonciations affluaient mais, en même temps, les parents, les créanciers ou les héritiers des fugitifs engageaient des procès pour faire valoir leurs droits.

Des intermédiaires espèrent profiter de ce grand désordre pour en tirer des bénéfices personnels. Ils proposèrent, par exemple, d'affermir en bloc tous les biens d'une Généralité, en se chargeant eux-mêmes de trouver des sous-fermiers. Les Intendants qui ne connaissaient pas exactement la situation de tous les biens et qui ne disposaient pas de moyens de contrôle suffisants, acceptèrent de se reposer sur eux.

Il apparut bientôt plus profitable de confier ces biens à une administration existante : celle des Domaines, dont l'organisation décentralisée et le personnel nombreux et éprouvé semblaient adaptés à ce genre de gestion. Le Roi n'entendait pas confondre les revenus des biens confisqués avec ceux de son propre Domaine, mais appliquer avec le même succès aux biens des religionnaires les méthodes de gestion domaniales. C'est le sens profond de l'Edit de janvier 1683.

Si la compétence de l'administration des Domaines était incontestable en matière de gestion, elle n'était pas, en fait, mieux équipée que les Intendants pour rechercher les biens, contrôler les dénonciations, engager ou défendre les procès, de sorte que son échec explique et rendit nécessaire l'Edit de décembre 1689 qui remettait, par la grâce du Roi, la possession des biens confisqués aux parents des émigrés.

Les Domaines conservèrent les biens qui n'avaient pas été réclamés. Mais lorsque, après 1697, les saisies et les confiscations redevinrent nombreuses, le Roi préféra, pour éviter les incidents de 1688, confier la gestion des biens à une administration indépendante. La Régie générale des biens des religionnaires fugitifs fut créée.

L'étude de l'administration des biens confisqués jusqu'en 1700 sera faite en deux sections :

1° *Qui administre les biens confisqués ?*

2° *La recherche, la gestion et l'emploi des biens confisqués.*

SECTION PREMIÈRE

Qui administre les biens confisqués ?

1° AVANT 1688.

Jusqu'en 1685, les confiscations de biens furent peu nombreuses, et chaque Intendant en organise la gestion.

L'Intendant n'administre pas lui-même, il « commet » à l'administration des biens. Mais il a la charge directe de tout ce qui précède et de tout ce qui suit l'administration proprement dite : l'exécution de la confiscation après le procès, l'établissement des inventaires, l'envoi des comptes au Conseil afin d'employer les revenus des biens selon les ordres du Roi. De plus, il doit contrôler la gestion des fermiers ou des régisseurs. Sur lui, retombe l'entière responsabilité des biens devant le Conseil.

En fait, sauf pour certains cas particuliers, tel l'Edit qui ordonna d'affecter directement aux hôpitaux l'ensemble des biens des consistoires (3), il n'y a pas de règle d'ensemble pour guider l'Intendant dans son administration et les solutions adoptées sont différentes. En Dauphiné, la gestion des biens est confiée en partie aux fermiers des Domaines (4). Mais

(3) Déclaration du 21 août 1684.

(4) BOISLISLE, I.167.

dans la Généralité de Lyon, le Contrôleur général des Finances ordonne en 1686 à l'Intendant « que les deniers provenant « de la confiscation des effets des religionnaires soient versés « entre (ses) mains sans passer par celles des receveurs des « Domaines » (5). Ailleurs, un tiers des biens confisqués est remis aux fermiers des Domaines (6). Dans la plupart des cas, l'Intendant lui-même choisit le mode de gestion qui lui paraît le meilleur.

Les problèmes qui se posent à lui sont souvent délicats. Au début de 1688, il y eut un départ massif des habitants de la vallée de Pragilas en Dauphiné. Bouchu, l'Intendant, qui connaît bien la situation des esprits dans cette partie de sa Généralité, estime qu'une partie des « déserteurs » reviendra assez vite (7). Il se trouve ainsi pris dans un dilemme : ou bien de ne pas adjuger les biens délaissés afin de pouvoir les rendre à leurs propriétaires et favoriser leur retour, mais c'est risquer de laisser les biens se dégrader; ou bien les adjuger à des fermiers, mais c'est décourager le retour des fugitifs. Et s'il introduit une clause résolutoire dans chaque bail, comment trouvera-t-il des adjudicataires ? L'Intendant reconnaît pourtant que « cet embarras est heureux et qu'il « faut le (le retour des fugitifs) considérer comme la chose « la plus souhaitable qui peut arriver ». Il décide, en fin de compte, de choisir personnellement ses adjudicataires pour s'assurer qu'ils parviendront à s'accommoder à l'amiable avec les anciens propriétaires, s'ils reviennent.

Cette anecdote est instructive. D'abord, elle montre que les Intendants peuvent, s'ils le veulent, interpréter avec souplesse la législation existante. En dehors de tout délai de grâce comme en comportaient les Edits d'octobre 1685 et de juillet 1686, l'Intendant du Dauphiné avait estimé qu'en cas de retour rapide des émigrés, il fallait leur rendre aussitôt leurs biens. Il suffisait pour cela de retarder les procès de confiscation et de ne pas trop se hâter à passer les baux des biens.

L'anecdote révèle surtout que les mesures prises par

(5) BOISLISLE, I-209.

(6) BOISLISLE, I-209.

(7) BOISLISLE, I-570.

Versailles, aussi imparfaites qu'elles fussent, ont été bien comprises par certains Intendants : ne pas chercher à s'enrichir par les confiscations, mais empêcher à tout prix l'émigration. Il s'agissait de brandir une menace pour n'avoir pas à l'exécuter. Si une telle politique avait été partout suivie, l'émigration eût peut-être été beaucoup plus limitée.

Y eut-il beaucoup d'Intendants comme Bouchu ?

Il y en eut, hélas, comme Basville qui se félicitait sans regret de voir éliminés des sujets « factieux et rebelles » !

Dans les années qui suivirent la Révocation de l'Edit de Nantes, les confiscations se multiplièrent si bien qu'il fallut songer à un mode de gestion mieux organisé.

2° L'EDIT DE JANVIER 1688.

L'Edit de 1688 réunit solennellement aux biens du Domaine les biens des consistoires, des ministres de la religion réformée et ceux des religionnaires fugitifs.

Cet Edit n'a pas pour but de *confondre* les biens confisqués avec ceux du Domaine; le Roi a toujours affirmé dans les préambules de ses Edits et de ses Déclarations que les revenus des biens confisqués ne seraient pas versés à son Trésor et qu'ils seraient utilisés à contribuer à la restauration de l'unité religieuse : secourir les nouveaux convertis, fonder des églises, créer des écoles, etc. L'Edit de 1688 confirme ces buts (8), et son objet est de confier à une administration compétente et hiérarchisée la gestion de biens devenus trop nombreux pour que les Intendants puissent continuer de s'en occuper complètement. Le Roi l'explique dans le préambule de son Edit de décembre 1689 (9).

(8) Extrait de l'Edit de 1688 : les revenus des baux seront payés « pour « être employés suivant et ainsi qu'il sera ordonné, tant à fonder et « entretenir les maîtres et maîtresses d'école pour enseigner gratuitement « tous les enfants des lieux où l'établissement en sera jugé nécessaire, qu'au « rétablissement des églises, fondation des hôpitaux et toutes autres desti- « nations utiles et nécessaires pour l'avantage des nouveaux convertis et « le bien de la religion ».

(9) Extrait du préambule de l'Edit de décembre 1689 : « Nous avons, « par Notre Edit de janvier 1688, réuni les biens délaissés à Notre Domaine, « non pour en augmenter les revenus, mais afin qu'ils fussent régis par Nos « officiers avec le même soin que les Nôtres, et que les revenus puissent « en être employés ainsi que Nous les avons destinés. »

Mais en limitant volontairement son droit d'affecter les revenus des biens confisqués à n'importe quelle dépense, en refusant de les considérer comme des recettes ordinaires de son Domaine, le Roi entend-il cependant conférer un caractère domanial à ces biens ? Réunis aux biens du Domaine sans avoir à proprement parler le caractère de revenus royaux, ces biens ont une situation juridique à part qui sera étudiée plus loin (10).

Les administrateurs du Domaine prennent en charge les biens confisqués après 1688 (11).

Les Receveurs généraux du Domaine sont invités à faire en toute diligence la recherche des biens des fugitifs et des primes sont accordées aux dénonciateurs. Un délai d'un an est imparti à tous ceux qui, créanciers ou donataires, prétendent avoir des droits sur les biens confisqués, pour se présenter devant l'Intendant. On condamne sévèrement les fraudeurs (12). Tous les actes par lesquels des biens confisqués ont pu être affectés individuellement à des fondations particulières, seront envoyés au Conseil pour y être examinés (13). Cette dernière mesure contribuait à centraliser la gestion de tous les biens qui s'étaient trouvés éparpillés depuis 1669.

Quoique la gestion s'effectue désormais sous la direction des Domaines, c'est toujours l'Intendant qui ordonne les confiscations, qui remet les biens une fois la confiscation faite

(10) Cf. Conclusion.

(11) Extrait de l'Edit de 1688 : « Déclarons et ordonnons que les biens « immeubles qui ont appartenu aux consistoires, aux ministres de la religion « prétendue réformée et à ceux de Nos sujets de ladite religion qui sont « sortis et qui sortiront de Notre Royaume au préjudice de Nos Edits et « Déclarations, soient et demeurent réunis à Notre Domaine, pour être « administrés et régis en la forme et manière que Nos autres domaines, et « en être fait des baux aux fermiers des domaines de chaque Généralité, « ou autre particulier, au plus offrant et dernier enchérisseur ».

(12) Extrait de l'Edit de 1688 : « Voulons que tous ceux qui produiront « des titres faux, ou qui seront convaincus d'avoir prêté leur nom aux « ministres et à Nos sujets fugitifs pour mettre à couvert une partie de « leurs biens, soient condamnés au paiement du double de la valeur desdits « biens. »

(13) Extrait de l'Edit de 1688 : « Ordonnons que tous les Brevets et « Lettres Patentes que Nous avons expédiés en conséquence de Nos Décla- « rations, portant don, tant des biens des consistoires, que des ministres et « des religionnaires fugitifs, aux hôpitaux ou à quelque personne que ce « soit, seront incessamment envoyés aux Secrétaires d'Etat qui les ont « expédiés, pour en rendre compte et recevoir Nos ordres. »

entre les mains du Domaine, qui accorde des mainlevées s'il y a lieu. Mais ce sont les Receveurs du Domaine qui perçoivent les prix des baux et les emploient sur les ordres du Conseil. Le Contrôleur Général des Finances est amené à superviser l'ensemble de cette administration. Dans la pratique, ces principes sont diversement appliqués. Dans certains cas, les régisseurs rendirent compte directement à l'Intendant, et ce dernier au Conseil. Ailleurs, la gestion des Domaines s'est bornée à la perception des recettes. La vérité est que l'administration des Domaines ne parvint pas, contrairement à ce que le Roi avait pensé, à organiser la gestion des biens confisqués de façon efficace. On verra plus loin que les frais de recouvrement ont été excessifs par rapport au produit de la gestion. C'est pourquoi, malgré l'Edit, certains biens furent compris dans d'autres baux que ceux des Domaines, comme l'indique un mémoire de 1735 concernant la Régie des Economats (14). C'est pourquoi certains biens ont été restitués aux familles des fugitifs dès avant 1689, faute de preneur. C'est aussi pourquoi le partage des fonctions entre les Intendants et le personnel des Domaines a varié selon les Généralités. On a fait remarquer que dans ce siècle de centralisation que fut le xvii^e siècle, la direction des affaires réformées échappa dans une grande mesure à la direction du pouvoir central (15).

L'Edit de décembre 1689 vint à temps soulager l'administration des Domaines et la plupart des biens confisqués furent remis aux parents des émigrés restés en France. Restèrent au Domaine, et administrés dans les conditions de l'Edit de 1688, les biens des ministres, des relaps, des consistoires et les biens non réclamés par les parents des émigrés. Les baux de ces biens furent renouvelés. A cette première masse s'ajoutèrent peu à peu les biens remis aux

(14) A.N., Série H. 1444. Administration provinciale.

(15) « La Révocation de l'Edit de Nantes est la seule affaire à cette époque « de centralisation dont on peut dire qu'elle n'a pas suivi la direction exclusive « des chefs du gouvernement, qu'elle leur a souvent échappé, et qu'en plus « d'une circonstance, ils ont suivi l'action de leurs propres agents. Ce « n'était pas de Paris ou de Versailles que le courant descendait vers les « provinces, c'était du fond des provinces que le flot remontait vers Paris ». (Comte de LUÇAY : « Des origines du pouvoir ministériel en France », *op. cit.*, *Revue historique de Droit français et étranger*, Tome XII, p. 617.)

héritiers des fugitifs qui, faute de remplir leurs devoirs de catholiques, furent saisis, d'abord sur l'initiative de certains Intendants, à partir de 1697, puis légalement après la Déclaration de décembre 1698.

En 1700, après la reprise de la période de sévérité marquée par les Déclarations de 1698 et 1699, le Roi renonça à toute intervention des Domaines et la gestion des biens confisqués fut confiée à une administration indépendante dirigée par un Régisseur général.

Après avoir étudié qui était le responsable de l'administration des biens confisqués, nous analyserons plus en détail, dans une seconde section, la façon dont on découvrait les biens délaissés, comment les baux étaient passés et les revenus utilisés.

SECTION DEUXIÈME

Recherche, gestion et emploi des biens confisqués.

1° LA RECHERCHE ET LA PROCÉDURE DE CONFISCATION DES BIENS.

Aussitôt un fugitif signalé dans une paroisse, les officiers municipaux avertissent le juge du lieu qui prend un arrêté et met en route la procédure de confiscation. Il n'était pas si facile de découvrir les fugitifs dans les régions les plus protestantes, en raison des complicités qui s'y rencontraient, et il fallait, pour y réussir, l'acharnement des fermiers qui s'intitulaient eux-mêmes, s'il faut en croire Rulhière, « commis à la séquestration des biens des religionnaires fugitifs et de ceux qui ne font pas leurs devoirs de la religion catholique ». On recourait souvent à des dénonciateurs que l'on récompensait largement de leurs découvertes. La Déclaration du 20 août 1685 (16) porte que « la moitié des biens de ceux » de la religion prétendue réformée qui sortiront du Royaume

(16) L.P., p. 232.

« sera donnée à ceux qui les auront dénoncés ». L'Ordonnance du 26 avril 1686 autorise le partage des « hardes » des fugitifs capturés à la frontière entre ceux qui les auront capturés ou aidé à les capturer (17). On en trouve un précédent dans une Déclaration de 1559 qui accordait la même part des biens confisqués à ceux qui dénonceraient l'exercice illégal du culte réformé (18).

Cette part considérable accordée aux dénonciateurs, tantôt de la moitié, tantôt du tiers, fut la règle pendant tout le XVIII^e siècle.

Après avoir constaté la fuite d'un religionnaire, le procès de confiscation par contumace est commencé et la saisie des biens ne peut être ordonnée par l'Intendant qu'une fois la sentence de confiscation rendue par le juge. Tous les Edits et Déclarations depuis 1669 affirment le caractère obligatoire du procès, conformément d'ailleurs aux règles de l'Ancien Droit sur les confiscations, et la Déclaration du 13 septembre 1699 ne fait que le rappeler solennellement (19). Le juge compétent est, en principe, celui du domicile du fugitif. Mais il y a incertitude dans le cas où le fugitif a été arrêté. Dans la Généralité d'Amiens, le juge des traites a été amené à connaître des procès de confiscation, mais l'Intendant conteste sa compétence (20). Quelquefois, l'Intendant lui-même s'est estimé compétent et le Contrôleur général est obligé de

(17) CHAUVELIN, Intendant d'Amiens, écrit le 24 octobre 1685 au Contrôleur général : « MM. des Fermes ont mandé à leurs commis de faire arrêter « ceux de la R.P.R. qui passeraient en pays étranger, de se saisir de leurs « meubles et hardes, d'en dresser des procès-verbaux pour en poursuivre « la confiscation devant les juges des traites. Ainsi on prend non seulement « les ballots avec les meubles mais les hardes... N'est-ce pas aller trop loin... « car les malheureux n'ont plus rien pour acheter du pain ? » (BOISLISLE, I-209).

L'Ordonnance de 1686 mettait fin aux hésitations des Intendants.

(18) D. du 23 novembre 1559.

(19) « Voulons et Nous plaît que Nos Edits et Déclarations du mois « d'août 1669, 18 mai et 14 juillet 1682, octobre 1685, 7 mai 1686 et « 11 février dernier, soient exécutés selon leur forme et teneur ; en consé- « quence que le procès soit fait et parfait par Nos baillis et sénéchaux ou « leurs lieutenants criminels, aux nobles, et par Nos juges ordinaires à « Nos autres sujets non privilégiés, encore engagés dans la religion prétendue « réformée, ou réunis à l'Eglise (nouveaux convertis), qui sortiront à « l'avenir de Notre Royaume sans Notre permission signée par un de Nos « Secrétaires d'Etat et de Nos commandements, ainsi qu'à ceux qui seront « arrêtés sur les frontières en état de sortir du Royaume ».

(20) BOISLISLE, I-209.

rappeler en 1688 « que les Intendants ne doivent pas se « considérer comme juges des affaires des biens des reli- « gionnaires et qu'ils doivent seulement rendre compte des « questions contentieuses » (21).

S'il s'agit d'un noble, seuls les baillis et les sénéchaux, ou leurs lieutenants criminels, sont compétents.

L'obligation du procès est une garantie essentielle contre l'arbitraire des dénonciateurs et de l'administration, d'autant plus que les juridictions ont été souvent moins sévères à l'égard des réformés que les Intendants.

En faisant traîner en longueur les procès, elles retardaient d'autant la confiscation. Dans la pratique, les Intendants procédèrent de plus en plus à la saisie des biens dès la constatation du délit pour obliger les juges à les confirmer par des sentences de confiscation, ce qui n'empêchait pas les héritiers d'obtenir des provisions sur ces biens, et même éventuellement la mainlevée, en apportant la preuve de conversions sincères.

Sur le plan de l'administration des biens, la saisie fut une mesure salubre, car elle évitait que les biens ne fussent entièrement laissés à l'abandon pendant toute la durée du procès. Selon le mémoire de Mgr de La Vergne de Tressan, déjà cité, c'est Louis XIV lui-même qui décida, « afin d'obliger « les juges, que MM. les Intendants permettraient sur la « notoriété publique de l'évasion, la saisie des biens des « fugitifs pour en empêcher le dépérissement, en attendant « que le procès fut fait et parfait ». La pratique de ces saisies-séquestres exaspère Rulhière qui s'empporte jusqu'à dire que jamais aucun procès de confiscation ne fut instruit (22) ; c'est inexact, mais, en 1723, Mgr de Tressan se plaint effectivement que pour de nombreux biens saisis, les procès de confiscation restent encore à faire.

Les procès faits aux fugitifs entraînaient de nombreux

(21) BOISLISLE, I-584.

(22) RULHIÈRE, *op. cit.*, p. 363. « D'ailleurs, toutes les formes légales « établies dans la monarchie avaient été violées par ces confiscations. Aucun « arrêt des tribunaux n'en avait prononcé la validité. On n'avait point instruit « de procès contre cette multitude de fugitifs et, pour s'emparer de leurs « biens, une simple dénonciation avait suffi ».

frais : frais de recherche, de poursuite, frais de procédure, éventuellement frais de capture.

Les dénonciateurs se trouvaient remboursés des frais qu'ils engageaient par les avantages qui leur étaient consentis sur les biens eux-mêmes, mais il leur incombait de faire à leurs frais la preuve de la fuite du religionnaire. Les autres frais, principalement les frais de procédure, étaient répétés sur les biens du condamné. L'arrêt du 17 février 1688 (23) porte que « les sommes qui auront été payées par les fermiers du « Domaine, pour capture, conduite et nourriture des gens « de la religion prétendue réformée qui ont été arrêtés et « détenus prisonniers par les ordres de Sa Majesté, seront « répétés par lesdits fermiers sur les biens de ceux à l'occasion « desquels ils auront été faits ». En outre, dans le cas des frais de capture, ceux qui la réalisaient se partageaient entre eux les dépouilles du fugitif.

En résumé, une grande partie des biens confisqués furent gaspillés en frais de procédure, en dépenses d'administration, en récompenses accordées aux dénonciateurs.

2° LA GESTION DES BIENS.

On a vu plus haut que, jusqu'en 1688, les Intendants confient ou afferment les biens à des régisseurs ou à des fermiers, mais en contrôlent la gestion en s'en faisant rendre les comptes. L'Intendant peut d'ailleurs déléguer ses pouvoirs. Une Ordonnance de l'Intendant du Dauphiné du 12 février 1686 (24) expose la façon dont étaient affermés les biens confisqués et les devoirs du fermier. Les châtelains dans l'étendue de leur châtelainie, et les juges dans l'étendue de leur circonscription, doivent établir un état sommaire des noms des fugitifs et de la nature de leurs biens. Les meubles et effets mobiliers sont soumis à la garde de personnes solvables, et les maisons qui sont affermées doivent être entretenues par les fermiers. Les juges et les châtelains procéderont à l'adjudication des immeubles qui ne sont pas affermés ou

(23) L.P., p. 307.

(24) L.P., p. 276.

de ceux dont les baux arrivent à expiration, après en avoir fait la publication pendant 2 huitaines. Les fermiers conserveront le prix de leurs baux pour en rendre compte en temps utile. Le paiement de la taille pour les fonds roturiers, du cens et des droits seigneuriaux pour les autres fonds, est à leur charge.

Dans le cas des biens qui se trouvaient déjà affermés par les fugitifs, que devenaient les fermiers ? Mlle Bost cite un cas dans le Montalbanais où le bail conventionnel fut transformé en bail judiciaire (25), sans que rien ne soit changé pour le fermier. Dans d'autres cas, on attendit l'échéance du terme pour annuler le bail et rembourser le fermier de ses frais, ou même, on méconnut le droit du fermier s'il pouvait exercer son recours en garantie contre le bailleur en vertu de la clause finale des baux à ferme.

A partir de 1685, les Intendants furent, pour la plupart, débordés par le nombre des confiscations. Le contrôle leur en échappa en grande partie. Signe caractéristique de toute administration trop lourde ou mal organisée, les frais d'administration et de recouvrement atteignirent, et quelquefois dépassèrent, le chiffre de la recette. Georges Hérelle, qui s'est consacré à l'étude très approfondie du protestantisme dans certaines villes de Champagne (26), constate qu'à Vassy, en 1687, pour 2.016 livres de revenus exigibles, il y a 1.882 livres de frais de recouvrement, 1.294 livres pour le salaire du Procureur et 600 livres pour les dettes à régler, soit au total 3.776 livres ! Pour le Montalbanais, les recettes des années 1686 et 1682 se montèrent respectivement à 23.900 livres et 37.450 livres, tandis que les dépenses atteignaient 22.000 et 34.750 livres (27).

C'est à ce dangereux moment que tous les biens confisqués furent réunis aux Domaines. Par l'arrêt du Conseil du 31 mars 1688 (28), signé de Colbert, rendu en application de l'Edit de janvier 1688, le Roi ordonna aux Intendants de

(25) Thèse précitée, pp. 47-48.

(26) G. HÉRELLE, *Documents inédits sur le protestantisme à Vitry-le-François, Epense, Heitz-le-Maurupt, Nettancourt et Vassy*, Tome III, Paris, 1906.

(27) Thèse précitée, pp. 50-51.

(28) L.P., p. 309.

dresser un état des biens confisqués et de lui donner leurs avis sur « l'usage le plus avantageux qu'ils estimeront que l'on peut faire pour le bien et l'accroissement de la véritable religion, après en avoir conféré avec les archevêques et évêques ». L'arrêt donne un délai d'un an à ceux qui se prétendent des droits sur ces biens pour se présenter devant l'Intendant et un délai d'un mois pour procéder à la publication et à l'adjudication des baux des immeubles, à la diligence des Receveurs du Domaine. Les baux, une fois passés aux fermiers des Domaines ou à d'autres particuliers, seront envoyés au Conseil. Enfin, ceux qui ont été précédemment commis à la gestion des biens en rendront les comptes devant l'Intendant qui en enverra un double au Conseil.

Ainsi, le 26 mai 1688, le bail de tous les biens confisqués du Languedoc est passé pour 64.500 livres à Audiffret et ses commis établissent une liste complète des émigrés et de leurs biens.

Quant aux nombreuses personnes qui prétendent avoir des droits sur les biens confisqués, ce sont les fugitifs, ou leurs familles, qui rusent pour sauvegarder leurs héritages (29) ou pour envoyer des biens ou de l'argent à l'étranger (30), ce sont leurs créanciers, vrais ou faux (31) qui tentent de profiter de la confusion générale. Tous utilisent les mille procédés dilatoires existants, font opposition, demandent à l'Intendant de saisir les biens entre les mains des commis, exigent des main-

(29) Avant de quitter le Royaume, les religionnaires remettent souvent leurs biens à leurs parents et amis, par donation ou par legs. Mlle Bost cite plusieurs cas pour le Montalbanais (Thèse précitée, pp. 42-43), dans lesquels l'Intendant a su presque toujours déjouer les fraudes.

(30) Les Intendants de Rouen, par exemple, ont régulièrement signalé les expéditions qui s'effectuaient vers l'étranger à partir des ports normands. Dans une lettre de 1699, un officier de l'Amirauté de Caudebec en explique le mécanisme au Contrôleur Général : « Les religionnaires se servent de toutes sortes d'expédients pour quitter le Royaume et emporter leurs effets à l'étranger. Tantôt, des provinces les plus éloignées, ils les envoient plomber à la Douane à Paris pour n'être plus sujets à la visite et prennent des passeports au nom de catholiques ou de marchands étrangers, tantôt ils n'ont que des congés mal attestés sur lesquels ils obtiennent cependant la permission d'embarquement » (BOISLISLE, I-1895).

(31) LE BRET, Intendant du Dauphiné, écrit en mars 1685 : « Les familles des religionnaires condamnés... se sont rendues insolvables en apparence en faisant revivre des dettes éteintes et payées ou en fabriquant des contrats et des obligations ». (BOISLISLE, I-367).

levées et obtiennent quelquefois la complicité des cours de justice. Il arrive aussi que leurs prétentions soient légitimes : mais elles n'en diminuent pas moins la valeur des biens confisqués.

Les fermiers se plaignent, dans ces conditions, d'avoir été trompés sur la valeur de leur bail et demandent que le prix en soit réduit. Le bail Audiffret, par exemple, est ramené pour l'année 1689 à 41.700 livres pour tenir compte des dépenses engagées par le fermier et des dons et brevets accordés par le Roi sur ces biens en 1688.

En outre, il faut réparer les bâtiments eux-mêmes longtemps négligés, et la plupart des adjudicataires en profitent pour offrir des fermages dérisoires.

Il y a enfin les « malversations constantes et (le fait que) « les administrateurs en profitèrent, indépendamment des « sommes considérables qu'ils s'appliquaient en appointe- « ments et en gratifications » (32). Il est même arrivé que certains commis refusent de verser les fonds qu'ils détenaient : Raffy et Menouvrier, commis à la recette des revenus des biens des religieux, l'un dans la Généralité de Metz, l'autre dans celle de Poitiers, refusent d'en effectuer les versements sous le prétexte que des saisies avaient été faites entre leurs mains. Par arrêt de son Conseil, le Roi ordonne le versement immédiat des fonds qu'ils détiennent (33).

Dans le Montalbanais, comme partout ailleurs, les résultats de la gestion domaniale furent inférieurs à ceux des années précédentes. Pour les années 1688 et 1689 les recettes brutes s'élevèrent à 24.380 livres et 25.590 livres, les dépenses pour ces deux années se montant à 47.700 livres (34).

L'Edit de décembre 1689 apparaît d'abord comme une liquidation générale de cette situation. La procédure à suivre par les parents des fugitifs pour entrer en possession des biens fut très simplifiée. Une supplique est présentée par les héritiers au lieutenant général du baillage dans le ressort duquel

(32) Larcher, Intendant de Champagne. Lettre du 2 février 1693. (BOISLISLE I-1161).

(33) Arrêt du 9 septembre 1690 (L.P., p. 338). Cf. *idem*, Arrêt du 7 décembre 1688 (L.P., p. 317).

(34) Thèse précitée, pp. 55-56.

les biens sont situés. Celui-ci prend une ordonnance de soit-communié au Procureur du Roi qui établit ses conclusions. La preuve de l'absence est faite au moyen d'une lettre du fugitif, ou d'un certificat du curé. Quelquefois, elle n'est même ni demandée, ni fournie, et le lieutenant général rend une sentence d'envoi en possession, complétée d'une description sommaire des biens dont la jouissance est accordée aux demandeurs, afin que le Procureur du Roi puisse veiller à leur conservation pendant le délai de 5 années porté par l'Edit.

Tous les dons accordés antérieurement par le Roi sur les biens, sont révoqués, dans la mesure où le donataire n'était pas l'unique héritier légitime du fugitif.

Tous les anciens baux sont annulés (35), et l'arrêt du 18 juillet 1690, rendu en application de l'Edit de 1689, ordonne à tous les fermiers, receveurs et autres qui ont joui des biens des religionnaires fugitifs jusqu'au 1^{er} janvier 1690 et à ceux qui en ont fait la Régie, d'en rendre les comptes devant les Intendants (36). Les sommes dont ils sont redevables devront toutes être remises entre les mains de Monnerot, conseiller au Châtelet de Paris, qui les emploiera selon les ordres du Roi.

Pour les biens qui restèrent administrés dans les conditions prévues par l'Edit de janvier 1688, biens des mineurs et des personnes sorties avec la permission du Roi et surtout biens des religionnaires fugitifs qui n'ont pas été réclamés par leurs héritiers, l'arrêt du Conseil du 24 octobre 1690 (37) règle leur situation : les fermiers en rendront aussi les comptes et en continueront l'exploitation jusqu'à la fin de leur bail.

La masse des biens à gérer décrut brusquement, mais on possède peu de renseignements chiffrés sur leur administration jusqu'à la fin du xviii^e siècle.

Parallèlement, une « Caisse des conversions » avait été fondée en 1676 pour subventionner les nouveaux convertis et inciter les abjurations en offrant des « primes de conversion » ! La Caisse était alimentée par le Tiers des Economats, c'est-à-dire des bénéfices vacants à la nomination du Roi. Son

(35) Comme tous les autres, le bail Audiffret expira le 31 décembre 1689.

(36) L.P., p. 336.

(37) L.P., p. 340.

gestionnaire, Paul Pellisson, protestant converti, fut amené progressivement, puisque les revenus de la Caisse étaient utilisés de la même façon que les revenus des biens confisqués, à conseiller l'Administration sur la gestion elle-même des biens confisqués, puis à en devenir le véritable responsable à l'échelon de l'Etat sous le titre de « Directeur des biens des religionnaires fugitifs ». Il n'empiète pas, en principe, sur les prérogatives des administrateurs du Domaine. Son rôle est de veiller à ce que les mesures prises sur les biens soient conformes à la politique du pouvoir central, et de présider à l'affectation équitable des revenus. A la mort de Pellisson, en 1693, Henri d'Aguesseau, le père du Chancelier, lui succéda. Boileau disait de lui : « C'est une vertu qui désespère l'humanité ! » Les conseils éclairés de ces hommes éminents permirent de s'organiser peu à peu. La « Direction des biens des religionnaires fugitifs » est désormais liée à celle des Economats (38) et lorsque, à la fin du siècle, les saisies et les confiscations reprendront, on décidera d'ôter la gestion des biens au Domaine, et de la confier, par l'arrêt du 20 juillet 1700, à un Régisseur général pour tout le Royaume.

3° L'EMPLOI DU REVENU DES BIENS.

Les principales utilisations des revenus ont été : la création de nouvelles écoles catholiques, des subventions au clergé catholique, l'octroi de pensions aux nouveaux convertis (39) dont M. de Miromesnil déclare à mots couverts dans un avis du 1^{er} mars 1688, qu'elles « servaient d'appât pour attirer à l'Eglise catholique les plus indigents et les moins scrupuleux d'entre les religionnaires », les primes aux dénonciateurs, l'entretien des femmes et des filles de religionnaires détenues

(38) Voir sur cette question la thèse de Mlle DELATTRE sur « *L'Aide financière aux protestants convertis et le Tiers des Economats* ». (Thèse Ecole des Chartes, 1936). On ne peut malheureusement en consulter que le bref résumé contenu dans la Position des thèses de l'Ecole des Chartes, l'auteur lui-même ayant perdu le seul exemplaire qui ait été édité.

(39) L'arrêt du 8 février 1689 précise que « l'état des pensions aux nouveaux convertis sera dressé de quartier en quartier, d'après les témoignages qui seront rendus de leur conduite par les Intendants, lesquelles pensions seront payées par les Receveurs généraux du Domaine ». (Is., XX-70).

dans les couvents et les hôpitaux, les allocations et les gratifications aux officiers de justice zélés ou aux administrateurs ayant travaillé activement au recouvrement des biens.

Les biens affectés directement à certaines fondations, aux hôpitaux par exemple, furent ensuite affermés ou régis, et ce sont les produits de leur gestion qui furent versés à ces fondations une fois les comptes rendus au Conseil ainsi que l'ordonnait l'arrêt du 31 mars 1688 (40).

L'emploi des revenus est décidé par arrêt du Conseil. Ainsi l'arrêt du 10 novembre 1688 (41) ordonne aux commis à la régie des biens confisqués dans les provinces de Languedoc et de Provence, et dans les Généralités de Metz, Chalons et Lyon, de remettre une somme de 124.790 livres 10 sols à Clément « que Sa Majesté a pour ce commis, pour être ladite « somme employée au paiement du quartier d'avril des pensions accordées aux nouveaux convertis suivant l'état qui « en a été arrêté et montant à pareille somme ». De même l'arrêt du 8 janvier 1689 (42) prévoit la remise d'une somme de 121.855 livres par les commis des Généralités de Rouen, Caen, Limoges, Montauban, Bordeaux, Tours, Poitiers, Amiens et Dijon, et des provinces du Dauphiné et des Flandres, afin d'effectuer le paiement du quartier de juillet des pensions accordées aux nouveaux convertis.

Après l'exécution de l'Edit de décembre 1689, les sommes provenant des biens confisqués diminuent. Par son arrêt du 18 juillet 1690 (43), le Roi commet Monnerot, conseiller au Châtelet, pour percevoir les fonds de tous les régisseurs des biens pour qu'il les emploie selon ses ordres. Le Roi dispense Monnerot de compter de ses dépenses autrement que par bref état au Conseil.

Mais les Monnerot, les Clément ne sont que des comptables. On devine derrière eux la présence des conseillers chargés de la Direction des biens des religionnaires, Paul Pellisson, d'Aguesseau. Au cours des années qui vont suivre, le titulaire de cette Direction prendra de plus en plus d'importance.

(40) L.P., p. 309.

(41) L.P., p. 315.

(42) L.P., p. 331.

(43) L.P., p. 336.

CHAPITRE II

LA REGIE GENERALE DES BIENS DES RELIGIONNAIRES FUGITIFS (1700-1733)

Jusqu'en 1700, la Régie des biens des religieux fugitifs avait été confiée aux administrateurs des Domaines sous le contrôle des Intendants. Cette Administration aurait aisément réglé les questions de recouvrement, d'entretien et de passation des baux, mais elle était mal adaptée aux problèmes particuliers que posait la Régie : rechercher les biens à confisquer ou à saisir, défendre les intérêts de la Régie devant les tribunaux, s'opposer aux mainlevées, dépister les fraudes, etc. Toutefois, depuis 1689, la plupart des biens avaient été rendus aux parents des fugitifs, et l'administration de ceux qui demeuraient confisqués s'effectuait dans chaque Généralité au moyen d'une ou de plusieurs Régies particulières sous l'autorité des Domaines, avec peu de directives d'ensemble au niveau de l'Etat.

Or, au début du XVIII^e siècle, au lendemain des Déclarations de décembre 1698 et de septembre 1699, les confiscations et les saisies furent à nouveau très nombreuses. Pour préserver les biens dont la masse croissait rapidement et pour éviter le désordre qui s'était produit dans une situation comparable après janvier 1688, il parut meilleur d'en confier

la gestion à une administration centralisée et indépendante qui pouvait être, soit une Régie générale dirigée par un Régisseur général à Paris, soit une Ferme dont l'adjudicataire, en contrepartie du paiement d'un prix convenu à l'avance, prendrait à sa charge tous les risques de l'entreprise.

Sur le plan théorique, la supériorité de la Ferme sur la Régie ou de la Régie sur la Ferme fut passionnément discutée au XVIII^e siècle et, d'ailleurs, constamment remise en question. Le sage Montesquieu, après s'être élevé avec véhémence contre le principe de l'affermage (1), reconnaît que la Ferme est peut-être préférable lorsqu'il s'agit d'un droit nouvellement établi, car l'intérêt personnel des fermiers étant en jeu, ceux-ci sont plus aptes à diminuer les frais de perception et à prévenir les fraudes.

Dans le cas des biens des religieux fugitifs, les deux systèmes avaient, en outre, leurs inconvénients particuliers. Le principal obstacle à la Ferme était l'incertitude qui demeurerait sur la masse totale des biens pendant toute la durée du bail : par le jeu de nouvelles confiscations ou de mainlevées accordées par le Roi ou ses Intendants, cette masse pouvait croître ou diminuer indépendamment de la volonté du Fermier. Mais là où les administrateurs des Domaines avaient échoué, un régisseur réussirait-il ?

Jusqu'en 1733, l'administration des biens fut confiée tantôt à un Régisseur, tantôt à un Fermier. En réalité, les différences entre les deux modes de gestion n'étaient pas considérables : le Régisseur était rémunéré au moyen d'un tant pour cent sur la recette qui l'intéressait aux bénéfices de sa régie, et des clauses particulières ont été ajoutées au contrat de la Ferme, afin de limiter les risques des parties. Malgré les rapports catégoriques des administrateurs, c'est donc moins aux institutions qu'à eux-mêmes qu'il va falloir imputer les échecs de leurs gestions.

En 1733, le régime de la Ferme fut définitivement adopté, et les baux furent régulièrement renouvelés de 9 ans en 9 ans.

(1) *L'Esprit des lois*, Chap. 13.

Fermier ou régisseur, l'administrateur des biens des religieux voit sa gestion contrôlée, et quelquefois dirigée, par le ministre ou le secrétaire d'Etat à qui incombe « la Conduite et Direction des biens des religieux fugitifs ». Les interventions du ministre se sont, en effet, le plus souvent produites à la suite des mauvais résultats de la gestion des administrateurs qui se sont presque tous obstinés à satisfaire leur intérêt personnel avant celui de l'Etat.

La Direction des biens des religieux fugitifs fut constamment réunie à celle des Economats. D'Aguesseau, qui remplaça Pellisson en 1693, la conserva jusqu'à sa mort, en 1716. Ce « modèle de vertu, de piété et d'intégrité », très tolérant sur le plan religieux, dont Saint-Simon fit un si grand éloge (2), fut cependant d'une grande sévérité politique. Il avait été Intendant du Limousin, puis du Languedoc, l'une des Généralités où l'on confisqua le plus de biens.

Toutefois, il faudra attendre Mgr de La Vergne de Tressan, qui dirigea les biens des religieux fugitifs de 1721 à 1733, et surtout le comte de Saint-Florentin, de 1733 à 1775, pour assister à des interventions fréquentes et déterminantes dans l'administration même des biens confisqués.

La gestion des biens des religieux fut d'abord confiée à un Régisseur général. Quinze ans de médiocre gestion et les changements politiques qui suivirent la fin du règne de Louis XIV entraînèrent la décision de les affermer. Après 6 années encore plus mauvaises, les biens furent remis en Régie jusqu'en 1733.

SECTION PREMIÈRE

La Régie Boucher (1700-1716)

Par l'arrêt du Conseil du 20 juillet 1700, Boucher est commis à la « Régie des biens des religieux fugitifs et des biens des Consistoires dont Sa Majesté n'a pas disposé », pour laquelle d'Aguesseau lui accorde 2 sols pour livre, soit 10 % de la recette générale.

(2) SAINT-SIMON, *Mémoires*, Tome XIV, p. 226, éd. de 1829.

Boucher, conseiller-secrétaire du Roi, avait été chargé, en 1693, des poursuites à exercer en vue du paiement du tiers des revenus des Economats. Il faisait donc partie depuis longtemps de l'équipe formée par Pellisson qui intervint peu à peu dans la gestion des biens confisqués.

L'arrêt justifie ainsi le rôle du régisseur : « Sa Majesté a
« cru qu'il n'y a pas de meilleur moyen que de charger une
« seule personne du soin de faire compter ceux qui ont joui
« des biens par le passé, de régir ceux qu'on ne trouvera pas
« à affermer, d'en recevoir le prix, même les sommes mobilières faisant partie des confiscations, et les amender... » (3).

Pour permettre à Boucher de commencer l'administration de la Régie, on ordonne aux fermiers de rendre compte de leur gestion dans la quinzaine devant les Intendants et de remettre les sommes dont ils restent redevables entre les mains de Boucher. Cela n'alla pas toujours sans difficulté : le commis de la Généralité de Bordeaux, Bécot, refusa de remettre la somme de 11.695 livres à Boucher, sous le prétexte qu'un arrêt antérieur lui ordonnait de remettre cette somme à une autre personne. Il fallut un arrêt du Conseil pour l'y obliger (4). Boucher devra passer au plus tôt les nouveaux baux devant les Intendants, baux de 6 et 9 ans pour les biens confisqués, de 3 ans pour les biens saisis et séquestrés. Les fonds qui en proviendront seront employés selon les ordres du Roi. Il en sera rendu compte par bref état au Conseil.

Le fait de confier à une seule personne la gestion de tous ces biens ôtait *ipso facto* aux receveurs du Domaine tous les droits de gestion qui leur avaient été conférés par la Déclaration de janvier 1688. Des ingérences durent encore se produire, car l'arrêt du Conseil du 17 avril 1703 (5) vint rappeler expressément que toutes les amendes et confiscations qui étaient adjugées au Roi pour fait de religion devaient être payées à Boucher, et qu'il était défendu aux receveurs et fermiers du Domaine de s'immiscer dans les recettes de la Régie à peine de 3.000 livres d'amende. Cependant, une cer-

(3) Arrêt du 20 juillet 1700. L.P., p. 400.

(4) Arrêt du 5 février 1701, L.P., p. 405.

(5) L.P., p. 412.

taine imprécision demeurait en ce qui concernait le caractère domanial des biens confisqués. Un arrêt du Conseil bien postérieur, du 2 mai 1751 (6), souligne encore : « ... quoique cette Ferme (celle de Bléville de 1743 à 1752) et Régie soit dans le nombre des fermes du Roi, et même réputée faire *partie de son Domaine* suivant l'Edit de janvier 1688... ». Et plusieurs mémoires de Contrôleurs généraux des Finances remettront en question cette différence de gestion et de recouvrement des fonds. Ce problème sera étudié plus loin (7).

Trois questions sont à étudier :

a) De quoi se composaient les biens dont la Régie avait la charge ?

b) A quelles difficultés le Régisseur s'est-il heurté ?

c) Quels furent les résultats de ses 15 années de gestion ?

a) *Biens dont la Régie avait la charge.*

1. — Les biens qui étaient administrés par le Domaine avant 1698.

Ce sont :

— les biens non réclamés par les héritiers des fugitifs à la suite de l'Edit du 9 décembre 1689;

— les biens des religionnaires qui ont eu la permission d'aller à l'étranger et qui n'y ont pas d'enfants.

Ces biens leur seront rendus à leur retour. Un arrêt du Conseil du 2 août 1704 (8) confirme que l'administration de ces biens doit être assurée par Boucher;

— les biens des relaps condamnés.

Mais surtout :

— les biens des nouveaux convertis qui n'ont pas tenu leur promesse de pratiquer la religion catholique;

— les biens saisis par certains Intendants à partir de

(6) L.P., p. 597.

(7) Cf. Conclusion.

(8) L.P., p. 423.

1697, parce que leurs détenteurs, héritiers des fugitifs, ne remplissaient pas leurs devoirs de catholique.

2. — Tous les biens qui seront saisis ou confisqués à la suite des Déclarations du 29 décembre 1698 et du 13 septembre 1699. Ces biens constitueront la masse la plus importante :

- saisie des biens détenus par les héritiers des fugitifs en vertu de la Déclaration de 1689, mais qui ne remplissent pas leurs devoirs de catholique;
- confiscation des biens de tous ceux qui ont émigré ou émigreront après septembre 1699.

3. — Les biens des Consistoires dont le Roi n'a pas disposé.

b) *Difficultés rencontrées par le Régisseur.*

Boucher, qui gérait personnellement les biens situés dans la Généralité de Paris, administrait sa Régie dans chaque Généralité par l'intermédiaire de commis qui, à leur tour, donnaient des pouvoirs à un certain nombre de préposés pour la recherche des biens, le contrôle des fermiers, les réparations à effectuer et la perception des baux. Les baux eux-mêmes n'étaient passés devant l'Intendant que par Boucher et ses commis.

Boucher se heurta à des difficultés auprès de ses commis et auprès des anciens détenteurs des biens à régir.

En ce qui concerne les *commis*, les Intendants se plaignent de leur inexpérience (9) ou de leurs prévarications. L'Intendant de Champagne, M. de Harouys, reproche, en 1709, au commis de la Régie, d'être joueur et débauché (10). L'Intendant d'Alençon, M. de Bouville, dénonce dans plusieurs lettres, de 1717 et 1713, les malversations du commis de la Régie

(9) LE GENDRE, Intendant à Montauban, écrit au Contrôleur général en 1701 : « Le recouvrement du revenu des biens ne pourra se faire que « lentement en raison de l'inexpérience du commis qui en est chargé ; le « produit en est d'ailleurs presque toujours consommé en frais ». (BOISLISLE, II-233).

(10) BOISLISLE, III-284.

dans sa Généralité (11). Quelquefois, les difficultés viennent de tiers non mandatés par Boucher, et il faut recourir au Conseil. C'est le cas de deux individus qui se sont ingérés dans la perception des baux de Condom et d'Agen sans avoir reçu aucun pouvoir de Boucher ou de son commis à Bordeaux, Parisot. Par arrêt du Conseil, le Roi ordonne qu'ils soient incarcérés dans les prisons royales et qu'ils rapportent à Parisot toutes les sommes qu'ils pourraient avoir reçues (12).

Mais c'est surtout auprès des *anciens détenteurs des biens* que Boucher et ses commis rencontrèrent des difficultés. Religionnaires, héritiers, parents, amis, créanciers vrais ou faux, nouveaux convertis multipliaient les démarches, les fraudes, les procédés dilatoires. Ils essayaient d'obtenir des mainlevées et d'empêcher les saisies en poursuivant Boucher et ses commis devant les juridictions les plus diverses. Ils alléguaient des dettes existantes, des dons, des legs, ou cachaient une partie des biens contestés avec l'aide de tiers complaisants.

Pour éviter ces abus, un arrêt du Conseil du 8 décembre 1703 (13) dont le préambule évoque les dangers qu'entraînent pour les biens en Régie les assignations désordonnées, vînt imposer une procédure obligatoire à peine de nullité : avant de commencer une poursuite, ou pour poursuivre les instances en cours, les prétendant-droits devront d'abord présenter leurs titres aux Intendants qui, soit les déclareront nuls, soit renverront les parties devant les juges compétents. Ceux-ci statueront, sauf à renvoyer l'affaire au Conseil, si les prétentions paraissent frauduleuses. En tout état de cause, l'exécution du jugement ne pourra être ordonnée que par l'Intendant.

(11) BOISLISLE, III-1384.

(12) Arrêt du 5 novembre 1709 (L.P., p. 453).

(13) « ...Sa Majesté a été informée que les parents et amis des fugitifs
« et autres condamnés tâchent d'éluder cette Régie et d'épuiser les fonds qui
« y doivent entrer, tant par des lettres et autres prétentions frauduleuses,
« feintes et simulées qu'ils font paraître, que par les actions qu'ils intentent
« en diverses juridictions où ils attirent le sieur Boucher ou ses commis
« auxquels il est impossible de fournir à ces différentes poursuites..., en
« sorte que, s'il n'y était apporté quelque ordre, cette Régie deviendrait
« complètement inutile et infructueuse... » Arrêt du 8 décembre 1703, L.P.,
p. 417.

En subordonnant aux Intendants, généralement peu suspects d'indulgence à l'égard des religieux, la procédure de poursuite, on consolidait la situation du régisseur.

Cette procédure stricte fut appliquée un certain temps. Un arrêt du Conseil casse, en 1709 (14), deux arrêts du Parlement de Bordeaux qui n'ont pas respecté cette procédure, et renvoie les parties devant l'Intendant de la Généralité. Mais on verra plus loin que le désordre se réintroduisit par la suite.

La réglementation des poursuites était-elle suffisante pour éviter la « fuite » des biens hors de la Régie ?

L'habileté et l'obstination des anciens détenteurs furent telles que bien des héritages n'entrèrent pas en Régie ou arrivèrent à en sortir.

Cette situation alarmante a été parfaitement analysée par Mgr de Tressan, qui dirigea les biens des religieux à partir de 1721, dans un long rapport de 1723 qui nous est parvenu (15). Il fait remonter à la gestion de Boucher l'origine de l'état de la Régie à cette date. Il affirme, en effet, « que la plus grande partie (des biens qui auraient dû entrer « en Régie selon les Edits et Déclarations) n'a jamais été « mise en Régie, soit par l'artifice des réfractaires, soit par « la négligence des préposés, et celle qui y est entrée en « sort tous les jours par des mainlevées fondées sur des « principes et des maximes contraires à la disposition des « Edits et Déclarations et aux intentions de Sa Majesté... » (p. 16).

Ce rapport d'une centaine de pages est malheureusement trop long pour qu'on puisse l'analyser entièrement : on en citera seulement quelques exemples. Un commentaire excellent en a d'ailleurs été fait dans la thèse de Mlle Bost (16).

Mgr de Tressan analyse successivement le cas de tous les biens qui sont sujets à la Régie : ceux qui devraient être saisis, ceux qui devraient être confisqués, enfin les diverses amendes versées à la Régie.

(14) Arrêt du 2 septembre 1709, L.P., p. 449.

(15) Mgr de TRESSAN, évêque de Nantes et archevêque de Rouen, Mémoire du 17 mai 1723, A.N., Série T.T. 436.

(16) Thèse précitée, pp. 139 et ss.

Dans la première catégorie entrent les biens déjà confisqués dont la possession a été donnée aux plus proches parents sous deux conditions (Décl. de 1689 et Décl. de 1698) :

- vivre dans la religion catholique;
- ne pas envoyer une partie de ces biens à l'étranger.

Qu'arrive-t-il, demande Mgr de Tressan, lorsque les parents des fugitifs qui détiennent leurs biens à ces conditions décèdent à leur tour ? Les religionnaires fugitifs ne peuvent évidemment leur succéder. Mais leurs parents les plus proches et régnicoles doivent-ils justifier de leurs devoirs de catholiques pour obtenir dans la succession la part des biens qui auraient dû revenir aux fugitifs ? (17) Une décision du Conseil l'affirme, car « les parents ne jouissent des biens des fugitifs que par la grâce du Roi portée par la Déclaration de 1698 et à ses conditions ». Mais un autre arrêt du Conseil du 16 août 1710 affirme le contraire, en remarquant que s'ils étaient restés en France, les biens des fugitifs auraient appartenu en entier et sans condition à leurs héritiers. Mgr de Tressan conclut que sur le fondement de cette dernière décision, il est sorti de la Régie une « infinité » de biens.

Il continue plus loin : « Il a été accordé une infinité de « mainlevées fondées sur ce que les parents ont représenté « à MM. les Intendants que, la mort civile étant encourue « du jour de la sortie du fugitif, la succession se trouvait de « droit ouverte à leur profit par le seul bénéfice des lois du « pays où le mort saisit le vif, en sorte qu'ils ne pouvaient « être regardés comme héritiers à titre de sujétion de remplir « les devoirs de catholiques, mais comme héritiers de droit « et de coutume » (p. 22).

(17) Mgr de TRESSAN a raison de justifier par la mort civile l'impossibilité pour les religionnaires émigrés de prétendre à la propriété de leurs biens. Mais le Roi a toujours le droit d'user de sa grâce à l'égard des religionnaires eux-mêmes comme à l'égard de leurs héritiers. Ainsi, l'Edit de 1689 précise bien que les héritiers ont été mis en possession des biens confisqués par la seule grâce du Roi et non par la mort civile de leurs auteurs. On verra plus loin d'ailleurs (cf. Conclusion) que le Roi ne s'est jamais considéré comme le propriétaire des biens confisqués, mais seulement comme un simple dépositaire, en se déclarant tout prêt à annuler les effets de la mort civile si les émigrés ou leurs parents remplissaient certaines conditions. En outre, lorsque le Roi commue la peine qui emporte la mort civile en une autre qui ne l'emporte pas, la confiscation est révoquée de plein droit. (Arrêt du Parlement du 28 février 1708 cité par GUYOT dans son *Répertoire de Jurisprudence*).

Ce ne sont que deux exemples, mais l'évêque de Nantes cite bien d'autres faits favorables aux religionnaires, en particulier la facilité avec laquelle les certificats de catholicité ont été délivrés par les curés.

Dans la deuxième catégorie est analysé le cas des biens à confisquer. On rappelle d'abord que le procès de confiscation doit être fait à ceux qui sont sortis du Royaume. Cependant, il est arrivé que les juges ordinaires aient refusé ou négligé de le faire. Pour y obliger les juges, Louis XIV a autorisé les Intendants, en cas de notoriété publique de l'évasion, à saisir ces biens afin qu'ils ne dépérissent pas. De nombreuses saisies ont eu lieu sans avoir été sanctionnées par un jugement bien des années après. Face à ce nouvel état de choses, les Intendants ont alors refusé d'accorder de nouvelles saisies, tant que les procès de confiscation ne seraient pas faits. « Ainsi, conclut Mgr de Tressan, les religionnaires croient à la « tolérance, et leurs privilèges sont aussi grands que du « temps de l'Edit de Nantes... Le monstre de l'hérésie que « Louis XIV avait terrassé a repris de nouvelles forces. Le « nombre des sectateurs est aujourd'hui aussi grand qu'il « était lors de la Révocation de l'Edit de Nantes » (p. 44).

On peut contester le jugement de l'évêque de Nantes quant à l'efficacité de ces mesures pour convertir les protestants; il n'en demeure pas moins que la Régie de leurs biens s'est trouvée peu à peu vidée de son contenu théorique.

Bien d'autres cas de mainlevées abusives sont passés systématiquement en revue dans ce rapport. Elles témoignent des difficultés rencontrées par Boucher et expliquent l'inquiétude du régisseur et des directeurs.

Cependant Boucher n'hésitait pas à se servir des dénonciations, quoique coûteuses, pour accroître au maximum la masse des biens en Régie. Par arrêt du Conseil du 23 septembre 1702 (18), le Roi accorde à André de Bouliers le tiers des revenus des biens des religionnaires qu'il aura personnellement découverts dans les provinces de Flandres, Hainaut et Artois « à charge de remettre états et preuves au sieur « Boucher ». Un arrêt du 23 octobre 1703 (19) accorde les

(18) L.P., p. 410.

(19) L.P., p. 415.

mêmes avantages à Jacques Bertin pour les recherches effectuées par lui dans les provinces de Normandie et Picardie, et dans les évêchés de Metz, Toul et Verdun.

Les dénonciations permettaient aussi d'arrêter à temps des expéditions d'argent ou d'effets mobiliers vers l'étranger. Le 16 septembre 1706, le Contrôleur général des Finances, sur la foi d'un renseignement, ordonne à l'Intendant de Montauban, de faire visiter des chargements d'étoffe à destination de Lyon pour y saisir une somme considérable d'argent qui doit être cachée dans les ballots (20).

c) *Résultats de la gestion de Boucher.*

Nous n'avons pas malheureusement retrouvé les comptes généraux de la Régie de Boucher, ce qui interdit de chiffrer avec exactitude les bénéfices bruts de la Régie. Ceux-ci étaient de l'ordre de 120.000 livres en 1700 et semblent ne pas avoir beaucoup varié. Quant aux bénéfices nets, ils dépendaient des dépenses d'administration et de recouvrement, toujours très élevées. Mlle Bost confirme que dans le Montalbanais, la gestion des commis de Boucher fut constamment déficitaire et qu'à la fin de chaque exercice le comptable devait consentir une avance de fonds (21). La situation devait être déjà assez compromise en 1708, pour que par arrêt du Conseil du 23 juin 1708, une commission fût nommée pour examiner les comptes de la Régie et juger des contestations qui s'élevaient à leur sujet (22).

Toutefois, la reddition générale des comptes de Boucher ne fut ordonnée que par arrêt du 9 mai 1716 (23), pris par le

(20) BOISLISLE, II-1101.

(21) Thèse précitée, p. 132.

(22) Cette commission était composée des conseillers d'Etat ordinaires : Marillac, d'Aguesseau, Ribeyre (remplacé à sa mort en 1714 par La Bourdonnaye) et du maître des requêtes d'Ormesson.

(23) L.P., p. 484. La commission était composée des conseillers : Marillac, d'Aguesseau, Amelot, Le Peletier de La Houssaye, l'abbé de Pomponne, La Bourdonnaye, d'Ormesson d'Amboile et d'Ormesson Duchéré, auxquels furent adjoints en 1717 l'abbé de Crozat et le maître des requêtes Bernage (Arrêt du 28 janvier 1717), puis le sieur Tuffier, déjà commis par le Roi « pour faire toutes les diligences nécessaires » dans les affaires touchant la Régie et les Economats, comme Procureur du Roi « afin de donner plus de poids et d'autorité aux fonctions qui lui étaient confiées ». (Arrêt du 24 février 1717).

Conseil de Conscience après la mort de Louis XIV. L'exécution de ces arrêts, pour laquelle Boucher devait faire preuve d'une certaine mauvaise volonté, fut une nouvelle fois confirmée par l'arrêt du 18 juin 1717 (24).

Cette reddition de comptes fut lente, et l'on verra plus loin ce qu'il advint de Boucher. Entre temps, le Conseil de Conscience, après avoir pris en main toutes les affaires touchant les Economats, décida d'affermir tous les biens de la Régie.

SECTION DEUXIÈME

Essai d'administration au moyen d'une Ferme : Le bail Duchesne (1716-1722)

A la mort de Louis XIV, le Régent remplaça les anciens secrétariats d'Etat par des Conseils. Le Conseil de Conscience fut ainsi chargé des affaires religieuses (25) et décida de prendre lui-même, à la mort de d'Aguesseau, la direction des Economats et celle des biens des religieux fugitifs mis en Régie (26).

L'une de ses premières décisions fut de demander un compte général de la Régie de Boucher. Mais avant qu'il n'ait été rendu, la Régie fut transformée en Ferme. En comprenant tous les biens dans un bail à forfait, le Conseil espérait que les adjudicataires, excités par leur propre intérêt, veilleraient mieux à leur augmentation et à leur conservation, et déjoueraient avec plus d'acharnement les fraudes pratiquées jusqu'alors.

(24) L.P., p. 499.

(25) Les membres du Conseil de Conscience étaient: Louis de Noailles, cardinal-prêtre, archevêque de Paris, pair de France; Mgr Armand Bazin de Bezons, archevêque de Bordeaux; Armand Pierre de la Croix de Castries, abbé de Tallemagne et des Moustiers; Messire René Pucelle, conseiller du Roi en sa Cour de Parlement, abbé de Saint-Léonard de Corbigny; Messire Guillaume François Joly de Fleury, conseiller du Roi, procureur du Roi au Parlement de Paris.

(26) Arrêt du 10 août 1716, L.P., p. 488.

Le bail fut passé le 24 août 1717 au sieur Duchesne, bourgeois de Paris, pour 6 années, à compter du 1^{er} janvier 1717 jusqu'au 31 décembre 1722. Ce bail fut confirmé par l'arrêt du Conseil du 6 septembre 1717 (27).

Les conditions du bail étaient les suivantes : le prix était fixé à 60.000 livres pour la première année et à 70.000 livres pour les cinq autres. Toutefois, si le produit des baux venait à dépasser 140.000 livres, la moitié de l'excédent serait versée par le preneur en sus de son bail. En contrepartie, Duchesne ne supportait le risque des mainlevées que jusqu'à concurrence de 4.000 livres seulement. Au-delà de cette somme, il ne supportait que le tiers des mainlevées accordées. Il fut donc décidé qu'il « serait dressé tous les ans des états des produits » sur les baux des Généralités, qui seraient certifiés par le « preneur et visés par MM. les Intendants ».

Le bail était donc conçu avec bien des réserves, pour garantir au maximum les prévisions du bailleur et du preneur. Plutôt qu'une véritable Ferme, le bail de Duchesne institue une Régie intéressée.

Le prix de ce bail devait être payé au sieur Le Petit de Marcenou, conseiller-secrétaire du Roi, préposé à la recette des Economats. Tous les revenus destinés au paiement des pensions aux nouveaux convertis se trouvaient centralisés entre ses mains.

Boucher, qui avait commencé la gestion des biens de 1717, devait en rendre compte à Duchesne. Ce dernier pouvait passer de nouveaux baux s'il le jugeait bon, à partir du 1^{er} janvier 1718, sans que les fermiers ne puissent prétendre à une indemnité en raison de l'interruption de la durée de leurs baux actuels, mais en leur tenant compte de leurs frais de semence et de labour selon la coutume des lieux.

Enfin, tous les arrêts et déclarations rendus sous le nom de Boucher seraient exécutés en faveur de Duchesne.

Qui étaient les cautions de Duchesne ?

Le bail est signé par Dagot de Choloy, Marchal et Boucher. Les deux premiers nous sont inconnus, mais il est curieux de retrouver dans le troisième le précédent régisseur. C'est

(27) L.P., p. 504.

probablement l'explication de ce fait étonnant : Duchesne acceptait, non seulement de faire commencer son bail rétroactivement à partir du 1^{er} janvier 1717, alors que pour cette année la gestion des biens était aux trois quarts faite, mais de prendre à bail une régie dont les comptes généraux depuis 15 ans restaient à rendre ! On peut supposer également, qu'à défaut d'avoir parfaitement administré sa Régie, Boucher avait dû gérer sa fortune personnelle suffisamment bien pour pouvoir se porter caution d'un fermier. Une Ferme même limitée semblait sans doute plus profitable aux administrateurs.

Cette dernière hypothèse est d'autant plus probable que Duchesne et ses cautions furent avertis que d'autres offres avaient été faites pour prendre les biens à bail. La gestion de la Ferme leur parut avantageuse car Duchesne augmenta de 10.000 livres le prix fixé : dans l'acte du 30 novembre 1717 il s'obligea à porter le prix du bail à 150.000 livres pour chacune des 5 dernières années qui restaient à courir, soit 70.000 livres pour les frais de régie, charges et réparations, et 80.000 livres pour le bail proprement dit.

Après l'échec du régime des Conseils et le retour aux anciens ministères, la Direction des biens des religieux fugitifs et celle des Economats furent données à un ancien membre du Conseil de Conscience, Mgr de Bezons, archevêque de Rouen, qui avait un frère maréchal et un autre Intendant. Ce prélat, fort âgé, dont Saint-Simon dit qu'il était « un homme fort sage, doux, mesuré, avec un air et une mine « brutale et grossière, qui savait le monde et ses devoirs, fort « instruit, fort décent et le premier homme du clergé ; capable « sur ses affaires temporelles et l'esprit fait pour le gouver-
« nement des diocèses, aimé et respecté » (28), semble s'être immiscé assez peu dans l'administration des biens des religieux (29).

(28) SAINT-SIMON, *Mémoires*, Tome XX, p. 416 (année 1723).

(29) SAINT-SIMON ajoute cependant que, fort courtisan, c'est lui qui conféra, avec Mgr de Tressan, à la demande du Régent, les ordres à l'abbé Dubois, sous-diaconat, diaconat et prêtrise. Philippe d'Orléans l'en aurait remercié en lui donnant les Economats, dont hérita à son tour Mgr de Tressan à sa mort. (Tome XVIII, p. 141).

Or, dès les premières années, cette administration dont ni les hommes ni le mode de gestion n'avaient fondamentalement changé, laissa à désirer.

Les états imposés par les clauses du bail ne semblent pas avoir été dressés. Mais on possède les comptes incomplets des premières années 1716, 1717 et 1718. Dès 1717, les profits furent moindres que ceux qui avaient été escomptés : les recettes brutes de 1716 se sont élevées à 122.397 livres, celles de 1717 à 116.350 livres, déduction faite de 4.356 livres de mainlevées; celle de 1718 à 120.126 livres, déduction faite de 4.949 livres de mainlevées. En 1720, le montant des mainlevées s'élève à 8.246 livres (30).

Duchesne et ses cautions furent si déçus par ces résultats qu'ils demandèrent la résiliation du bail en 1719. Duchesne s'en explique au moyen d'un mémoire (31) : les biens des religionnaires, par leur nature même, ne restent pas indéfiniment en Régie. Ils en sortent de mille façons, indépendamment de la volonté du Fermier. Bien que le bail ait prévu une franchise de 4.000 livres de mainlevées, c'est d'une somme beaucoup plus importante qu'il a eu à souffrir. « Le Fermier
« qui se voit enlever des biens dont il croit jouir pendant
« 6 années est en état de demander des indemnités par la
« règle générale que tout bailleur doit faire jouir son pre-
« neur, faute de quoi il lui doit un dédommagement. »
Duchesne conclut que seule une Régie peut permettre la bonne administration de cette sorte de biens.

Par arrêt du 27 mars 1721, la commission créée en 1716 pour examiner les comptes de Boucher fut chargée de juger la demande en résiliation de Duchesne et d'examiner ses comptes si elle était acceptée.

Par requête du 27 juin de la même année (32), le Procureur du Roi en la commission, après avoir rappelé l'histoire de la Régie, estime que Duchesne a peu satisfait aux clauses de son bail. Il lui reproche de ne pas avoir dressé les états annuels, de ne pas avoir fait à ses frais les procès-verbaux de visite de tous les biens saisis ou confisqués, de ne

(30) A.N., Série TT 287, Doc. 1.

(31) A.N., Série TT 277 (f. 11 à 21).

(32) A.N., Série TT 287, Doc. 1.

pas avoir satisfait aux paiements dans les termes voulus. En effet, des sommes considérables restaient encore à payer.

Le Procureur conclut à l'irrecevabilité de la demande en résiliation pour deux raisons principales, l'une purement de droit : c'est un contrat synallagmatique entre majeurs, et il n'y a eu ni fraude, ni dol, ni lésion d'outre-moitié du juste prix. L'autre, de fait : les cautions de Duchesne, Boucher en particulier, étaient au courant de la situation de ces biens et « leur capacité en matière d'affaires est non seulement confirmée par l'âge, mais même par l'usage des emplois et des affaires dans le maniement desquelles ils ont vécu et dans lesquelles ils ont fait des fortunes aussi solides que brillantes ».

Le bail ne fut pas résilié. Il arriva à expiration sans avoir été vraiment exécuté le 31 décembre 1722. On ne le renouvela pas.

Mgr de La Vergne de Tressan, nommé à la Direction des Economats et des biens des religionnaires par arrêt du Conseil du 10 octobre 1721, reprit en main toute la question. Cet homme énergique et brillant, dont plusieurs ascendants appartenaient à la religion réformée, fut à la fois évêque de Nantes, archevêque de Rouen et Grand Aumônier du Régent. Frère de la maréchale de La Motte-Houdancourt, ami de tous ceux qui composaient la société brillante du Palais-Royal, Fontenelle, Voltaire, Montesquieu, le président Hénault, l'abbé Nollet..., sa position à la Cour explique en partie l'autorité avec laquelle il imposa sa marque à la Direction des biens des religionnaires et à celle des Economats.

On a déjà cité plus haut son long rapport de 1723, dans lequel il analyse avec lucidité et dans les moindres détails, les difficultés de la Régie et les mesures à prendre. A l'issue du bail Duchesne, il confia à Jean-Claude Delisle l'administration provisoire des biens pour 1723, et songea à revenir en 1724 à une Régie mieux établie. Cette Régie fut confiée par arrêt du 22 février 1724 à Plessart, bourgeois de Paris, dont la capacité et la probité étaient connues.

Les cautions de Duchesne, Boucher entre autres, se retirèrent du bail débiteurs de sommes considérables. Marchal fut nommé Econome général à la place de Le Petit de Mar-

cenou dont la négligence avait été notoire. Qu'était devenue l'importante fortune de Boucher, à laquelle le Procureur du Roi faisait encore allusion en 1721 ? Dans les dernières années de sa vie, Boucher réclama dans plusieurs requêtes le paiement des 2 sols pour livre de la recette qu'on lui avait consentis pour sa Régie générale et dont il semble qu'il n'ait été payé que pour sa gestion personnelle de la Généralité de Paris (33).

Boucher mourut insolvable et sa succession fut abandonnée par arrêt du 18 décembre 1725.

SECTION TROISIÈME

La Régie Plessart (1724-1733)

La gestion de Plessart, sous la direction de Mgr de Tresan, fut probablement la meilleure de tout le XVIII^e siècle. Elle fut aussi la plus conforme aux intérêts de l'Etat.

Les difficultés financières de la Régie, et son déficit chronique depuis 1720, avaient eu pour conséquence désastreuse d'empêcher le Roi de verser aux multiples fondations destinées à « subventionner » les nouveaux convertis, les sommes dont il avait besoin et qu'il espérait retirer du revenu des biens confisqués (34). Plessart indique que dans les 15 années qui précédèrent sa gestion, 250.000 livres de revenus étaient sortis sans que l'on sache comment, et 300.000 à la suite d'une mauvaise défense des intérêts de la Régie devant les juridictions multiples où elle était attaquée ! Même en admettant que ces évaluations effectuées par Plessart lui-même soient exagérées, les revenus qu'on aurait pu tirer d'une saine gestion semblent considérables.

Chaque bien saisi entraîne aussitôt 7 à 8 procès, rapporte

(33) A.N., Série TT 277 (f. 23 à 25 et 133 à 143).

(34) A.N. Série TT 461.

Plessart : « On n'a pas plutôt saisi les biens d'un fugitif que
« les parents viennent successivement assaillir la Régie en
« demandant la mainlevée des biens; l'un se prétend héritier
« de droit et de coutume, un autre héritier des propres, un
« autre des acquêts...; la femme demande sa part dans la
« communauté avec sa dot, une foule de créanciers se pré-
« sentent... » (35).

Pourtant, par arrêt du Conseil du 8 décembre 1703, une procédure très stricte avait été imposée pour éviter les poursuites désordonnées. Remis aux Intendants, les titres des requérants, sauf s'ils les déclaraient nuls, étaient renvoyés par eux devant les juges compétents pour y statuer. Ceux-ci renvoyaient l'affaire au Conseil si elle leur semblait frauduleuse.

Combien de temps cette procédure fut-elle suivie ? En 1745 en tout cas, le Conseil dut réaffirmer expressément les règles établies par l'arrêt de 1703, à peine de nullité et 1.000 livres d'amende (36). En 1775, Saint-Priest, Intendant du Languedoc, écrit encore à ce sujet à Malesherbes, chargé de la Direction des biens des religionnaires, pour se faire préciser jusqu'où va sa compétence (37).

En 1724, face aux mêmes difficultés que ses prédécesseurs, Plessart réussit à améliorer la situation de la Régie. La Déclaration du 14 mai 1724, à laquelle Mgr de Tressan n'est certainement pas étranger, témoigne d'abord de la volonté de revenir à une application rigoureuse des mesures répressives édictées contre les réformés. Toutefois, elle ne put être exécutée et c'est sur le plan de l'administration des biens que Plessart obtint deux résultats importants :

1° Il réorganisa l'administration de la Régie et fut le premier à dresser un Etat général des biens en 1724. Cet état se présente aujourd'hui sous la forme d'un gros livre de 200 pages, soigneusement fait (38). Généralité par Généralité, tous les biens en Régie, dont la plupart sont modestes, sont

(35) Mémoire de PLESSART, 1737, A.N., Série TT 461.

(36) Arrêt du 14 septembre 1745, L.P., p. 587.

(37) A.N., Série TT 284, Doc. 6.

(38) Etat général de 1724. A.N., Série TT 285 B.

mentionnés et décrits, avec le nom des anciens propriétaires, celui des détenteurs actuels et le montant du prix des baux. Le montant des rentes confisquées s'ajoute à celui des biens-fonds. On trouvera à la fin de ce chapitre un résumé des indications contenues dans cet état. Il y est indiqué que par la négligence de Boucher, il n'y a plus de revenus à tirer des Généralités de Lyon, Dijon, Moulins, Clermont et de Rennes, quoique des biens y aient été confisqués autrefois. Par contre, des revenus pourront être bientôt perçus dans les Généralités de Limoges, Amiens et Grenoble.

Le montant total des recettes brutes, en tenant compte des charges propres à chaque article, mais frais de recouvrement et d'administration exclus, s'élève à 107.837 livres pour 1724. Telle est la situation à la suite des gestions de Boucher et de Duchesne.

2° Il obtint du Conseil du Roi l'arrêt du 26 août 1727 qui établit les règles à suivre pour la passation des baux (39). L'exposé des motifs rappelle que bien des baux ont été passés à des prix inférieurs à leur juste valeur, soit par négligence des administrateurs, soit « par les intrigues de ceux qui, par « des prétentions sur les biens mis en Régie, intimident les « personnes qui pourraient s'en rendre adjudicataires et « empêchent de trouver des enchérisseurs ».

Désormais, les baux seront passés devant l'Intendant, mais en présence d'un « préposé de Mgr de Tressan ». Le régisseur enverra aux Intendants un état des biens dont les baux sont à renouveler, 6 mois avant leur expiration. Les biens seront adjugés aussitôt et séparément, sauf si la Régie trouve des avantages à les adjuger groupés, et les frais d'adjudication seront à la charge des adjudicataires.

Cet arrêt est complété par celui du 4 décembre 1727 (40) qui autorise les adjudicataires à effectuer des réparations sur les biens afferchés, à certaines conditions.

Cet effort de réévaluation des baux et la gestion appliquée de Plessart eurent pour effet de faire monter lentement les

(39) L.P., p. 563.

(40) L.P., p. 569.

recettes de la Régie. Elles culminent en 1727 à 158.000 livres, puis se stabilisent jusqu'en 1733 autour de 140.000 livres (41).

Bien qu'il soit probable que Plessart espérait davantage de la Régie lorsqu'il en prit la charge, la balance redevenue bénéficiaire a permis de reprendre les versements aux nouveaux convertis. Du 1^{er} janvier 1716 au 31 décembre 1726, les recettes totales de ces onze années s'étaient élevées à 1.183.718 livres et les dépenses à 1.132.666 livres, si bien qu'il n'était resté à distribuer aux nouveaux convertis que 51.052 livres. Après avoir constaté ce fait, le Conseil décida d'annuler les pensions prévues pour 1725 et 1726 (42), mais les versements reprirent en 1728 avec les fonds de l'année écoulée.

Dans le courant de l'année 1733, il fut à nouveau question de transformer la Régie en Ferme. Les arguments traditionnels furent remis en avant et, à partir des états dressés par Plessart du produit net de chaque province, des offres furent faites sur la base de ce produit net majoré de 10 % (43). Au cours de la même année, Mgr de Tressan mourut et fut remplacé à la Direction des biens des religionnaires et des Economats par le comte du Muy, sous l'autorité du comte de Saint-Florentin, chargé des affaires de la religion prétendue réformée. La commission chargée d'arrêter les comptes

(41) Comptes Plessart pour les années 1725, 1726, 1727 et 1728. A.N., Série TT 29 A.

	Recettes	Dépenses	Solde
1725	146.219 livres	112.115 livres	+ 34.104 livres
1726	146.516 »	106.095 »	+ 40.421 »
1727	158.116 »	107.311 »	+ 50.805 »
1728	151.856 »	108.506 »	+ 43.350 »

Ces comptes sont ceux qui ont été présentés par Plessart aux commissaires chargés de vérifier sa gestion. Comme il est indiqué plus loin, certains articles de ces comptes, surtout dans le chapitre des dépenses, ont été rayés. D'autre part, il ne semble pas que les 12.000 livres de gratification annuelle, accordées à Plessart par contrat, pour sa gestion, soient comptées dans les dépenses ci-dessus. Bon an mal an, c'est donc 25 à 30.000 livres qui venaient s'adjoindre aux recettes des Economats. D'une autre source (A.N., Série TT 288, Doc. 5 à 7) concernant diverses propositions d'affermage faites en 1733, il ressort que Marchal, l'Econome général, a reçu pour l'ensemble des 9 années de la Régie Plessart, une somme globale de 270.822 livres, ce qui vient confirmer l'évaluation précédente.

(42) Arch. Dép. de l'Isère, II-C-982 et L.P., p. 565, Arrêt du Conseil du 4 oct. 1727.

(43) A.N., Série TT 277.

des régisseurs fut transformée en un Bureau permanent qui conservera ses fonctions jusqu'à la Révolution.

Plessart était le protégé de l'archevêque de Rouen, dont la disparition détermina sans doute la transformation de la Régie en Ferme, 6 mois plus tard. Après 9 ans de gestion, Plessart dut rendre ses comptes.

On lui fit de nombreuses difficultés pour le rembourser des sommes qu'il avait dépensées pour la Régie. L'essentiel du problème consistait à savoir si les « frais de régie » étaient ou non à la charge du régisseur. Plessart soutenait que tous les frais inhérents au fonctionnement de la Régie devaient lui être remboursés, en sus de sa gratification personnelle de 12.000 livres. En fait, ce n'était pas tellement sur le principe, mais sur certains articles de ses comptes, que la commission se montrait réticente (44). Des solutions de compromis furent élaborées dans plusieurs arrêts du Conseil auxquels Plessart fit opposition. En 1738, l'affaire n'était toujours pas réglée et Plessart continuait de défendre avec acharnement ses droits dans de multiples mémoires (45).

Cependant, tandis que le Conseil semblait mal remercier l'un des plus fidèles administrateurs des biens des religieux, la Régie était devenue une Ferme. Par arrêt du Conseil du 1^{er} janvier 1734, le bail en avait été passé à Jacques Lambert pour 9 ans. Le retour à la Ferme était définitif. Pendant cette dernière phase de l'administration des biens des religieux qui s'étend presque jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, les baux vont être renouvelés régulièrement, et à peu de choses près, avec les mêmes clauses, pendant 57 ans.

(44) Mlle Bost confirme que de nombreux articles sont barrés, faute de pièces justificatives, dans les comptes du commis de Plessart pour la Généralité de Montauban. (Thèse précitée, p. 154).

(45) A.N., Série TT 461.

LA CONFISCATION DES BIENS

Etat de 1724 - Résumé (1) (2)

GÉNÉRALITÉS	MONTANT DU PRODUIT DES BIENS - FONDS (PRIX DES EAUX)	MONTANT DES RENTES	TOTAL	CHARGES A DÉDUIRE	RECETTES BRUTES	NOMBRE D'ARTICLES
Paris	Livres 5.835	Livres 6.290	Livres 12.125	Livres 506	Livres 11.619	68
Rouen	23.303	2.648	25.951	4.040	21.911	} env. 310
Dépt. de Dieppe	4.180	1.901	6.081	1.040	5.041	
Alençon	4.352	562	4.914	518	4.936	env. 100
La Rochelle	14.791	596	15.387	4.095	11.292	env. 210
Montpellier	9.212	3.141	12.353	1.513	10.840	env. 530
Poitiers	8.737	109	8.846	999	7.847	env. 95
Bordeaux	7.837	8.465	16.302	1.436	14.866	env. 220
Provence	2.411	2.769	5.173	719	4.454	env. 135
Caen	4.525	20	4.545	294	4.251	env. 30
Châlons	795	80	875	—	875	env. 20
Orléans	1.329	44	1.373	104	1.269	env. 15
Tours	1.265	78	1.343	140	1.203	env. 20
Metz	1.149	89	1.238	18	1.220	env. 20
Soissons	336	—	336	—	336	3
Montauban	2.135	1.165	3.300	50	3.250	10
Auch	558	—	558	50	508	17
Sedan	1.637	518	2.155	—	2.009	env. 40
Pau	650	—	650	146	650	1
TOTAL	95.037	28.468	123.505	15.668	107.837	env. 1.864

(1) AN - Série TT. 285 B.

(2) Pour simplifier, on n'a pas tenu compte des sols et des deniers et toutes les sommes ont été arrondies à la livre supérieure ou inférieure selon les cas.

DEUXIÈME PARTIE

LA FERME GÉNÉRALE DES BIENS
DES RELIGIONNAIRES FUGITIFS
(1733-1790)

CHAPITRE III

L'HISTOIRE DE LA FERME ET SES RESULTATS FINANCIERS

En substituant un Fermier à un Régisseur, le Roi s'assurait un revenu régulier et certain, et s'épargnait en principe les contrôles et les risques. En fait, il n'ent fut pas ainsi.

En premier lieu, la Ferme des biens des religieux fugitifs obéit aux mêmes règles qui régissaient les grandes Fermes du Royaume, quoique à une plus petite échelle. Le titulaire officiel du bail, généralement peu connu, était le prête-nom de financiers puissants qui le cautionnaient. Ces « cautions » étaient les véritables fermiers, et c'est leurs noms que l'on retrouve au bas de la plupart des pièces concernant la Ferme. Ces compagnies assuraient d'ailleurs la continuité de la gestion : pour les 7 baux de 9 ans qui furent passés de 1733 à la Révolution, on retrouve 4 compagnies différentes dont une administra la Ferme pendant 27 années de suite.

Mais les intérêts personnels qui guidaient ces puissants financiers pouvaient les amener à chercher des profits immédiats au détriment de la saine gestion des biens et des objectifs religieux de la politique royale. Une certaine confusion sur les affaires de la Ferme leur était même favorable, d'où leur mauvaise volonté à remettre aux Intendants les rensei-

gnements nécessaires pour dresser régulièrement un état complet des biens en Régie (1). Malgré les sanctions prévues, aucun état général des biens aussi complet que celui de 1724 ne sera dressé avant 1786.

En second lieu, le bail de la Ferme prévoyait des clauses secondaires qui seront analysées plus loin et qui rendaient nécessaire un contrôle régulier de la gestion et des comptes des Fermiers. Ceux-ci avaient obtenu que la valeur des mainlevées qui seraient accordées pendant leur bail, leur soit remboursée; d'autre part, un régime spécial avait été établi pour les biens dits de « Nouvelle Régie », c'est-à-dire ceux qui seraient saisis ou confisqués pendant la durée de leur bail : les Fermiers administreraient ces biens comme de simples régisseurs, ils n'en toucheraient pas les revenus mais ils seraient indemnisés de leur gestion sur la base de 4 sols pour livre, soit 20 % du montant des recettes brutes. On voit donc que tous les risques n'étaient pas à la charge des Fermiers.

En ce qui concernait les réparations et les impositions, les baux prévoyaient une répartition des charges entre le Roi et les Fermiers.

Par conséquent, tant pour contrebalancer les intérêts individuels des Fermiers que pour s'assurer de l'exactitude des mainlevées, des saisies, des réparations et des impositions, un contrôle strict de la gestion de la Ferme était, en fait, nécessaire.

Ce contrôle s'effectuait sur le plan local par les Intendants, et à Paris par le Secrétaire d'Etat chargé de la Conduite et de la Direction des biens des religionnaires, auquel les Fermiers prirent l'habitude de s'adresser pour toutes les questions à régler, à l'exception des affaires courantes. D'autre part, le Bureau créé en 1734 pour arrêter et juger les comptes de Plessart, fut maintenu avec les mêmes fonctions tant que dura la Ferme.

Le rôle considérable que joua la Direction des biens des religionnaires est dû pour beaucoup au comte de Saint-Florentin qui en prit la charge à la mort de Mgr de Tressan et la conserva jusqu'en 1775.

(1) Arrêt du 15 mars 1751, L.P., p. 601.

Louis Phélypeaux, *comte de Saint-Florentin*, dont la famille fournit pendant 165 ans des ministres à la monarchie (2), fut Secrétaire d'Etat en 1723, à l'âge de 17 ans. L'histoire de sa brillante carrière est celle d'un ministre opportuniste pendant plus de 50 ans : il succéda à son père, le marquis de La Vrillère, aux affaires de la Religion prétendue réformée, auxquelles il joignit celles de la Maison du Roi en 1749. A plusieurs reprises, Louis XV lui délégua tous ses pouvoirs pendant ses expéditions militaires. Courtisan à l'extrême, objet constant de la bienveillance de Louis XV qui le fit duc de La Vrillère en 1770, il était peu estimé de ses contemporains qui le craignaient et jugeaient que son succès était dû davantage à sa souplesse vis-à-vis de son maître et de ses favorites, qu'à ses propres mérites. « Peu de ministres signè-
« rent autant de lettres de cachet que lui. Il se montra
« souvent dur et hautain avec le Parlement, les philosophes,
« les protestants et obtiendra de son influence sur le Roi la
« disgrâce de Choiseul, auquel il succédera par intérim au
« département des Affaires étrangères. Il fut obligé de se
« démettre de tous ses emplois lors de l'avènement de
« Louis XVI et les épigrammes railleuses ne l'ont guère
« épargné. Voici la dernière parue au moment de sa mort
« en 1777 :

« Ci-gît un petit homme à l'air assez commun

« Ayant porté trois noms et n'en laissant aucun » (3).

Quelle que soit la sévérité de ce jugement, on s'accorde généralement pour reconnaître son zèle, son activité, son ardeur au travail, comme en témoignent la minutie et le soin avec lesquels il s'est occupé de maintes affaires de la Ferme.

Pour avoir eu la responsabilité des biens des religieux pendant presque 40 ans, Saint-Florentin laissa dans ses multiples interventions la trace de sa puissante personnalité.

Ses successeurs n'eurent pas assez de temps pour s'imposer de la même manière, mais le pli était pris, et ils continuèrent à gérer les affaires de la Ferme avec les mêmes principes. Ce

(2) Les Phélypeaux se divisèrent en plusieurs branches : les Pontchartrain, les Maurepas, les Saint-Florentin et les La Vrillère

(3) Comte DORIA. *Le Comte de Saint-Florentin*, Paris, 1933.

furent : *Malesherbes*, de 1775 à 1776, *Amelot de Chaillou*, jusqu'en 1785, le Baron de *Breteuil* jusqu'en 1787 et *Laurent de Villedeuil* jusqu'à la Révolution.

*
**

De 1734 à la Révolution, 7 baux de 9 ans furent passés, chaque fois au nom d'un Fermier différent, mais 4 compagnies seulement de financiers se succédèrent pour cautionner ces baux. Comme les résultats de l'administration dépendent des cautions de la Ferme, et non pas du Fermier, simple prête-nom le plus souvent, nous étudierons l'histoire de la Ferme en 4 sections, en groupant ensemble les baux cautionnés par les mêmes compagnies :

1. — Le bail Lambert (1734-1743).
2. — Le bail Bléville (1743-1752).
3. — Les baux Robelot, Breuil et Ponton (1752-1779).
4. — Les baux Bouillant et Piotton (1779-1790).

SECTION PREMIÈRE

Le bail Lambert (1734-1743)

Plusieurs offres de prendre à bail la Régie des biens des religionnaires avaient été faites au cours de l'année 1733, au vu des résultats de la gestion de Plessart. Le bail fut finalement passé sous le nom de Lambert pour le prix de 63.000 livres, avec la condition reproduite dans tous les baux ultérieurs, qu'il serait tenu compte au Fermier des mainlevées qui seraient accordées pendant son bail. Les cautions de Lambert étaient : Boulet, payeur de rentes de l'Hôtel de Ville, Pradier, intéressé dans les affaires du Roi, et Ragon, Trésorier de France dans la Généralité de Rouen.

Pour suivre la gestion des biens au cours des années qui suivent, on dispose de deux sortes de comptes :

1° D'une part, des comptes de recettes et de dépenses, qui donnent en recettes la liste des revenus perçus dans chaque Généralité, et en dépenses les frais de Régie. Nous n'avons retrouvé ces comptes que très irrégulièrement et il est vraisemblable que les Fermiers ne les divulguaient pas de bonne grâce, malgré les injonctions des arrêts;

2° D'autre part, de comptes disposés également en recettes et dépenses, mais qui correspondent plutôt à un « bilan » de la Ferme. Ces comptes donnent en recettes (passif) le prix du bail de la Ferme auquel viennent s'ajouter les revenus des biens entrés en Régie depuis le début du bail (biens de nouvelle Régie). Ils donnent en dépenses (actif) les emplois qui en ont été faits, c'est-à-dire les versements au Roi, les pensions et gratifications accordées sur les revenus de la Régie, le montant des revenus des biens dont la mainlevée a été accordée depuis le début du bail, et les frais divers concernant les biens de nouvelle Régie (4).

Il ressort de ces comptes que pendant toute la durée du bail Lambert, il est entré en Régie pour 25.000 livres de revenus environ en biens saisis ou confisqués, mais qu'il en est sorti pour plus de 39.000 livres.

Il y faut remarquer également qu'à partir de 1740, un troisième poste vient s'ajouter au chapitre des recettes : ce sont les recettes provenant des biens qui ont été vendus. Jusqu'à présent, jamais les biens des religionnaires n'avaient été vendus puisque le Roi lui-même avait limité son droit de propriété sur des biens dont la vocation était d'être rendus aux fugitifs à leur retour, selon le bon vouloir du Roi et à certaines conditions. D'ailleurs, les biens du Domaine ne sont-ils pas inaliénables ?

Toutefois, la notion d'inaliénabilité des biens du Domaine s'est adoucie au cours du XVIII^e siècle, pour des raisons de saine administration. La même évolution a caractérisé l'inaliénabilité des biens des religionnaires (5). La pratique de la vente s'est peu étendue, mais celle des baux à

(4) A.N., Série TT 32.

(5) Voir l'étude détaillée de cette question en Conclusion.

rente perpétuelle s'est largement développée. Dans le cas de la vente, le Fermier était tenu de procéder au réemploi de la somme. Un arrêt de 1720 le prévoyait dans le cas particulier où une rente perpétuelle serait rachetée : les Régisseurs des biens des religieux devaient employer le montant du rachat en rentes sur l'Hôtel de Ville.

La gestion de Lambert fut-elle bonne ? Il ne semble pas que les fermages aient été intégralement payés dans les dernières années du bail. D'autre part, son successeur se plaindra que les biens n'aient pas été suffisamment entretenus. Mais le mauvais entretien des biens est un leit-motiv permanent de l'histoire de la Régie des biens des religieux, et chacun en rejette la responsabilité sur ses prédécesseurs. Lambert aussi s'en est plaint, dans un mémoire daté de 1735 (6).

En tout état de cause, le bail ne fut pas renouvelé à Lambert lorsqu'il arriva à expiration en 1742.

SECTION DEUXIÈME

Le bail Bléville (1743-1752)

Par arrêt du Conseil du 15 novembre 1742 (7), le nouveau bail est passé au sieur Jean-Baptiste de Bléville. Le prix en avait été calculé sur de nouvelles bases. La principale caution de Bléville, Jouve, qui s'était associé à Bourges, Fauvel, Berthe, La Batte et La Guerche, avait offert un prix plus élevé, mais à la condition qu'il lui serait tenu compte des mainlevées accordées pendant le précédent bail compensées en partie par les nouveaux biens qui étaient entrés en Régie pendant le même temps. Le prix réel du bail Bléville se trouvait ainsi ramené à 45.600 livres environ.

La gestion des nouveaux fermiers paraît avoir été plus ferme que celle de leurs prédécesseurs. Les baux furent renouvelés, dont une grande partie à rente perpétuelle. Un état

(6) A.N., Série TT 277 (296-301).

(7) L.P., pp. 577 à 583.

sommaire des revenus de la Ferme en 1744 (8) nous apprend qu'à cette date le total des revenus se montait à 116.988 livres. En déduisant les charges, les recettes brutes de la Ferme atteignaient 110.000 livres environ.

D'autre part, la recherche de nouveaux biens est entreprise en Bourgogne notamment, où les Conseils de la Province vont jusqu'à se plaindre dans un mémoire adressé au comte de Saint-Florentin en 1745, des activités du directeur de la Régie à Dijon, Calmelet, et demandent son rappel (9). Calmelet se défend à son tour, en reprochant à l'Intendant et à ses subdélégués de ne pas le seconder. Après un échange de mémoires qui dure deux ans, Saint-Florentin ordonne la révocation de Calmelet et son remplacement. Cependant, alors que la Bourgogne ne figure ni dans l'état de 1724, ni dans celui de 1744, elle apparaît pour un revenu de 618 livres correspondant à une dizaine d'articles, dans un état sommaire de 1752.

Comme l'exigeait l'arrêt du 15 novembre 1742, un état des réparations est dressé (10). Il témoigne de la situation alarmante dans laquelle se trouvaient les biens confisqués. Sur 1.850 articles environ dont se compose alors la Ferme, 238 ont besoin de réparations. Alors que leur revenu total annuel s'élève à 16.186 livres, les réparations à y faire sont estimées à 76.507 livres, dont 74.744 à la charge du Roi et 1.763 à celle des Fermiers. Sont à la charge du Roi, en effet, les grosses réparations, puisqu'il est « censé propriétaire des biens en « Régie » ; à la charge des Fermiers, les réparations que doit faire « un bon père de famille ». Cette évaluation, très défavorable au Roi, n'a pas dû être acceptée, car on ne retrouve pas trace de telles dépenses dans les comptes de Bléville.

Le mauvais état des biens explique pourquoi les Fermiers désiraient les vendre ou les donner à rente perpétuelle, puisqu'ils évitaient ainsi d'avoir à les entretenir. Les Fermiers du bail Bléville le font et affirment dans un mémoire daté de 1747 que c'est la meilleure solution (11). De nombreuses lettres d'Intendants viennent confirmer ce point. Mais com-

(8) A.N., Série TT 285-I.

(9) A.N., Série TT 278 (559-563).

(10) A.N., Série TT 278 (189 et suiv.).

(11) A.N., Série TT 278 (247-250).

ment trouver un acquéreur pour des biens mal entretenus dont le prix ne pouvait être très élevé ? Les Fermiers suggèrent de s'en remettre aux Intendants mieux placés qu'eux. C'est donc essentiellement une question de fait qui entraîne le choix de cette nouvelle forme du bail : 1.850 articles disséminés dans la France entière, c'était à la fois trop peu pour justifier de nombreux commis dans chaque Généralité, et trop, pour que le petit nombre de personnes chargées localement de l'administration des biens aient le temps de s'occuper convenablement de chacun d'eux.

Le bail Bléville s'acheva mal. Pour des raisons confuses, Jouve et ses associés se brouillèrent (12). Des mémoires injurieux furent échangés. Le bail qui expirait à la fin de l'année 1751 ne leur fut pas renouvelé.

Bléville laissait la Ferme meilleure qu'il ne l'avait trouvée : un état sommaire daté de 1752 donne 125.369 livres de recettes brutes contre 110.000 environ en 1744.

SECTION TROISIÈME

Les baux Robelot, Breuil et Ponton (1752-1779)

C'est une nouvelle Compagnie qui prend la Ferme en 1752. Autour de J. Offand, intéressé dans les Fermes du Roi, elle groupe François-André de Fournilly, écuyer; Alexis Rivière, François Le Maire, intéressé dans les Fermes du Roi; Gibert, Désandré, écuyer; Perseval, écuyer; et Bonfils de Beauvoir, écuyer. Le bail est fixé à 85.500 livres et passé sous le nom de Nicolas Robelot le 25 février 1751 pour commencer à partir du 1^{er} janvier 1752.

A la fin du bail, la même Compagnie offrit de le renouveler, soit au même prix de 85.500 livres, mais en leur tenant compte des 40.000 livres de revenus sortis pendant le bail Robelot compensés en partie par 14.000 livres de revenus entrés, soit au prix de 60.000 livres, sans aucune condition.

(12) A.N., Série TT 280 (81 à 107).

Les deux propositions étaient à peu près équivalentes. Mais Saint-Florentin se méfiait des calculs effectués par les Fermiers avant que les comptes ne soient arrêtés. Or, les commissaires mettaient beaucoup de temps à vérifier des comptes qui ne leur étaient rendus qu'avec un grand retard. Les comptes des premières années des baux Lambert et Bléville ne furent arrêtés qu'après 9 ans. Si bien qu'au moment de fixer le prix du nouveau bail, Saint-Florentin préféra se baser sur le prix de l'ancien, ce qui lui permettrait de s'assurer exactement par la suite de la valeur des revenus entrés et sortis. En se fondant sur le montant des droits de dénonce payés pendant le bail, il lui semblait, en effet, que le revenu des biens entrés s'élevait à plus que ne l'alléguaient les Fermiers.

En 1761, la première offre portant sur le prix de 85.500 livres fut acceptée et le bail passé sous le nom de Mathieu Breuil.

En 1769, la même Compagnie, se fondant sur le prix du bail Robelot, offrit de le majorer de 4.000 livres sous réserve des mêmes conditions. Le prix nominal fut fixé à 89.500 livres, mais compte tenu des sorties et des entrées depuis 1752, le prix réel était d'environ 47.000 livres. Le bail, passé sous le nom de Jean de Ponton, fut signé le 23 août 1769.

A la fin du bail, le bilan de la Ferme apparaissait comme il est indiqué sur le tableau de la page 80 (13).

Un état sommaire des recettes par Généralités (14) indique pour 1778 un produit brut total de 124.343 livres pour 2.265 articles. La valeur nominale de ce produit n'a donc pas beaucoup changé depuis le début de la gestion de la Compagnie Offand. Toutefois, sa valeur réelle a diminué si l'on tient compte de l'augmentation du coût de la vie qui s'est produite pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle.

(13) A.N., Série TT 284 (169 et 170).

(14) A.N., Série TT 285 A.

SECTION QUATRIÈME

Les baux Bouillant et Piotton (1779-1790)

En 1778, la Compagnie Offand offrit à Amelot de Chaillou, chargé de la direction des biens des religionnaires depuis deux ans, de reconduire le bail, en lui suggérant les avantages qu'il y avait à poursuivre une gestion qui durait depuis 27 ans. Toutefois, d'autres offres avaient été faites, en particulier celle de Fougeroux d'Angerville qui, estimant le revenu réel de la Ferme à moins de 15.000 livres (!) en proposait 50.000. Un premier bail passé le 18 août 1778 au sieur Jacob, fut même annulé (15). Nous n'avons pas pu retrouver qui en étaient les cautions.

Etat de situation du bail de Jean de Ponton

1^{er} janvier 1770 - 1^{er} janvier 1779

DEPENSES (actif)	Livres
Main-levées accordées pendant les baux Robelot, Breuil et Ponton	473.289
Paiements faits sur ordre du Roi	210.000
Pensions, gratifications aux nouveaux convertis	156.865
Remise de 4 sols pour livre, pour la gestion des biens de Nouvelle Régie	458
Frais divers à la charge du Roi	27.512
Avances à rembourser par Ponton aux anciens Fermiers ...	23.188
	891.312
RECETTES (passif)	
Prix de la Ferme (9 années à 89.500 livres)	805.500
Arrérages des biens entrés en Régie pendant le bail Robelot.	77.268
Arrérages des biens entrés en Régie pendant le bail Breuil.	5.365
Revenus des biens entrés en Régie pendant le bail Ponton (Biens de Nouvelle Régie)	2.290
	890.423
SOLDE CREDITEUR	889

(15) A.N., Série TT 284, Doc. 264.

Le bail fut finalement passé à Joseph Bouillant. La Compagnie qui le cautionnait comprenait autour de Deguilhem de Saint-Marc, avocat au Parlement de Toulouse, Jean-François Domicille, avocat au Parlement; Joseph Finot, Directeur des Domaines du Roi, d'Hotel, Lenoir et Le Maire, intéressé dans les Fermes du Roi, qui faisait partie de la précédente Compagnie, mais qui ne figurera pas parmi les cautions du bail suivant.

A la fin du bail, en 1786, un terrier général des biens en Régie fut dressé (16). Cet état aussi détaillé que celui de 1724, est d'autant plus précieux qu'il se situe à la veille de la Révolution. Le montant total du prix des baux s'y élève en principe à 150.000 livres, mais les mainlevées accordées pendant le bail Bouillant et les non-valeurs en réduisent le revenu brut à 127.000 livres. En outre, les frais de recouvrement sont considérables et sans rapport avec les trois quarts des articles dont la valeur est estimée à moins d'une livre.

On assiste, en effet, pendant cette période, à une sorte de première liquidation de la Régie. Dans plusieurs requêtes adressées à Amelot en 1782 (17), les Fermiers demandent l'autorisation de vendre les biens de la Régie situés dans les Généralités de Champagne et de Tours, « car la modicité de « ces objets empêche de trouver des employés pour en faire « la recette, en sorte que bientôt les deux Généralités tomberont en non-valeurs ». Une demande identique est faite pour les biens des Généralités de Montauban et d'Auch (18). Les Fermiers concluent à une aliénation générale de « tous les « biens épars dans la Régie, pour lesquels il n'y a et ne peut « y avoir de demandeurs ». Toutes ces demandes ne furent pas acceptées, car seules les recettes de la Généralité de Tours sont indiquées comme nulles dans le terrier de 1786. Mais ces requêtes éclairent assez bien la situation de la Ferme à cette date.

Les derniers biens saisis ou confisqués datent du bail Ponton. Amelot avait recommandé la tolérance et demandé qu'on ne fit plus de nouvelles confiscations. « Nous nous

(16) A.N., Série TT 285 C.

(17) A.N., Série TT 284 (241).

(18) A.N., Série TT 286 A, Dos. X.

« sommes bornés, écrivent en 1784 les Fermiers au baron de Breteuil, à recevoir froidement les soumissions des dénonciateurs qui se sont présentés, mais nous n'en avons fait aucun usage » (19).

Depuis cette date, les mainlevées ont continué, mais pour de nombreux biens depuis longtemps en Régie les anciennes familles détentrices se sont éteintes ou la trace des fugitifs s'est perdue. A ce point que, lorsque la loi de 1790 décidera de rendre aux protestants tous les biens qui leur ont été confisqués, tous ne trouveront pas preneur, et une partie des biens sera vendue au profit de l'Etat.

A la fin du XVIII^e siècle, on ne se soucie plus beaucoup, en effet, d'atteindre le but initial des confiscations que Louis XIV avait définies comme un moyen de pression supplémentaire pour convertir les protestants. La Ferme subsiste, puisque des biens sont confisqués, mais c'est une source de revenus de plus en plus médiocre pour le Roi. S'il n'y avait pas eu la Révolution, il aurait fallu s'acheminer tôt ou tard vers une liquidation générale des biens.

Necker l'avait d'ailleurs envisagée. Dans un mémoire de 1783, les Fermiers s'en plaignent : « Le plan du ministre est de rectifier le bail de la Régie, d'accorder une indemnité aux Fermiers et de vendre les biens qui en dépendent. » Soucieux de défendre leurs propres intérêts les Fermiers opposaient à ce plan toute une série d'arguments : le coût de l'indemnité, l'incompétence du Contrôleur général pour ce qui concerne la Régie qui dépend et a toujours dépendu du Ministre de la Religion et du Conseil des Dépêches, les difficultés qu'entraînerait une vente générale, les demandes en mainlevées qui sont en cours, etc. (20).

Le 10 février 1787, un nouveau bail est encore passé sous le nom d'André Piotton, bourgeois de Paris, pour commencer à partir du 1^{er} janvier 1788. Le prix en est fixé à 50.000 livres et on tiendra compte aux Fermiers des mainlevées qui seront accordées pendant ce bail.

Parmi les cautions, on retrouve Saint-Marc, Domicille,

(19) A.N., Série TT 284 (263).

(20) A.N., Série TT 462 (265 et 266).

Finot, auxquels viennent se joindre Dutillet de Villars et Philippe Gêmeau.

A peine commencé le bail sera interrompu par la Révolution et la loi du 15 décembre 1790 restituera leurs biens aux religionnaires fugitifs.

*
* *

L'évolution des recettes de la Régie des biens des religionnaires fugitifs depuis l'Etat général de 1724 jusqu'à celui de 1786, et au moyen d'états sommaires intermédiaires, a été retracée sur un tableau situé à la fin de ce chapitre.

On s'étonne à première vue de voir le montant des recettes brutes de la Régie demeurer stable, et même croître légèrement, puisque, pendant cette longue période de presque 70 ans, la valeur des mainlevées a régulièrement été supérieure à celle des biens saisis ou confisqués, et que, d'autre part, la valeur qualitative des biens a constamment diminué faute de les entretenir convenablement.

En premier lieu, tous ces états ont été établis par les Fermiers et sont donc sujets à caution. Principalement pour les dernières décades, il n'est pas certain que les administrateurs de la Ferme aient réellement perçu le prix nominal des baux pour les fonds mal entretenus et pour toutes les non-valeurs.

En second lieu, cela s'explique aussi par un événement essentiel : *la hausse des prix*. Labrousse (21) a mis en lumière que de 1726 à 1789, la hausse moyenne des prix calculés sur le groupe des céréales, fut de l'ordre de 70 %. 127.000 livres de recettes à la veille de la Révolution, en représentent 75.000 au début de XVIII^e siècle.

Au moment de restituer les biens aux héritiers de leurs anciens détenteurs, l'Assemblée Constituante a évalué la masse totale des biens restant en Régie, à plus de 2 millions de livres. Cette évaluation correspond à celle que l'on peut faire à partir des recettes annuelles, sur la base de 5 % de

(21) LABROUSSE, *Esquisse du mouvement des prix et revenus au XVIII^e siècle*.

revenu. Mais en raison de la hausse générale des prix, et de la diminution du prix moyen des baux, c'est probablement au double qu'il faut évaluer la masse des biens en Régie à la mort de Louis XIV.

L'évaluation des sommes que le Roi a retirées de la Ferme est assez délicate à faire en raison des nombreux comptes qui font défaut. De 1734 à 1780, soit pendant 57 ans, le prix nominal des baux de la Ferme est passé de 65.000 à 89.000 livres pour redescendre à 50.000. Mais en tenant compte des mainlevées et des différents frais à la charge du Roi, c'est à 40.000 livres en moyenne qu'on peut estimer les recettes nettes annuelles encaissées par le Roi. Ceci donne pour toute la durée de la Ferme générale, une somme totale de 2.300.000 livres environ. Une Ferme qui produit 40.000 livres annuellement, c'est peu de chose en comparaison des baux des Fermes réunies (gabelles, aydes, entrées, etc.) qui passèrent de 80 millions de livres *annuellement* en 1726 à 144 millions en 1786 (bail Mager).

Quelle raison alors à tant d'acharnement pour obtenir le bail de la Ferme des religionnaires ? Pourquoi, à plusieurs reprises, ces surenchères d'offres ? On peut penser que, malgré la vérification des comptes par un Bureau spécialisé, la situation de la Ferme était suffisamment confuse pour permettre aux Fermiers qui l'administraient, et à leurs commis, d'en tirer des profits personnels qui n'apparaissent évidemment pas dans les comptes qui se sont transmis jusqu'à nous.

Recettes brutes de la Ferme de 1724 à 1786 (1)

GÉNÉRALITÉS	1724 (2)		1744 (3)		1752 (4)		1778 (5)		1786 (6)	
	Recettes brutes	Nombre d'articles	Recettes brutes	Nombre d'articles	Recettes brutes	Nombre d'articles	Recettes brutes	Nombre d'articles	Recettes brutes	Nombre d'articles
Paris	11,619	68	9,350	21	6,750	13	10,035	13	15,426	14
Rouen	21,911	env.	26,332	env.	25,735	289	25,546	289	36,180	258
Departement de Dieppe	5,041	env.	4,837	69	4,384	71	5,887	71	6,400	59
Clencon	4,936	env.	12,390	261	12,047	296	16,736	296	17,352	316
La Rochelle	11,292	env.	14,333	579	21,900	611	20,070	611	16,227	619
Montpellier	10,840	env.	6,191	112	6,239	101	7,031	101	7,614	100
Poitiers	7,847	env.	13,387	185	10,033	167	10,037	167	11,136	153
Cordeaux	14,866	env.	3,737	121	3,732	119	4,638	119	4,614	111
Orance	4,454	env.	1,127	19	1,170	50	4,200	50	3,474	44
Caen	4,251	env.	126	7	127	9	86	9	41	2
Châlons	875	env.	1,861	32	2,076	12	1,928	12	708	12
Orléans	1,269	env.	164	23	640	8	141	8	0	8
Tours	1,203	env.	4,269	55	3,295	31	1,691	31	1,238	15
Metz	1,220	env.	336	5	235	13	354	13	194	3
Soissons	336	3	3,473	37	5,358	36	1,991	36	927	26
Montauban	3,250	10	—	—	1,498	17	1,684	17	—	—
Vuch	508	17	—	—	—	—	—	—	—	—
Pau	650	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Sedan	2,009	env.	—	—	—	—	—	—	—	—
Amiens	—	40	688	17	690	—	1,248	—	80	6
Dijon	—	—	—	—	618	20	732	20	1,196	18
Grenoble	—	—	7,328	301	9,981	15	9,164	15	224	13
Rennes	—	—	—	—	975	387	975	387	10,638	377
Lyon	—	—	856	2	100	?	—	?	—	—
Divers	—	—	—	—	6,336	—	—	—	—	—
TOTAL	107,837 livres	env. 1864	110,779 livres	2,178	124,369 livres	env. 2,250	124,224 livres	env. 2,250	127,129 livres	2,154

(1) Pour simplifier, on n'a pas tenu compte des sols et des deniers et toutes les sommes ont été arrondies à la livre supérieure ou à la livre inférieure selon le cas.

(2) AN Série TT. 285 B.

(5) AN Série TT. 285 A.

(3) AN Série TT. 285 I.

(6) AN Série TT. 285 C.

(4) AN Série TT. 282, Dos. IV.

Dans les années qui suivirent la Révocation de l'Edit de Nantes, il n'y eut pas de Généralité où des biens n'aient été confisqués. Mais très vite, plusieurs d'entre elles tombèrent pratiquement en non-valeur. Les Généralités de Riom, Moulins et Perpignan par exemple, ne figurent ni dans les comptes de Boucher ni dans ceux de Puchesse. La Généralité de Toulouse qui donne encore 1.500 livres environ de recettes brutes en 1718, ne figure plus par la suite dans aucun état du XVIII^e siècle. Selon l'impulsion donnée par les Régisseurs et les Fermiers et selon la capacité des Directeurs de la Régie en province, certaines Généralités fournirent irrégulièrement des revenus. Le Dauphiné, où l'on avait confisqué tant de biens après 1685, ne figure pas dans l'état de 1724, mais contribue de nouveau aux recettes à partir de 1730 et est inscrit pour plus de 10.000 livres dans l'état de 1786. Pendant la Régie Plessart, quelques héritages furent saisis et afferchés dans les Généralités de Lyon, Limoges, Bourges et Rennes, mais elles retombèrent en non-valeur à la fin du XVIII^e siècle.

Répartition géographique des recettes en 1724



Chaque point noir représente 1.000 livres ou une fraction de 1.000 livres de recettes brutes.

Répartition géographique des recettes en 1786



Chaque point noir représente 1.000 livres ou une fraction de 1.000 livres de recette brutes.

CHAPITRE IV

L'ADMINISTRATION DES FERMIERS

Pour mieux comprendre l'évolution de la Ferme générale et de ses résultats financiers, il est nécessaire d'entrer plus avant dans l'étude de ses conditions d'exploitation et de ses méthodes d'administration locale.

Les problèmes essentiels de gestion seront mis en lumière en analysant en détail l'un des baux de la Ferme dans une section première, sous le titre des *obligations et des droits du Fermier*. Une seconde section sera consacrée à *l'administration locale* : personnel, recrutement, fonctions et rémunération. La troisième section sera consacrée aux *frais d'administration* de la Ferme.

SECTION PREMIÈRE

Les obligations et les droits du Fermier

Le texte essentiel qui régit les obligations et les droits du Fermier est le bail de la Ferme, dont l'exécution est ordonnée par arrêt du Conseil.

De 1733 à la Révolution, les baux se présentent à peu de

choses près sous la même forme et avec le même contenu. Les derniers baux sont les plus complets, car ils tiennent compte de l'expérience antérieure. La meilleure méthode est d'analyser soigneusement l'un de ces baux. On prendra comme exemple le *bail de Jean de Ponton*, signé le 25 août 1769, sanctionné par l'arrêt du Conseil du 1^{er} octobre 1769, et exécuté du 1^{er} janvier 1770 au 31 décembre 1778 (1).

Ce contrat comporte deux parties : un *préambule* qui contient l'offre de prix, et le *bail proprement dit*. Les signatures qui figurent au bas du contrat sont celles des cautions : les véritables Fermiers.

Le *préambule* est un résumé du contrat du bail. Les Fermiers offrent le prix de 89.500 livres, qu'ils proposent de régler chaque année en deux versements à 6 mois d'intervalle, et sur lequel ils acceptent de payer un quartier d'avance dont il leur sera tenu compte au moment de leur dernier versement. Les Fermiers supporteront les charges fiscales ordinaires des biens, à l'exception des dixièmes et des vingtièmes. Ils assureront pour le compte du Roi la gestion des biens qui seront confisqués pendant la durée de leur bail (biens de Nouvelle Régie), moyennant une remise de 4 sols pour livre, c'est-à-dire de 20 %.

Le *bail proprement dit* reprend et règle avec plus de détails la plupart de ces points. Il se compose de 37 articles. On laissera de côté les clauses qui ne nécessitent pas de commentaires particuliers : celles qui prévoient la remise dans les deux mois par le précédent Fermier de toutes les pièces qui concernent la Régie et la reddition des comptes des commis et préposés (art. 1 et 2), le jugement des comptes du bail à courir et la remise des états (art. 33, 34, 36 et 37).

On entreprendra successivement l'analyse des 4 grandes questions traitées par le bail de la Ferme :

- 1° Les charges fiscales;
- 2° Les baux;

(1) A.N., Série TT 284 (99).

3° Les biens de Nouvelle Régie à gérer pour le compte du Roi;

4° Les mainlevées (2).

1° LES CHARGES FISCALES.

Les articles 3 et 4 du bail Ponton fixent les impositions qui sont à la charge des Fermiers : ce sont les charges ordinaires des biens, essentiellement les rentes seigneuriales et foncières et la taille. Les biens en Régie sont exempts des dixièmes, vingtièmes et autres impôts de même nature, sauf si les baux ont été passés à rente perpétuelle. Les fermiers seront tenus de payer le dixième ou le vingtième du revenu réel de ces biens, déduction faite de la rente qu'ils doivent à la Régie : en supposant, par exemple, un fonds dont le revenu réel est de 150 livres, affermé par la Régie à 50 livres de rente perpétuelle, l'impôt sera payé sur la base de 100 livres.

En résumé, les Fermiers de la Régie supportent seulement les charges ordinaires des biens. Ils sont exemptés des impôts nouveaux du type « vingtième » dont ils reportent la charge dans le cas des baux à rente perpétuelle sur ceux à qui ils afferment individuellement les biens.

Simple en principe, cette répartition des charges souleva de nombreuses difficultés dans la pratique.

Malgré les clauses du bail, on tenta plusieurs fois d'imposer les biens en Régie des dixièmes ou vingtièmes, des droits pour l'entretien des Ponts et Chaussées, dans la Généralité d'Amiens (3), ou même de la capitation dans le Languedoc en 1740 (4). A vrai dire, les cas du Languedoc et de la Provence étaient un peu particuliers. Ces provinces étaient « abonnées » pour toutes leurs impositions, taille et capitation incluses, et, à partir du XVIII^e siècle, sous la forme d'un dixième perçu sur le revenu de tous les fonds roturiers au moyen du rôle de la taille. Il s'en suivit une longue contesta-

(2) Pour éviter toute ambiguïté dans ce chapitre, nous mettrons un F majuscule au mot « fermier » chaque fois qu'il s'agira des Fermiers de la Régie, et un f minuscule lorsqu'il s'agira de ceux à qui les biens sont individuellement affermés.

(3) A.N., Série TT 278 (555-557).

(4) A.N., Série TT 278 (553-554).

tion entre les Fermiers de la Régie qui s'en tenaient à la lettre du bail, et les Syndics généraux du Languedoc et de la Provence, qu'essaya vainement d'arbitrer l'Intendant du Languedoc, Le Nain (5). Posée sous le bail Bléville, la question n'était pas encore réglée au moment de passer le bail Ponton en 1769 où l'on lit dans l'article 4, *in fine* : « Sur la contestation
« formée et restée indécise entre les Syndics généraux du
« Languedoc et de la Provence et les précédents Fermiers,
« (les biens) seront sujets à toutes les impositions extraordi-
« naires qui se trouveront englobées dans le rôle des tailles,
« même s'ils sont dans la main du preneur, *s'il en est ainsi*
« ordonné par Sa Majesté. »

La question des vingtièmes fut à nouveau soulevée au moment de l'arrivée de Necker à la Direction générale des Finances en 1776. Necker voulait que les biens en Régie fussent soumis intégralement à l'impôt général du vingtième, pour des raisons de commodité administrative, car il proposait d'indemniser les Fermiers de la Régie de cette charge supplémentaire. Il expose ce point de vue dans une lettre adressée à Amelot en 1779 (6). Après avoir rappelé les clauses du bail, il ajoute : « En 1776, le Ministre s'occupant de per-
« fectionner la répartition des vingtièmes et de faire cesser
« les exceptions qui s'opposaient à l'uniformité des principes,
« ...pensa qu'il était indispensable de comprendre dans les
« rôles tous les biens des religionnaires fugitifs, afin que,
« par la suite, s'ils retournaient à leurs propriétaires ou
« étaient aliénés à quelques-uns des sujets du Roi, on ne
« fût pas obligé de revenir sur la vérification des paroisses
« où ils seraient situés ou de déranger toutes les proportions
« qui auraient été établies. » Necker conclut en demandant à Amelot de dresser tous les états nécessaires, en ajoutant que, de son côté, il veillera à ce que le Trésor Royal tienne compte aux Fermiers des sommes qu'ils auront à payer.

A partir de 1781, l'impôt fut perçu, mais les Fermiers de la Régie proposèrent, dans le seul but, affirmaient-ils, de « soulager » le Roi du paiement de l'indemnité promise, de

(5) A.N., Série TT 280 (266-306).

(6) A.N., Série TT 284 (178).

faire supporter le nouvel impôt aux détenteurs des biens, sans diminution du prix de leurs baux, « car tous les baillistes « gagnent considérablement sur les biens de la Régie » (7). Cette solution fut acceptée, et dans le bail Piotton, en 1787, l'article 3 précise : « A l'égard des vingtièmes, les baux conti-
« nueront d'y être assujettis tant qu'ils subsisteront, et
« néanmoins lesdits vingtièmes seront acquittés par les
« baillistes desdits biens, sans aucune répétition contre le
« preneur » (8).

2° LES BAUX.

a) *Le renouvellement des baux.*

Les articles 7 à 13 du bail Ponton concernent la question du renouvellement des baux et de la procédure à suivre. Les Fermiers auront à renouveler les baux, mais il faut distinguer selon qu'il s'agit de baux à temps ou de baux à rente perpétuelle.

En ce qui concerne les *baux à temps* (3, 6 et 9 ans), les Fermiers ont un délai de 2 ans pour poursuivre devant l'Intendant ceux qui ont mal entretenu les biens qui leur ont été affermés (art. 9). Ils seront tenus, avant de renouveler les baux, de veiller à l'exécution de toutes les réparations et améliorations qui y étaient stipulées (art. 10). Si, faute d'appliquer ces prescriptions, les nouveaux baux sont passés à un prix inférieur aux anciens, les Fermiers en supporteront sur leurs deniers la différence (art. 11). Si, au contraire, le bail a été réduit indépendamment de la volonté des Fermiers, par arrêt du Conseil par exemple, la diminution du bail est allouée en dépense dans leurs comptes (9). L'esprit de cette solution est analogue à celui qui dicte la décision de tenir compte au Fermier des mainlevées accordées pendant son bail. Les baux à temps seront adjugés par les Intendants, ou leurs subdélé-

(7) *Lettre des Fermiers au baron de Breteuil*, 16 janvier 1784. A.N., Série TT 284 (263).

(8) A.N., Série TT 285-A, D. IV.

(9) Arrêt du 31 janvier 1789. A.N., Série E-2655.

gués (art. 12), comme cela a été régulièrement fait depuis l'arrêt du 26 août 1727 (10).

En ce qui concerne les *baux à rente perpétuelle*, ils ne peuvent être résiliés, sauf au cas où ils auraient été passés à « vil prix ». Seul le Conseil du Roi est compétent pour annuler ces baux (art. 8).

Mais les Fermiers peuvent être amenés à passer de nouveaux baux à rente perpétuelle, dont l'adjudication doit se faire devant l'Intendant lui-même, et non l'un de ses subdélégués (art. 13). Le bail à rente perpétuelle est un contrat réel, n'entraînant pas une obligation personnelle (le paiement du prix), mais une charge foncière. C'est l'échange d'un immeuble contre un autre immeuble : la rente. Ce droit immobilier ne peut être racheté, c'est un droit de propriété *incommutable*.

En fait, ces conséquences théoriques très importantes n'ont pas été acceptées dans toute leur rigueur dans le cas des biens des religionnaires fugitifs. Les adjudicataires ont eu tendance à considérer incommutable leur droit de propriété, mais cela n'a jamais figuré dans les arrêts du Conseil qui ont confirmé les adjudications de ces baux. Bien plus, dans l'arrêt du 12 février 1745 que l'on étudiera plus loin, il est précisé que tous les arrêts approbatifs des baux à rente perpétuelle des biens des religionnaires portent expressément qu'au cas où le Roi disposerait de ces biens par don, mainlevée, ou autrement, les fermiers seraient tenus de les rendre à ceux en faveur de qui il en aurait disposé (11). C'est le sort qui leur sera d'ailleurs réservé par le Décret du 15 décembre 1790 qui ordonnera la restitution de leurs biens aux émigrés.

L'attrait que représentait un droit, sinon incommutable cependant moins précaire que celui des adjudicataires à temps, explique le parti que tirèrent les Fermiers de la Régie des baux à rente perpétuelle pour la gestion des biens des reli-

(10) Cf. *supra*.

(11) Nous n'avons pas personnellement rencontré cette clause résolutoire dans les arrêts de confirmation que nous avons dépouillés : 6 arrêts des 17 et 19 février 1740 (Inv. d'arrêts de janvier et février 1740. Mlle LABBÉ, Thèse, Paris, 1940), 4 arrêts du 6 février 1750 (Inv. d'arrêts de janvier et février 1750. POINSOT, Thèse, Paris, 1938), 3 arrêts du 18 novembre 1760 (Inv. d'arrêts de novembre et décembre 1760, THARASSE, Thèse, Paris 1938).

gionnaires. Par ce moyen, les Fermiers se trouvaient en outre déchargés de toutes les impositions ordinaires auxquelles ces biens étaient soumis. Si le fonds était en bon état, l'adjudication à titre de bail à rente perpétuelle était l'occasion d'en augmenter le prix : c'est le cas des biens du religieux fugitif Joseph Grenon, situés dans la Généralité de La Rochelle, qui sont afferméés en janvier 1773 pour 170 livres. Le 10 mars de la même année, une meilleure offre à 225 livres est acceptée et confirmée par arrêt du Conseil. En 1782, l'ancien fermier propose 390 livres pour les mêmes biens, mais à la condition que le bail lui soit passé à rente perpétuelle (12) ce qui est sanctionné par un arrêt du Conseil du 21 décembre 1782. En 1789, enfin, le Fermier général, André Piotton, estime que cette somme est encore insuffisante et demande au Conseil d'annuler l'arrêt de 1782, ce qu'il obtient par arrêt du 3 janvier 1789 (13). Pour les seuls mois de janvier et février 1789, nous avons relevé 6 arrêts autorisant une nouvelle adjudication de biens pour obtenir de meilleurs prix (14).

Si le fonds était en mauvais état et si l'on avait du mal à trouver un fermier, le bail à rente perpétuelle était le meilleur moyen d'en trouver un. Ceci ressort de tous les rapports des Fermiers de la Régie et des lettres des Intendants. C'est surtout dans cette hypothèse que l'on eut recours à ce type de bail. Pradier, Fermier du bail Lambert, signale, en 1735, plusieurs offres de soumissionnaires qui proposent de prendre à bail à rente perpétuelle des biens vétustes, en acceptant de les réparer, de les entretenir et d'acquitter les cens et impositions diverses. Pradier conclut : « Cela est avantageux pour « la Régie » (15). Dans sa lettre du 25 octobre 1746, Saint-Florentin invite Barentin, Intendant de La Rochelle, à donner les biens à rente perpétuelle si les offres de baux ordinaires ne sont pas suffisantes. Dans sa réponse, Barentin se

(12) A.N., Série TT 286-A, D. VI.

(13) A.N., Série E. 2655.

(14) A.N., Série E. 2655 : 3 arrêts du 3 janvier 1789, 1 arrêt du 17 janvier 1789, 1 arrêt du 21 janvier 1789 et 1 arrêt du 14 février 1789.

(15) A.N., Série TT 287 D. III.

demande si le Roi pourra, s'il le désire, remettre les biens aliénés aux religionnaires fugitifs ou à leurs parents (16).

Dans certains cas, les Fermiers de la Régie ont préféré *vendre* les biens plutôt que de les donner à bail à rente perpétuelle. En 1740, les comptes de la Régie mentionnent pour la première fois des biens vendus, mais on avait déjà proposé auparavant de vendre les biens, comme la meilleure solution possible. Ainsi, l'Intendant de Montauban, La Berchère, suggérait longuement dans une lettre au Conseil de 1689 de vendre ou d'aliéner les biens improductifs. Nous ne connaissons malheureusement pas la suite qui a été donnée à cette lettre (17).

Le Conseil du Roi est seul compétent pour autoriser les ventes qui, d'ailleurs, n'ont pas été si nombreuses. On évalue le prix du fonds par rapport au prix annuel de l'ancien bail, sur la base du denier vingt ou du denier vingt-cinq (5 ou 4 %) (18). Ce prix de vente doit être impérativement réemployé, soit dans l'achat d'autres biens fonciers, soit de préférence en rentes constituées.

b) *L'exécution des baux et l'entretien des biens.*

Le Fermier général doit veiller à l'exécution des baux et à l'entretien des biens affermés. Il est tenu de les entretenir en « bon père de famille » (art. 4 du bail Bléville), mais il n'a pas à réparer les biens en ruines à la condition de dresser un état de ces derniers (art. 5 du bail Bléville). En outre, il a la responsabilité des réparations locatives à la charge des titulaires des baux des biens.

La procédure à suivre pour l'exécution des réparations est assez complexe, même pour celles à effectuer sur les biens passés à bail à rente perpétuelle. Une requête doit être adressée à l'Intendant afin de nommer un expert pour visiter les lieux. Le procès-verbal de la visite est dressé. Un devis est établi, puis est publié par l'Intendant qui ordonne l'adju-

(16) BARENTIN à SAINT-FLORENTIN. Lettre du 18 nov. 1746. A.N., Série TT 288 D. VI.

(17) Mlle BOST, Thèse précitée, pp. 60-61.

(18) A.N., Série E. 2655, 3 janvier 1789, 8 février et 14 février 1789.

dication au rabais des réparations. Les réparations effectuées, les biens sont à nouveau visités par un expert et le prix convenu est versé à l'adjudicataire. Il a fallu examiner auparavant si les réparations étaient réellement urgentes et indispensables, car aux termes de l'arrêt du 4 décembre 1727 (19), elles ne sont autorisées qu'à la condition de n'y employer que la moitié au maximum du revenu annuel pour ceux de moins de 300 livres, et que le tiers pour les autres.

L'intervention et le contrôle des Intendants répondent, sur ce point particulier des réparations, à l'idée essentielle qui a animé toute la politique royale à l'égard des biens des religionnaires : les biens sont confisqués, mais leur vocation n'est pas d'être définitivement sous l'autorité royale. Amenés à être remis sous certaines conditions à leurs anciens propriétaires si le Roi use de sa grâce à leur égard, l'administration royale doit veiller sur eux. Mais les complications et les délais de cette procédure provoquèrent finalement la dégradation de nombreux fonds.

Le bail Ponton précise à propos des baux un point important : celui des *risques*. Le Fermier général ne pourra rien répéter pour les grêles et autres événements imprévus (art. 5), et, bien entendu, tous les risques d'administration et les frais de Régie, à Paris comme en province, sont à sa charge (art. 6).

3° LES BIENS DE NOUVELLE RÉGIE.

Les articles 14 à 31 du bail Ponton concernent l'entrée dans la Régie des biens qui seront saisis ou confisqués pendant le bail, et les droits de remise des Fermiers pour leur gestion.

a) *Recherche des biens.*

Depuis le début des confiscations, avant même la Révocation de l'Edit de Nantes, la meilleure méthode a toujours consisté à se servir des dénonciateurs. Le principe de leur rémunération n'a pas varié depuis la Déclaration du 20 août 1685. Les dénonciateurs perçoivent à titre viager une part du revenu

(19) L.P., p. 569.

des biens qu'ils ont découverts : la moitié pour les revenus inférieurs à 500 livres, le tiers pour les revenus inférieurs à 1.000 livres et le quart pour les revenus supérieurs à 1.000 livres (art. 29). Mais les frais de poursuite sont entièrement à leur charge (art. 30). Toutes les sommes qui leur seront payées seront allouées en dépense dans les comptes des Fermiers de la Régie (art. 31). Dans les comptes Lambert, par exemple, cités plus haut (20), ces sommes apparaissent au chapitre des dépenses sous le nom de « droits de dénonce ».

b) *Frais de justice.*

Aussitôt les biens dénoncés, de nombreuses dépenses sont engagées : frais de « capture » et « conduite » des fugitifs, et surtout frais de « procédure » et « justice », pour mener à bien les saisies, les procès de confiscation et pour s'opposer, éventuellement, aux demandes en mainlevée.

Les Fermiers font l'avance de tous les frais de justice (art. 14). Cette règle, reproduite dans les baux, a été affirmée une fois pour toutes par l'arrêt du Conseil du 20 septembre 1748 (21), qui reprenait en les complétant les termes de l'arrêt du 31 janvier 1713 (22) : « La Régie est tenue de « faire le paiement de ces frais sur le champ et sans aucun « retard, à charge néanmoins de faire viser par l'Intendant « les exécutoires décernés par les juges, trois mois au plus « tard, après que le paiement en aura été fait ».

Malgré la précision de cet arrêt, les Intendants hésitèrent quelquefois pour déterminer qui devait supporter le paiement immédiat de ces divers frais : Régie, Economats ou Domaine ? La Bourdonnaye, Intendant de Rouen, écrit le 5 juillet 1751 à Saint-Florentin pour lui demander sur qui il doit décerner les exécutoires afin de rembourser la Maréchaussée de frais de conduite d'un prisonnier du Havre à Rouen (23). Tourny, Intendant de Bordeaux, a décerné plusieurs fois en 1754 des exécutoires sur le Domaine (24) pour le paiement de frais

(20) Cf. chapitre 3.

(21) A.N., Série TT. 285 A (426).

(22) L.P., p. 463.

(23) A.N., Série TT 462 (262).

(24) A.N., Série TT 462 (193).

de procédure. La réponse de Saint-Florentin a toujours été la même : les exécutoires doivent être décernés sur la Régie.

Les Fermiers peuvent se faire rembourser de leurs avances de frais sur les biens de ceux qui les ont occasionnés, une fois qu'ils sont confisqués. Après un délai d'un an, s'il n'y a pas de créancier, ils font procéder par l'Intendant à la vente des meubles et d'une partie des immeubles si c'est nécessaire (bail Ponton, art. 17), mais s'il reste des meubles une fois leurs frais remboursés, le produit de leur vente devra être réemployé (art. 22) et les biens immeubles seront mis en Régie (art. 23). S'il y a des créanciers, les Fermiers se pourvoiront aussi devant l'Intendant (art. 18) qui règlera l'ordre des dettes à éteindre. Si la condamnation du fugitif n'a abouti qu'à une amende, une procédure analogue est à suivre pour obtenir la vente des meubles (art. 19).

Au lieu de se faire rembourser directement sur les biens, les Fermiers peuvent se faire allouer en dépense dans leurs comptes les exécutoires des Intendants. Dans les comptes Lambert et Bléville, par exemple, des frais de cette nature apparaissent dans le chapitre des dépenses, sous le titre : « Payé sur les ordres des Intendants ».

c) *Gestion et droits de remise.*

Le Fermier général gère les biens confisqués pendant la durée de son bail au nom du Roi en tant que *Régisseur*. Mais les règles et les méthodes de sa gestion sont les mêmes pour les biens de Nouvelle Régie et pour ceux de la Ferme. Mêmes sortes de baux, même procédure à suivre pour les passer, même obligation de veiller à leur exécution.

Les recettes brutes de la gestion des biens de Nouvelle Régie sont versées à la Caisse des Economats. En contrepartie, le Régisseur est remboursé de ses frais de Régie (procès-verbaux de visite de biens, réparations, etc.) et dispose d'un droit de remise, en forme de tant pour cent, calculé sur le revenu des biens. Le montant de la remise est, en principe, de 4 sols pour livre; toutefois, il varie selon la nature des biens.

Il s'élève à 6 sols pour livre (30 %) pour les biens que le Régisseur a réussi à faire rentrer dans la Régie, bien qu'ils

n'en eussent dû jamais sortir, qu'ils soient restés dans l'oubli, ou que leurs anciens détenteurs en aient obtenu frauduleusement la mainlevée (art. 24 et 25). Il tombe à 2 sols pour livre pour les biens qui ne sont que séquestrés, et à 6 deniers pour livre (2,5 %) pour la garde des espèces et effets mobiliers séquestrés (art. 26). Enfin, il n'est prévu aucun droit de remise pour les biens qui entreront en Régie par ordre exprès du Roi (art. 27).

Ces différents taux de remise viennent sanctionner dans chaque cas la peine plus ou moins grande que prendra le Régisseur pour faire entrer ces biens dans la masse des biens déjà saisis ou confisqués.

4° LES MAINLEVÉES.

Le bail prévoit de tenir compte aux Fermiers des mainlevées qui seront accordées pendant la durée de leur bail, mais à la condition d'en fournir les pièces justificatives (art. 32). Ceci ne concerne que les mainlevées des biens entrés dans la Ferme avant le début du bail, car les Fermiers ne peuvent prétendre à aucune indemnité pour les mainlevées données sur les biens de Nouvelle Régie (art. 28).

Quelques difficultés s'élevèrent au sujet de la procédure à suivre pour obtenir les mainlevées. Qui est compétent pour les accorder ? L'Intendant accorde les mainlevées sur les biens saisis, faute de remplir les conditions de leur possession (Déclaration de 1698). Les requêtes et les placets ont été fréquemment envoyés au Conseil qui les renvoyait devant l'Intendant pour exécution. Mais pour les biens confisqués à la suite d'un procès, le Conseil du Roi est seul compétent (25). Dans la pratique, on confondit fréquemment les deux situations et une lettre déjà citée de Saint-Priest, Intendant du Languedoc, à Malesherbes en 1775 (26) est la preuve de cette incertitude. Nous avons relevé pour la période janvier-février 1789, 3 arrêts de mainlevée sur des biens qui avaient été confisqués (27).

(25) Arrêt du 15 novembre 1742 (bail Bléville). L.P., pp. 577-583. Arrêts du 1^{er} novembre 1751 et du 13 janvier 1761.

(26) A.N., Série TT 284 (61).

(27) A.N., Série E. 2655. 3 arrêts du 28 février 1789.

Dans l'un de ces arrêts (28), la mainlevée n'est accordée au petit-neveu d'un religionnaire fugitif qu'à la charge par lui d'abandonner tout ou partie des biens au cas où, dans un délai de 10 ans, un autre parent régnicole, ayant un droit préférable ou égal au sien, se présenterait.

Les Fermiers se sont plaints que des demandes en mainlevée n'aient été faites que pour suspendre pendant le cours de l'instance le paiement des baux, bien qu'un arrêt du Conseil du 25 janvier 1737 eût précisé que les demandes en mainlevée n'interrompent pas le règlement des fermages (29). Il ne semble pas que des abus aient été fréquemment commis en cette matière dans laquelle la jurisprudence du Conseil a toujours été très ferme. En 1789, le sieur Isnard demanda la mainlevée sur les biens de son grand-oncle, le sieur Donzieux, et la restitution des fruits à compter de la date de sa première demande en 1774. L'arrêt accorde la mainlevée « sans néanmoins aucune restitution de fruits, si ce n'est du jour de la signification du présent arrêt » (30).

SECTION DEUXIÈME

L'administration locale

Les baux de la Régie et les arrêts du Conseil évoquent souvent, dans leur style impersonnel, les Directeurs de la Régie en province, les receveurs, les commis, les préposés, etc., et laissent entendre au premier abord qu'un imposant appareil administratif, solidement charpenté, était établi dans les Généralités.

Il semble, au contraire, que le personnel de la Régie était assez restreint, quoique les places en étaient fort sollicitées, et fonction de l'importance des biens confisqués dans chaque Généralité. De plus, ce personnel n'était pas spécialisé : les titulaires de postes de Directeurs ou de préposés étaient

(28) Versailles. Arrêt du 28 février 1789. A.N., Série E. 2655.

(29) Lettre des Fermiers du 22 novembre 1781. A.N., Série TT 284 (201).

(30) Versailles. Autre arrêt du 28 février 1789. A.N., Série TT 2655.

souvent titulaires d'autres offices. Représenter la Régie en province était une occupation d'appoint.

En principe, il y avait un Directeur par Généralité où des biens se trouvaient confisqués ou saisis, encore que certaines n'en aient pas été toujours pourvues (31). Pour désigner ce représentant de la Régie, la terminologie n'est d'ailleurs pas fixe. On le nomme « Directeur de la Régie des biens des religionnaires », « Receveur de la Régie de la ville de... », « Directeur et Receveur de la Régie et Ferme », ou plus simplement encore : « Chargé de la Régie des biens des prétendus réformés ».

Ce ne sont pas les Fermiers de Paris qui les nomment, mais le Secrétaire d'Etat chargé de la Direction des biens des religionnaires fugitifs, sur avis de l'Intendant. Le nombre des requêtes qui furent adressées à Saint-Florentin pour obtenir des places est considérable, et indique qu'elles devaient être appréciées.

C'est sur ordre de Saint-Florentin, on l'a vu plus haut (32) que le Directeur de la Régie à Dijon, Calmelet, a été révoqué. En 1752, les Fermiers ne sont pas satisfaits de Macqueron, leur Directeur à Orléans. Ils demandent à Saint-Florentin d'en nommer un autre et, d'autre part, de bien vouloir signer la procuration d'un préposé pour Clamecy (33).

C'est à Saint-Florentin encore que l'on s'adresse en 1755 pour obtenir la place de Directeur à Grenoble dont le titulaire vient de décéder (34). Pas moins de six personnes prétendent à sa succession : François, marchand, notaire et procureur à la Chambre des Comptes de Grenoble; Pierre Gérinier, procureur à Grenoble; Martin, voyer à Grenoble, qui demande la place pour s'en acquitter « plus par honneur que par intérêt, n'ayant d'autre vue que de s'occuper » (!); Delagatines, Inspecteur des travaux en Dauphiné; Joseph Colin, conseiller du Roi, et Durand, l'ancien commis du Directeur de la Régie à Grenoble. De plus, la plupart de ces placets sont accom-

(31) On se plaint qu'il n'y a pas de Directeur de la Régie à Auch en 1757, malgré 1.500 livres de revenu annuel. Lettre à SAINT-FLORENTIN, A.N., Série TT 462 (209).

(32) Cf. chapitre 3.

(33) A.N., Série TT 281, D. XV.

(34) A.N., Série TT 281, D. X.

pagnés de recommandations : on y retrouve les signatures de Thibaud, premier commis du Dépôt de la guerre à l'Hôtel des Invalides, celle de Maurepas, d'autres illisibles...

Certaines anecdotes sont pittoresques. En 1770, on veut révoquer Chocquin, Directeur à Poitiers depuis 1749 (35). Mais on a oublié de compter sur la bouillante femme du Directeur. Elle écrit placet sur placet, et profite d'une visite de Saint-Florentin à Poitiers pour présenter personnellement sa requête : « Elle se rendit avec la foule à l'hôpital où le « digne seigneur devait aller voir le dîner des pauvres qui « devaient leur existence à sa charité. Elle fendit la presse « et fit ses représentations au Ministre qui reconnut la légitimité de sa réclamation et promit d'y avoir égard. » Chocquin fut non seulement maintenu Directeur, mais son fils lui succéda.

Quelles sont les *fonctions* du Directeur ? Il représente la Régie. C'est lui qui, au nom des Fermiers de Paris, doit veiller à l'exécution des baux et en assurer le recouvrement au plus tard 6 semaines après leur échéance. Il assure les rapports avec l'Intendant et surveille les commis auxquels il délègue ses pouvoirs. Il s'oblige à remettre tous les mois à la Caisse générale de la Ferme les fonds de son recouvrement. En 1789, par exemple, l'Intendant de Bordeaux ordonne qu'une somme de 9.215 livres provenant d'une confiscation soit déposée chez le Directeur de la Régie à Bordeaux. Le Fermier général Piotton, obtient l'annulation de l'Ordonnance de l'Intendant et la remise de la somme entre ses mains (36).

Le Directeur s'oblige également à remettre tous les ans, 3 mois au plus tard après la fin de l'année, un compte général.

Les Fermiers généraux ne se reposent pas entièrement sur leurs directeurs, avec lesquels ils sont souvent en désaccord. Ils font des tournées d'inspection, et au moins une tournée générale annuelle dans tout le Royaume. Ils se rendent compte ainsi par eux-mêmes de la situation de la Régie.

Un rapport de Pradier, fondé de procuration de Plessart,

(35) A.N., Série TT 284 (129 et ss.).

(36) Versailles. Arrêt du 14 février 1789. A.N., Série E. 2655.

puis caution de Lambert, est adressé à Saint-Florentin en 1734 au cours d'une de ces tournées (37). Il lui propose des améliorations : « Je quitte la Guyenne, après avoir visité « tous les biens par moi-même et avoir pris les mesures « nécessaires pour qu'ils soient entretenus comme il faut. »

Comment les Directeurs de la Régie sont-ils *rémunérés* ? Ils ont un « fixe » de 2 sols pour livre sur le recouvrement effectif de leurs recettes, avec lequel ils doivent supporter leurs propres frais de Régie : commis, papier, plume, loyer de bureau, façon de comptes, à l'exception des frais de port de lettres reçues ou envoyées. Ils n'ont qu'un sol pour livre de remise sur le produit des biens de Nouvelle Régie, mais la Compagnie des Fermiers leur accorde 3 sols pour livre pour les baux dont ils réussissent à augmenter le prix (38). Les Directeurs de la Régie reversent une partie de leurs droits de remises à leurs préposés, s'il y a lieu.

Une vingtaine de Directeurs de la Régie pour toute la France, avec chacun quelques préposés et 1 ou 2 commis pour leurs comptes. 5 à 6 commis au Bureau de Paris, les Fermiers enfin : au total 100 à 150 personnes au maximum composent le personnel d'administration de la Régie.

SECTION TROISIÈME

Les frais de Régie

Les frais de Régie s'élevaient annuellement à 80 ou 100.000 livres environ, pendant la Régie Boucher (1700-1716). Ce chiffre de dépenses se maintint pendant toute la durée du bail Duchesne et de la Régie Plessart. A la fin du XVIII^e siècle, les frais d'administration de la Ferme furent moindres : ils oscillèrent autour de 50.000 livres. Cette diminution tient en premier lieu à la réduction du nombre de fonds à gérer et à la diminution du nombre de procès à

(37) A.N., Série TT 277 (236 à 251).

(38) Procuration de Nicolas Robelot au sieur Macqueron pour être Directeur et Receveur de la Ferme et Régie en la Généralité d'Orléans. 20 septembre 1755. A.N., Série TT 281, D. XVII.

défendre. Elle tient aussi à une administration locale qui eut le temps de s'organiser. On a dit plus haut que la gestion qualitative de la Ferme avait été médiocre : les Fermiers surent tout au moins réduire leurs frais d'administration.

Les frais de la Ferme se répartissent en 4 grands chapitres :

- les droits de remise aux Directeurs ;
- les frais généraux ;
- les non-valeurs ;
- le service des fonds d'avance empruntés par les Fermiers à chaque renouvellement de bail.

a) Les droits de remise aux Directeurs.

C'est le montant des 2 sols pour livre de leurs recettes brutes qui leur sont accordés, plus les droits de remise exceptionnels et les gratifications.

b) Les frais généraux.

Ils comportent : les frais du *Bureau de Paris* : 4 personnes en 1754, mais 5 vers 1780 (1 commis principal, 3 commis aux écritures et 1 garçon de bureau). Le loyer du bureau, le bois, la chandelle, les voitures et dépenses diverses, les étrennes. Ils comprennent aussi les *frais d'administration* : les tournées des Fermiers à travers la France, les ports de lettres et le remboursement des frais de poste aux Directeurs de province. Ces frais de poste sont extrêmement élevés : 2.200 livres en 1754, 1.400 livres vers 1780. Pour les diminuer cependant, les Fermiers obtinrent d'Amelot que le transport d'une partie de leur courrier, surtout ce qui concernait l'envoi des volumineux dossiers contentieux, se fasse sous le cachet du ministre pour éviter les frais de poste. La même demande a été faite à Breteuil en 1783 (39).

c) Les non-valeurs.

Ce sont les baux dont le prix n'a pu être perçu pour des

(39) Lettre des Fermiers au Baron de Breteuil le 6 décembre 1783. A.N., Série TT 284 (262).

raisons diverses. Le Fermier général en supporte le risque en vertu de son bail.

d) Le service de l'intérêt des fonds d'avance empruntés par le Fermier à chaque renouvellement de bail.

Le taux de cet intérêt se monte à 10 %.

On trouvera sur le tableau de la page 110 les frais de Régie comparés en 1754 (40) et vers 1780 (41).

Ces états ne tiennent pas compte de deux autres sources de dépenses :

— La « *façon des comptes* », d'autant plus coûteuse que les comptes étaient rendus et arrêtés avec beaucoup de retard. Les Fermiers en évaluaient le coût à 1.000 livres par an, correspondant au paiement du comptable indispensable pour les établir. Une partie seulement de cette dépense figure dans les comptes eux-mêmes puisqu'elle n'intervenait pour la plus grande part qu'à l'issue du bail. Pour s'en dédommager, les Fermiers ont demandé plusieurs fois une indemnité par requête particulière;

— Les *faillites* des Directeurs de province. Les Fermiers se sont plaints non seulement de la gestion de leurs Directeurs, mais quelquefois de leur malhonnêteté. Les faillites, ou les détournements de fonds, faisaient partie des risques à la charge des Fermiers en vertu de leur bail. Toutefois, ils demandèrent des indemnités au Conseil à plusieurs reprises.

*
* *

Après avoir passé en revue les différents aspects de l'administration des biens des religionnaires fugitifs, le rôle des Fermiers apparaît comme bien moins important qu'on a pu le croire tout d'abord. On voit à chaque instant leurs initiatives limitées par les décisions du pouvoir central. Ils ne sont entièrement libres ni de passer les baux, ni d'effectuer les réparations, ni de vendre les biens, ni même de choisir

(40) A.N., Série TT 282, D. IV.

(41) La date exacte ne figure pas sur cet état de dépenses, mais le contexte et les pièces voisines permettent de le situer entre 1777 et 1780. A.N., Série TT 284 (69 et 70).

leur personnel d'administration locale. Dans ces domaines essentiels, leur rôle se limite à des avis, à des propositions.

En contrepartie, les risques qu'ils ont à supporter sont très limités. Déjà, au moment du bail Duchesne, nous nous sommes demandé, s'il s'agissait vraiment d'une Ferme ou d'une sorte de Régie intéressée. Nous optons plutôt pour le second terme de l'alternative. Sans doute, le zèle des Fermiers et des Régisseurs est excité par les avantages qui figurent dans le contrat, mais en réalité ils ne sont que des auxiliaires, combien imparfaits d'ailleurs, de l'administration centrale. Dans un arrêt du Conseil du 27 juin 1724 (42), le Roi emploiera à leur égard l'expression d' « administrateur comptable ».

Limités dans leurs initiatives, se défiant des responsabilités, ils se retournent à chaque instant vers les Intendants, vers le Ministre. Ce dernier est le véritable, le seul directeur des biens, comme son titre l'indique.

Mais cette solution bâtarde d'une Ferme qui n'en est pas une, entraînant lenteur administrative et entraves dans la gestion des administrateurs, n'est-ce pas là la véritable cause de la médiocrité des résultats ?

(42) Cf. Conclusion.

Frais de Régie en 1754 et vers 1780

DÉPENSES	1754 (1)		1780 (2)	
<i>Droits de remise aux Directeurs :</i>				
Remise de 2 sol pour livre.	12.500		12.753	
Autres primes pour augmentation du prix des baux	—		6.250	
Etrennes et gratifications .	4.035	16.535	2.000	21.003
<i>Frais généraux :</i>				
Bureau de Paris :				
Loyer	1.000		1.500	
Papier chauffage, chaudielle, etc	1.500		1.000	
Appointements	3.960		7.300	
Voitures	500		400	
Etrennes, gratifications..	2.400		2.000	
Ports de lettres	2.200		1.400	
Ports d'argent	600		—	
Tournées annuelles (tournée générale incluse) ..	1.800	13.960	—	13.600
<i>Droits de présence et honoraires à 5 %</i>	3.625			
<i>Droits manuels</i>	1.400			
<i>Aumône annuelle</i>	150			
<i>Reddition de compte au Roi</i>	1.500			
<i>Divers</i>	1.457	8.132		
<i>Non-Valeurs</i>		3.000		6.376
<i>Intérêts des Fonds d'avance à 10 %</i>		7.250		9.000
TOTAL		48.877 Livres		49.979 Livres

(1) AN. Série TT. 282. Dos. IV.

(2) AN. Série TT. 284. (69-70).

CHAPITRE V

LA RESTITUTION DES BIENS ET LA LIQUIDATION DE LA FERME

La politique royale s'est progressivement adoucie à l'égard des protestants pendant le cours du XVIII^e siècle. La législation répressive et toutes les Déclarations importantes datent du règne de Louis XIV, celle de 1724 exceptée. Mais ce texte d'une excessive sévérité, qui rappelait uniformément tous les textes anciens, qu'ils se contredisent ou non, ne fut pratiquement pas appliqué.

Depuis 1730, la question protestante a perdu de son acuité. A de rares exceptions près, l'attitude des Intendants à son égard est devenue celle de « l'inaction volontaire ». A plusieurs reprises, ils freinent les accès de sévérité brutale de Saint-Florentin. Les Edits, les Déclarations sont appliqués plus mollement. On tourne la Déclaration de mai 1699 par exemple, qui, régulièrement renouvelée de 3 ans en 3 ans, interdisait aux nouveaux convertis de vendre ou d'aliéner leurs biens sans la permission du Roi : ces permissions sont de plus en plus largement accordées jusqu'au moment où, en 1781, on renonce à renouveler l'interdiction de principe.

Le dernier sursaut de sévérité date des années 1745-1750, où dans le Midi tout au moins, on fit revivre de vieilles Ordon-

nances en percevant strictement des amendes auprès des habitants des districts où l'on savait se tenir des Assemblées du Désert. Puis ces amendes dégénérèrent peu à peu en une sorte d'impôt régulier au moyen duquel les protestants acquéraient le droit de pratiquer leur culte. Ces persécutions s'étaient accompagnées de nouvelles confiscations de biens. Les baux Bléville et Robelot les mentionnent dans leurs comptes. Mais elles avaient rapidement cessé. En 1762, Calas est encore condamné à Toulouse, mais sa réhabilitation en 1765, à Paris, est le symbole de la victoire de la cause des protestants.

Dans le XVIII^e siècle finissant, les passions religieuses se sont éteintes. D'autres idéaux sont venus remplacer celui de l'unité religieuse qui hanta la politique du Roi-Soleil. Les abus provoqués par sa politique, puis l'action des philosophes et les scandales du haut-clergé au XVIII^e siècle, entraînèrent un scepticisme religieux croissant.

L'Edit de novembre 1787 établit enfin officiellement le régime de la « tolérance » en accordant aux protestants une existence civile : ils peuvent vivre en France, s'y marier légalement devant les officiers de justice, faire enregistrer leurs naissances. Mais on n'y soulève ni la question des émigrés, ni celle de la confiscation de leurs biens.

C'est l'Assemblée Constituante, 3 années plus tard, qui affirme le principe de la restitution de leurs biens aux religieux fugitifs et à leurs héritiers, dans son Décret du 10-18 juillet 1790 (1). Mais elle en suspend l'exécution à un décret ultérieur qui en fixera les modalités, après avoir entendu le Comité des Domaines.

Six mois plus tard, le *Décret du 9-15 décembre 1790* constitue le texte essentiel de la restitution des biens de la Régie (2). Barère de Vieusac en fut le rapporteur à l'Assemblée. Dans un style de justicier biblique qu'affectionnaient alors tous les révolutionnaires de 1789, il s'écrie : « Il a donc
« fallu attendre le moment de la justice nationale, pour
« restituer aux descendants infortunés des calvinistes, cette
« portion de biens que des erreurs politiques et l'intolérance

(1) DEVILLENEUVE, *Recueil général des Lois*, Tome I^{er}, p. 37. Les deux dates indiquées sont celles du vote et de la promulgation.

(2) DUVERGIER, *Collection des Lois*, Tome II, p. 103.

« religieuse avaient usurpée sur des familles plus à plaindre
« qu'à punir » (3).

Après avoir rappelé sommairement l'histoire des confiscations depuis le début du règne de Louis XIV, son projet de décret est adopté sans discussion.

Deux sortes de biens sont envisagées par le Décret du 9-15 décembre 1790 :

- les biens qui se trouvent actuellement dans la Régie ;
- les biens qui en sont sortis, soit par mainlevées, soit qu'ils aient été vendus.

1° BIENS EN RÉGIE.

C'est le cas le plus simple. Les religionnaires et leurs héritiers ont un délai de 3 ans pour en demander la mainlevée devant les tribunaux de district qui se prononceront après communication au Procureur général syndic du département et sur les conclusions du Commissaire du Roi (art. 2). Tous les titres et pièces seront communiqués au Tribunal (art. 3), qui pourra, s'il les juge insuffisants, s'informer par enquête, même de commune renommée (art. 4). Tous les titres, baux et documents aux mains de la Régie seront communiqués sans frais aux parties requérantes (art. 5). Une fois la mainlevée obtenue, les héritiers des religionnaires ne pourront se mettre en possession qu'après signification au régisseur (Fermiers de la Régie) et à ses préposés, ainsi qu'aux détenteurs de biens (art. 6).

Les droits des religionnaires à l'égard des fermiers détenteurs des biens dont ils ont obtenu la mainlevée, ne sont pas les mêmes selon qu'il s'agit de baux ordinaires ou de baux à rente perpétuelle :

a) Pour les baux ordinaires, « ils seront tenus de les « entretenir et ils en percevront le loyer ». Ils ne pourront donc réintégrer ces biens qu'à expiration des baux s'ils ne veulent pas les renouveler (art. 8).

(3) *Le Moniteur universel*. Samedi 11 décembre 1790. Séance de l'Assemblée du 9 décembre.

b) Pour les baux à rente perpétuelle « avec clause résolutoire », ils pourront exiger des fermiers l'entrée en possession des biens aussitôt la mainlevée obtenue. Ils seront tenus cependant d'indemniser les fermiers de leurs frais de culture, labour et semence et du montant des sommes que les fermiers justifieront avoir payées pour leur entrée en jouissance (art. 7). Les religionnaires pourront d'ailleurs faire expertiser ces biens pour se faire rembourser des travaux qu'ils auront à y effectuer s'il y a lieu (art. 9 et 10). Les fermiers devront restituer purement et simplement le prix de tous les arbres coupés depuis le Décret du 10-18 juillet 1790 (art. 11).

Deux observations sont à faire :

— En premier lieu, la loi se montre plus favorable à l'égard des fermiers ordinaires dont les baux ne sont pas résiliés, qu'à l'égard des fermiers à rente perpétuelle qui doivent permettre l'entrée en possession des biens aussitôt la mainlevée accordée;

— En second lieu, l'article 7 parle de baux à rente perpétuelle avec clause résolutoire. Nous avons eu sous les yeux une vingtaine d'arrêts du Conseil appratifs de ces baux, mais nous n'y avons jamais rencontré de clause résolutoire expressément formulée (4). On a vu pourtant que l'arrêt du Conseil du 12 février 1745 affirme que tous les arrêts du Conseil qui approuvaient les baux à rente perpétuelle contenaient cette clause. Faut-il considérer que les arrêts que nous avons relevés la contenaient *ipso facto* ? C'est possible, d'autant plus que le Décret ne fait aucune allusion aux baux à rente perpétuelle passés sans clause résolutoire, comme si ceux-ci ne s'étaient jamais rencontrés.

2° BIENS SORTIS DE LA RÉGIE.

Il s'agit des biens qui ont été vendus et de ceux dont la mainlevée a déjà été accordée soit à des parents des émigrés, soit à toute autre personne.

(4) Cf. chapitre 4. *Le renouvellement des baux.*

a) Biens *vendus* :

Les religionnaires ou leurs héritiers ne pourront plus les revendiquer. Barère de Vieusac justifie cette mesure par la nécessité de respecter la foi des contrats et de sauvegarder l'ordre social. Mainlevée leur sera accordée cependant sur les rentes constituées par le Gouvernement (ou les anciens Fermiers et Régisseurs) avec les sommes provenant de la vente de ces biens (art. 12).

b) Biens dont la *main-levée* a déjà été accordée :

Un délai de 5 années est donné aux émigrés et à leurs descendants pour faire valoir leurs droits, s'ils sont préférables ou égaux à ceux de leurs parents restés en France à qui la mainlevée a déjà été accordée (art. 17). Il était fréquent, en effet, que des parents en ligne collatérale aient obtenu des mainlevées au titre de neveu ou de petit-neveu; les descendants directs des religionnaires restés à l'étranger étaient donc admis à faire valoir leurs droits sur ces biens.

Certains biens avaient été remis par le Roi, à titre de don ou de concession, à des personnes autres que les parents des fugitifs. Le Décret révoque ces dons et ces concessions en faveur des descendants des émigrés sous deux réserves : ces derniers ne pourront prétendre à aucune restitution des fruits et la prescription trentenaire pourra leur être opposée par les héritiers de ceux à qui dons et concessions avaient été faits (art. 16).

Comme on le verra plus loin, l'application des deux articles 16 et 17 fut assez difficile.

Tel était le sort que prévoyait pour les biens confisqués le Décret de 1790. Il ordonnait en outre de dresser un état général de ces biens avec le nom des anciens propriétaires, afin de faciliter la tâche des tribunaux de district (art. 19). Tant que dureraient les instances, les fermiers actuels continueraient de payer le prix de leurs baux au Fermier général (André Piotton) qui, provisoirement, continuerait lui-même d'administrer les biens en Régie (art. 21). Une fois écoulé le délai de 3 ans pour se pourvoir en mainlevée, les biens non réclamés seraient vendus et le produit de la vente versé à la Caisse de l'Extraordinaire pour être reversé, avec les intérêts,

aux émigrés qui se présenteraient dans un délai illimité, à condition de justifier de leur descendance (art. 20). Les sommes non réclamées deviendraient définitivement propriété de la Nation. Enfin, la part des revenus qui avait été accordée aux dénonciateurs pendant tout le XVIII^e siècle, leur était retirée à partir du 1^{er} janvier 1791 (art. 15).

L'article 22 du Décret avait une importance capitale : il reconnaissait à tous les émigrés et à leur descendance la qualité de Français, à la condition de revenir en France, d'y fixer leur domicile et de prêter le serment civique. Benjamin Constant, d'une famille originaire de l'Artois réfugiée dans le pays de Vaud après la Révocation de l'Edit de Nantes, dont le père était colonel d'un régiment suisse au service des Etats Généraux de Hollande, utilisa cette disposition législative pour se faire reconnaître la nationalité française.

Le dernier article enfin, recommandait au Roi de publier le Décret à l'étranger, par l'intermédiaire des ambassades et des consulats, pour en avertir tous les émigrés (art. 23).

L'ensemble de ces mesures concernait les biens situés en France, comme ceux qui se trouvaient en Lorraine, bien qu'ils aient été réunis par Ordonnance au Domaine des ducs de Bar et, par suite, soumis à un régime particulier après la réunion de la Lorraine à la France en 1766. Un Décret du 23 juillet 1793 vint le confirmer.

Le Décret du 15 décembre 1790 avait tenté de concilier autant qu'il était possible, deux impératifs contraires : restituer les biens confisqués à leurs anciens propriétaires, et éviter de troubler l'ordre social en donnant prétexte à une multitude de procès. Ainsi certaines situations de fait se trouvaient consolidées : celle des tiers acquéreurs des biens vendus, ou, en établissant une prescription trentenaire, celle des héritiers de ceux à qui les biens avaient été donnés ou concédés. Dans le même but, le Décret décidait de ne pas tenir compte des droits éventuels des créanciers ou des divers ayants-cause, dont les cas étaient infiniment moins intéressants que ceux des religionnaires émigrés.

Nous ne disposons pas de renseignements quantitatifs précis sur la masse des biens qui ne furent pas réclamés. Il semble qu'elle fut assez importante par rapport aux biens encore en Régie en 1790, dont Piotton assura la gestion jusqu'à leur vente. Les biens non réclamés furent vendus selon les prescriptions du Décret et leur liquidation définitive intervint en 1800 par une série d'arrêtés consulaires qui en disposèrent, avec d'autres revenus, en faveur d'hospices.

Quant aux biens dont la mainlevée avait déjà été accordée, nous pensons qu'un grand nombre d'instances furent introduites par les parents des fugitifs, pour rentrer dans leur possession. Nous n'avons, en fait, retrouvé dans le *Recueil Sirey* que 7 arrêts concernant les biens des religionnaires fugitifs de 1791 à 1820, et parmi eux, 1 concerne une affaire antérieure au Décret de 1790 (5), et 1 autre ne s'y réfère que pour une question de nationalité. Mais outre que la collection du Sirey est assez incomplète pour cette période et ne comprend que les arrêts de la Cour de cassation, les 5 ou 6 Décrets successifs qui sont venus, de 1791 à 1796, modifier le Décret de 1790, paraissent indiquer qu'il y eut bien des difficultés entre possesseurs actuels et héritiers des anciens propriétaires. Ces détenteurs, donataires, concessionnaires ou parents plus éloignés, se défendirent. Seuls leurs propres héritiers auraient pu se prévaloir de la prescription trentenaire, eux ne le pouvaient pas. Risquant de voir compromis cet « ordre social » qui avait été l'un des soucis du législateur de 1790, les articles 16 et 17 durent être plusieurs fois modifiés, par l'Assemblée Législative tout d'abord, dont ce fut l'une des ultimes décisions (Décret du 21 septembre 1792), par la Convention (Décrets du 2 septembre 1793, du 24 messidor an III, du 1^{er} jour complémentaire an III), enfin par les Assemblées du Directoire qui décidèrent en définitive, par le Décret du 4 nivôse an V (24 décembre 1796), que la prescription trentenaire pourrait être opposée par tous les *successeurs à titre universel* des religionnaires fugitifs, parents, dona-

(5) Cassation d'une vente d'immeubles réalisée en 1757 par un nouveau converti sans autorisation préalable du Roi, contrairement aux dispositions de la D. du 5 mai 1699, renouvelée de 3 ans en 3 ans jusqu'à la Révolution.

taires et concessionnaires et non plus seulement par leurs héritiers. Cette disposition atténuait, et, dans une certaine mesure révoquait, le principe de la restitution proclamé en 1790, puisqu'elle confirmait définitivement dans leurs droits tous ceux à qui la mainlevée avait été accordée depuis 30 ans pour quelque raison que ce fût, et même tous les *possesseurs de fait*.

Mais les descendants les plus proches des émigrés privés de leurs droits pouvaient encore prétendre à une indemnité sur les fonds prévus à cet effet et versés à la Caisse de l'Extraordinaire.

CONCLUSION

LA SITUATION JURIDIQUE DES BIENS EN REGIE

Il n'est pas habituel de poser la question de la situation juridique de biens meubles et immeubles, une fois achevée l'étude des droits et des obligations de ceux qui ont été appelés à les administrer. En effet, ceux-ci découlent le plus souvent de celle-là.

Mais le cas des biens des religionnaires fugitifs est, lui aussi, inhabituel. L'évolution des faits a commandé l'évolution du droit et on a assisté pendant tout le xviii^e siècle à l'incertitude des Intendants et des Fermiers à l'égard de leur compétence et des méthodes qu'ils pouvaient suivre pour assurer la gestion et la sauvegarde des biens.

Essayer de déterminer la situation juridique des biens des religionnaires au moyen des textes législatifs du Conseil et de sa jurisprudence permettra peut-être d'éclairer d'un jour nouveau l'histoire des hésitations et des incertitudes dont nous avons été les témoins.

On a voulu d'abord considérer ces biens comme faisant partie du Domaine et leur appliquer les règles qui régissaient ce dernier. Mais les biens confisqués aux protestants émigrés sont-ils domaniaux ? Et s'ils ne le sont pas, qui en est le véritable propriétaire ?

A. — Les biens confisqués sont-ils des biens domaniaux ?

Tout semble, au premier abord, confirmer cette hypothèse, mais certaines contradictions conduisent finalement à une opinion contraire (1).

La confiscation au profit du Roi est l'un des moyens d'accession au Domaine de la Couronne recensés par l'Ordonnance de Moulins de 1566. Parce que la confiscation est la peine accessoire du crime de lèse-majesté, dont la sanction principale est la peine capitale ou le bannissement, les biens du condamné échouent au Roi. Le Roi en devient propriétaire, au plus tard après 5 années si la peine n'a pas été exécutée ou si le procès a été fait par contumace. Sans doute, peut-il user de sa grâce et remettre son droit de propriété aux parents du condamné. S'il ne le fait pas, les biens lui restent acquis, et c'est aux Receveurs de son Domaine d'en effectuer la recette.

Personne ne conteste, au milieu du xvii^e siècle, le principe de la confiscation dont la royauté a fait usage à toutes les époques d'hérésie. Le Roi défend à toute personne d'aller à l'étranger sans sa permission (Ordonnance de 1669), il en renouvelle la défense expresse aux protestants pour éviter toute ambiguïté (Ordonnance de 1682 et ss.) : celui qui y désobéit commet un crime de lèse-majesté. Ses biens sont confisqués au profit du Roi.

L'Edit de janvier 1688 ordonne la réunion de tous les biens confisqués au Domaine du Roi. Est-ce à dire qu'on leur contestait un caractère domanial auparavant ?

En premier lieu, l'Edit peut être interprété comme une conséquence de la distinction entre le domaine casuel et le domaine fixe. Composé de biens d'une nature ou d'une source différentes de ceux du domaine fixe, le domaine casuel peut être aliéné pendant un délai de 10 ans. Ce délai passé, il est définitivement rattaché au domaine fixe et inaliénable comme lui. Mais le Roi a la faculté de faire passer par Edit son domaine casuel dans son domaine fixe, avant que ne soit

(1) Cf. en particulier sur cette question : BOSQUET. *Dictionnaire des Domaines*, Paris, 1782.

écoulé le délai de dix ans. La Révocation de l'Edit de Nantes avait eu pour effet de développer l'émigration, et par conséquent, les confiscations. L'Edit de janvier 1688, trois ans plus tard, vient officiellement rattacher au domaine fixe cette masse soudaine de biens qui faisaient partie *ipso facto* du domaine casuel.

Mais il faut chercher ailleurs le véritable objet de l'Edit de 1688. La gestion des biens s'était faite jusque-là sans directives, au niveau de chaque Généralité. On sait à quelles difficultés s'étaient heurtés les Intendants pour les gérer. En confiant la gestion à une administration existante, centralisée, bien organisée, le Roi pensait, mais on l'a vu, à tort, résoudre toutes ces difficultés. « Nous ordonnons, dit l'Edit, que les
« biens soient et demeurent réunis à notre Domaine pour
« être administrés et régis en la même forme et manière que
« nos autres Domaines » (2). Et la suite de l'Edit règle en détail les fonctions et les pouvoirs des administrateurs des Domaines en ce qui concerne les biens des religionnaires.

L'Edit du 9 décembre 1689 (3), en rendant sans conditions la possession des biens confisqués à ceux des parents des émigrés qui étaient restés en France, vient-il modifier l'Edit de 1688 ? Le Roi se prive volontairement de la jouissance des biens en usant de son droit de grâce, mais les biens qui ne sont pas réclamés par les parents à la suite de l'Edit restent confiés à l'administration des Domaines. Le principe du caractère domanial des biens qui restent sous la main du Roi n'est ni soulevé, ni contesté. Toutefois, le préambule de la Déclaration contient une réserve essentielle. Il y est dit, en se référant précisément à l'Edit de réunion au Domaine :
« Dans ce dessein, nous aurions par notre Edit de janvier 1688
« réuni ces biens délaissés à notre Domaine, *non pour en*
« *augmenter les revenus, mais afin qu'ils fussent régis par*
« *nos officiers avec le même soin que les nôtres, et que les*
« *revenus puissent être employés ainsi que nous les avons*
« *destinés* ». En effet, on sait que les revenus de ces biens n'ont jamais été confondus avec ceux du Domaine et

(2) Edit de janvier 1688. (L.P., p. 302).

(3) Is., XX, 97.

qu'ils n'ont jamais été versés au Trésor, mais à la Caisse des Economats. Ainsi, tout en ne contestant pas explicitement le caractère domanial des biens des religieux, le Roi les met néanmoins à part.

Ce statut particulier devient évident lorsque l'arrêt de 1700 vient confier à Boucher le soin d'organiser une Régie générale des biens. Le Roi renonce désormais à la forme de gestion domaniale qui s'est révélée insuffisante en raison de la complexité des problèmes soulevés par les biens des religieux. L'arrêt du 17 avril 1703 interdit expressément toute ingérence de l'administration des Domaines (4). Cette Régie indépendante dure jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

Cependant, jusqu'à la Révolution, on parlera encore dans la correspondance des Intendants du « caractère domanial » des biens des religieux. Un arrêt de 1751 laisse même entendre qu'ils font partie du Domaine : « ... quoique cette « Ferme (celle de Bléville) et Régie soit dans le nombre « des fermes du Roi, et même réputée faire partie de son « Domaine, suivant l'Edit de janvier 1688... » (5).

Qu'est-ce à dire ? Une lente évolution a conduit le Roi à faire gérer les biens des religieux au moyen d'une administration totalement indépendante de celle des Domaines. Le Roi lui-même se donne des limites à l'usage qu'il veut faire du revenu de ces biens. D'un autre côté, l'étude de l'origine du droit du Roi sur ces biens et l'Edit de 1688 jamais expressément révoqué, conduisent à considérer ces biens comme domaniaux. A défaut d'être incorporés au Domaine, sont-ils cependant des biens domaniaux d'une espèce particulière ?

En admettant qu'ils aient effectivement un caractère domanial, ils en subissent les conséquences. Etudions donc s'ils sont inaliénables et s'ils sont bien la propriété du Roi ou de la Couronne.

1° L'INALIÉNABILITÉ.

L'histoire de la Régie au XVIII^e siècle confirme que le principe de l'inaliénabilité des biens a été respecté dans la même mesure que pour les biens du Domaine.

(4) Cf. *supra*, chap. 2.

(5) L.P., p. 597.

Si ces biens avaient continué d'être gérés par l'administration du Domaine, ils auraient formé ce que l'on a convenu d'appeler depuis l'Ordonnance de Moulins de 1566, le « petit domaine ». Le petit domaine, selon la définition donnée dans la Déclaration du 8 avril 1672, est « un domaine de peu de valeur, mélangé avec les biens des particuliers, dont les réparations annuelles consomment la meilleure part du revenu ». D'Aguesseau ajoute que ce sont des biens dont on ne peut jouir qu'en les aliénant, et pour se servir de l'expression du droit civil : *quorum usus in abusu consistit*. On pourrait croire cette définition faite pour les biens des religionnaires. Ce sont des biens de peu de valeur pour la plupart, isolés, séparés les uns des autres au point d'interdire une exploitation groupée. Ce sont des biens dont la gestion par l'Etat coûte plus qu'elle ne lui rapporte.

Le petit domaine peut être aliéné si une saine administration l'exige. Les Fermiers et Régisseurs des biens des religionnaires l'ont fait. Aux mains de l'administration des Domaines, les mêmes mesures auraient été prises.

Cependant, les Fermiers et Régisseurs mirent plus de conditions à ces aliénations que n'en mirent les administrateurs du Domaine pour aliéner le « petit domaine ». Dans tous les arrêts du Conseil confirmant une adjudication à titre de bail à rente perpétuelle, nous n'avons jamais rencontré les mots « pour en jouir à titre de propriété incommutable ». C'est le cas pour une vingtaine d'arrêts cités plus haut de 1730, 1740 et 1760. Il est vrai que cette clause ne faisait pas de doute dans l'esprit des adjudicataires. Pourtant, malgré cette adjudication à titre perpétuel, le Roi se conservait un droit de rachat. Ceci est affirmé dans un arrêt du 12 février 1745 déjà cité. Au surplus, le bail à rente perpétuelle est un échange de droits réels. L'échange n'a jamais été considéré comme une aliénation.

En ce qui concerne les ventes, le droit de propriété des tiers-acquéreurs était incommutable (6), mais il a toujours

(6) Arrêt du Conseil du 3 janvier 1789. A.N., Série E. 2655 : « Le Roi « étant en son Conseil a ordonné et ordonne... qu'il sera incessamment « procédé à la vente et aliénation au plus offrant et dernier enchérisseur « (des biens qui ont appartenu à... etc.). Veut Sa Majesté que celui qui en « demeurera adjudicataire, ses hoirs, successeurs et ayants cause, en puissent « disposer comme de choses à eux propres et appartenant ».

été imposé aux Régisseurs de réemployer le produit de la vente, en rentes de l'Hôtel de Ville par exemple. Il restait donc un capital sur lequel la mainlevée pouvait être accordée.

En somme, le principe de l'inaliénabilité a été respecté puisque, d'une part, il ne s'impose pas en matière de petit domaine, et que, d'autre part, toutes les précautions ont été prises pour atténuer les effets des aliénations qui se sont produites. Sur ce point, les biens des religieux fugitifs ont obéi aux règles domaniales.

2° LA PROPRIÉTÉ DU ROI SUR LES BIENS.

C'est une conséquence, mais aussi une condition nécessaire du caractère domanial d'un bien. Le Roi ne peut inclure dans son Domaine un bien dont il n'a pas la propriété.

Or, c'est un point incontestable de l'attitude royale à l'égard des biens des religieux : au cours du XVIII^e siècle, le Roi a toujours affirmé *qu'il n'était pas propriétaire des biens*, qu'il n'en avait seulement que la jouissance. Bien plus, il estime avoir des obligations à leur égard puisque les biens sont destinés à être rendus aux fugitifs à certaines conditions. Dépositaire des biens, il doit en assurer la « garde ». Cette notion du Roi « dépositaire des biens » ne s'est pas imposée dès l'origine. Elle n'est apparue que peu à peu, et finalement, malgré les ambiguïtés de la terminologie, elle a fait l'objet d'une jurisprudence constante.

Comment admettre que des biens dont le Roi n'est pas propriétaire ont un caractère domanial ? Sans doute sont-ils inaliénables, mais pour une autre raison que les biens du Domaine ; c'est la conséquence de cette notion de dépôt entre les mains du Roi sur laquelle il faut s'étendre plus longuement.

B. — Le Roi, « dépositaire » des biens des religieux

Le Roi n'a pas eu pour but d'augmenter ses revenus en confisquant des biens, et la confiscation est seulement pour lui un moyen d'empêcher les réformés d'émigrer. Les revenus qu'il en tire, il se les refuse. Il les consacre entièrement à constituer des pensions aux nouveaux convertis, à fonder

de nouvelles églises, à créer des écoles, et c'est encore un moyen de lutter contre la Réforme que de renforcer la situation de l'Eglise catholique en pays protestant.

Les biens confisqués sont conservés et entretenus par lui : ils seront rendus aux émigrés à leur retour à la condition d'abjurer. Plusieurs Déclarations de 1685, 1686, 1698, donnent un délai aux émigrés pour rentrer. Cependant, même ces délais écoulés, la Déclaration du 27 octobre 1725 reconnaît encore aux émigrés qui reviendront, le droit, non de rentrer en possession de leurs biens, mais de prétendre à la succession de leurs détenteurs actuels, à la condition d'abjurer (7). Surtout, de multiples mainlevées furent accordées à titre individuel, et, à défaut de rendre les biens aux émigrés eux-mêmes, beaucoup ont été ainsi rendus à leurs parents. Si, sur le plan de la seule administration des biens, on a pu déplorer des abus dans l'octroi des mainlevées, il n'est pas douteux qu'elles étaient conformes dans leur principe à la volonté de Louis XIV.

Les textes où le Roi a le plus clairement défini la nature de son droit vis-à-vis des biens confisqués, sont contenus dans deux arrêts du Conseil, qui concernent d'ailleurs tous les deux des biens situés dans la mouvance d'un fief.

L'*Arrêt du 12 février 1724* (8) fait défense aux seigneurs de fiefs de saisir féodalement les biens des religionnaires situés dans leur mouvance, faute de Foi et Hommage et du paiement des droits seigneuriaux, tant qu'ils sont sous la main du Roi.

L'essentiel du dispositif de l'arrêt consiste en ceci : le Roi n'est pas propriétaire des biens, il en prive seulement de la jouissance les fugitifs et ceux qui ne remplissent pas leurs devoirs de catholique. Il n'y a donc pas de mutation de propriétaire et pas d'ouverture au fief.

Un second arrêt, du 12 février 1745, est plus complet et doit être cité plus largement (9).

L'arrêt fait défense aux seigneurs de fiefs de retirer

(7) L.P., p. 554.

(8) L.P., p. 526.

(9) A.N., Série TT 282, Dossier III.

féodalement les biens des religionnaires qui se trouveront dans leur mouvance, tant qu'ils sont sous la main du Roi.

C'est un problème analogue à celui de 1724, mais, au lieu de saisie féodale, il s'agit de retrait féodal.

Le dispositif de l'arrêt se réfère d'ailleurs à l'Arrêt de règlement de 1724. Il distingue les trois sortes de biens qui se trouvent en Régie :

a) Les biens de ceux qui sont sortis du Royaume avec la permission du Roi : « ...Sa Majesté n'en confisque pas la propriété, mais elle en retient seulement la jouissance jusqu'à ce que les absents reviennent. Cette mutation de jouissance ne fait pas mutation de propriétaire. »

b) Biens confisqués. « Le Roi n'en peut être considéré comme propriétaire, tant qu'il ne les a pas réunis à son Domaine. La Régie s'en fait seulement sous son autorité. »

c) Biens saisis. « La simple mainmise sur le fief abandonné par le fugitif, la seule absence du vassal, n'entraînent pas l'ouverture du fief. »

Ainsi, le Roi nie qu'il détienne un droit de propriété sur les biens : c'est un simple dépositaire. Il perçoit les revenus des biens qu'il affecte à des buts déterminés. En contrepartie, il en assure la garde. .

La garde des biens entraîne deux conséquences :

1° L'ENTRETIEN DES BIENS. Cela explique que les grosses réparations soient à la charge du Roi et non à celle des Fermiers de la Régie. C'est pourquoi aussi on insiste tellement auprès des Fermiers pour qu'ils gèrent les biens en bons pères de famille, et auprès des Intendants pour qu'ils contrôlent l'exécution des baux.

2° L'INALIÉNABILITÉ DES BIENS. Voilà pourquoi les règles de l'inaliénabilité ont été plus sévères à l'égard des biens de religionnaires que pour les biens du « petit domaine ».

L'Arrêt du 12 février 1745, précité, ajoute à ce sujet : « Les baux à rente perpétuelle n'ont été introduits dans la

« Régie qu'afin de faciliter l'administration des biens qui
« la composent et la perception des revenus qui en pro-
« viennent. *Mais, au surplus, le Roi n'aliène ni entend*
« *aliéner*. Aussi, tous les arrêts approbatifs des baux à
« rente perpétuelle des biens en Régie portent expressément
« qu'au cas où le Roi en dispose par don, mainlevée ou
« autrement, les preneurs seront tenus de les rendre à ceux
« en faveur de qui il en aura disposé. »

Sur le même fondement, un Arrêt du 27 juin 1724 casse et annule des baux passés « sous le nom et titre de fief » en Normandie, baux qui entraînaient l'aliénation du fonds à titre incommutable. « Sa Majesté n'a que la simple jouissance
« de ces biens, pendant la désobéissance du réfractaire, et
« le Régisseur, qui n'est qu'un administrateur comptable,
« n'a pu, en cette qualité, faire des contrats qui puissent
« avoir une exécution perpétuelle, n'étant point propriétaire,
« ni Sa Majesté, sous l'autorité de laquelle se fait la
« Régie » (10).

De même, par Arrêt du Conseil du 19 mars 1745, le Roi dénie au duc d'Orléans le droit de propriété qu'il prétend avoir sur les biens des religionnaires saisis dans son apanage, près de Villers-Cotterêts (11).

Si le Roi n'est que le « dépositaire » des biens, qui en est le véritable propriétaire ?

Pour les biens restés en Régie, les émigrés, malgré leur « mort civile », conservent dessus un droit conditionnel de propriété qu'ils ne pourront faire valoir qu'en revenant en France, en abjurant et en satisfaisant aux conditions du Roi. Celui-ci reste, en tout état de cause, maître de sa grâce. Le droit des émigrés peut s'analyser en une vocation à la propriété de leurs biens, vocation confirmée, en dehors des délais de grâce des Déclarations de 1685, 1686 et 1698, par de nombreuses mainlevées individuelles.

Pour les biens sur lesquels des mainlevées ont été accordées au profit des parents restés en France, ceux-ci n'en sont que les détenteurs, mais ils voient leur possession

(10) L.P., p. 550.

(11) A.N., Série TT 280 (310-319).

confirmée par la prescription trentenaire. Sous la Révolution, à l'heure de la restitution des biens aux émigrés, on songea un moment à ne faire bénéficier de la prescription trentenaire que les héritiers des parents mis en possession, afin que la restitution soit la plus générale possible. Mais, pour ne pas bouleverser les situations acquises, on y renoncera finalement, en admettant que tous les détenteurs des biens des religieux à titre universel depuis au moins trente ans, en ont la propriété.

En résumé, les émigrés conservent la propriété de leurs biens, mais s'en voient séquestrer la jouissance qu'ils ne peuvent recouvrer qu'à certaines conditions, et la prescription trentenaire éteint leurs droits.

Toutefois, sur le plan théorique, cette question n'a jamais été mise parfaitement au clair au cours du XVIII^e siècle, et nous n'en déduisons la solution qu'*a posteriori*. Dans les faits, les détenteurs se considéraient le plus souvent comme des propriétaires, au risque de se voir obligés d'abandonner leurs droits si un arrêt du Conseil les y forçait.

*
*
*

Si l'on essaie de dresser à la veille de la Révolution le bilan de la confiscation des biens des protestants émigrés, il n'apparaît guère très positif. En effet, les buts plus ou moins conscients que s'était fixés Louis XIV ne semblent pas avoir été atteints.

Les confiscations ont-elles contribué à empêcher ou à diminuer l'émigration ?

En premier lieu, les menaces de confiscation, au lieu de faire hésiter les huguenots à s'expatrier, furent plus souvent considérées par eux comme une nouvelle mesure d'intimidation à leur égard qui venait s'ajouter aux impositions particulières, aux logements des dragons, à l'interdiction de prétendre aux fonctions publiques, contribuant à rendre encore plus précaire leur situation matérielle et les incitant plus que jamais, au contraire, à quitter la France. En second lieu, le Roi et ses conseillers ont mésestimé la solidité de l'attachement des huguenots à la Réforme. Protestants convaincus, mais désireux de préserver leurs intérêts temporels, ils préférèrent

chercher asile dans les pays étrangers qui leur assuraient à la fois l'épanouissement de leurs convictions religieuses et la possibilité d'y reconstruire leurs fortunes.

En intervenant trop tard, les tempéraments apportés à la rigueur des Edits royaux n'entraînèrent le retour en France que d'un nombre négligeable d'émigrés. En remettant les biens confisqués aux parents des fugitifs, soit par une mesure générale comme en 1689, soit par une multitude de décisions particulières, dans le cas des mainlevées individuelles, le Roi revenait à la sage politique qui, seule, permettait d'apaiser les esprits. Mais il convenait en même temps de façon implicite des conséquences regrettables des sanctions qu'il avait établies, et reconnaissait, bien que juridiquement toutes les précautions aient été prises, la possibilité de fait pour les parents des fugitifs d'hériter de leurs auteurs bannis.

Au moins, les confiscations ont-elles donné au Roi les ressources abondantes qu'il escomptait pour les affecter à ses œuvres pieuses ?

Là aussi, nous avons constaté un échec. Mlle Bost a fait justement remarquer que les bénéfices des biens confisqués profitèrent plus aux préposés qu'aux commettants. Le montant de ces bénéfices ne cessa de diminuer jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, à peine capable d'assurer le paiement de ces pensions aux « nouveaux convertis » dont les moins scrupuleux parmi les protestants avaient su se faire payer leur retour apparent à la pratique catholique.

L'incapacité de l'Etat à tirer des profits normaux d'un capital immobilier considérable mais disparate qui lui échoit par des modes d'accession très exceptionnels, n'est pas un fait unique dans l'histoire.

Depuis le XVIII^e siècle, les exemples sont nombreux où des gouvernements, n'ayant même pas pour excuse, comme dans le cas de Louis XIV, de vouloir sauvegarder des intérêts moraux ou religieux, eurent recours aux confiscations de biens. Plutôt que la sanction d'infractions commises à l'encontre d'un ordre établi, ces confiscations sont le plus souvent le fruit d'un odieux calcul : les biens privés d'une fraction minoritaire de la communauté sont convoités ; on les confisque pour sanctionner l'émigration de leurs propriétaires tout en

rendant cette émigration inévitable au moyen de mesures volontairement destinées à rendre les conditions de vie des indésirables de plus en plus précaires. Les biens des « émigrés » de la Révolution française ont été confisqués et sont devenus des biens nationaux, mais l'aristocratie avait été forcée de se réfugier à l'étranger, menacée dans sa sécurité par les attaques contre les « ci-devants » et le régime des suspects. Sous le régime nazi, les ressortissants de race juive, persécutés sous le faux prétexte d'un mythe : conserver la pureté de la race aryenne, ont été obligés de fuir pour préserver leur vie, et leurs biens ont été confisqués comme sanction de leur fuite. On pourrait multiplier les exemples. Dans les grandes proscriptions, il a presque toujours paru plus habile de justifier l'embargo sur les biens privés par la fuite à l'étranger de leurs possesseurs que d'avouer des motifs plus intéressés.

Cependant, les biens confisqués n'ont que rarement profité à ceux qui les ont pris. Il faut en chercher la raison dans l'inadaptation fondamentale des biens privés aux besoins économiques de l'Etat. La machine administrative s'évertue en vain à en tirer des bénéfices. La seule solution logique pour l'administration n'est ni de les gérer elle-même, ni de les affermer ou de les faire régir, c'est de les vendre aussitôt, encore que l'abondance même des biens qui sont soudain offerts sur le marché en annule pratiquement toute la valeur. Ainsi la chute catastrophique du cours des assignats sous la Révolution a rendu inexistant pour l'Etat le bénéfice de la vente des biens nationaux.

Qui sont alors les bénéficiaires véritables de ces opérations ? Ce sont des intermédiaires obscurs que chaque époque troublée fait surgir d'elle-même. Administrateurs, régisseurs, fermiers, acquéreurs, les circonstances les font s'entremettre dans ces gigantesques transferts de propriété. Ils masquent sous le service de l'Etat leurs intérêts propres. Leurs fortunes s'édifient en hurlant avec les loups. Trop tard, on s'aperçoit que les confiscations n'ont servi qu'à l'enrichissement d'affairistes à l'affût.

Ces enseignements, la plupart des grandes confiscations historiques nous les apprennent. En ce qui concerne les

profits minimes que retirèrent des biens des protestants Louis XIV et ses successeurs, l'histoire de la confiscation des biens des religionnaires fugitifs ne fait pas exception.

Toutefois, les motifs qui poussèrent le Roi-Soleil à suivre cette politique furent tout autres, et l'intransigeance avec laquelle il refusa de verser au Trésor royal les recettes qu'il réussit à tirer de la Régie, en témoigne.

L'unité religieuse, à la fin du xvii^e siècle, était une belle cause à gagner. Mais nous savons aujourd'hui que le respect des convictions spirituelles des autres est la condition préalable pour espérer les amener aux nôtres, si tel est notre idéal.

Vu,

Le Président de la thèse :
F. DUMONT.

Vu,

*Le Doyen de la Faculté
de Droit de Paris,
Membre de l'Institut :*
J. HAMEL.

Vu et permis d'imprimer,
*Le Recteur de l'Académie de Paris,
Président du Conseil de l'Université,
Membre de l'Institut :*
J. SARRAILH.

BIBLIOGRAPHIE

I. — ARCHIVES

1° ARCHIVES NATIONALES.

Série TT

- | | | |
|---------------|--|--------------|
| 29 A | Comptes généraux du revenu des biens des relig. fugitifs | 1725-1729. |
| 29 B | idem | 1729-1730. |
| 30 | idem | 1731. |
| 31 | idem | 1731-1733. |
| 32 | idem | 1734-1741. |
| 33 | idem | 1742-1751. |
| 83 | Résidu du compte général. Etat des biens en Régie et affaires enregistrées. | |
| 84 à 230 | Inventaire analytique des dossiers des placets. | |
| 230 à 276 bis | Archives des consistoires (ordre alphabétique des noms de lieux). | |
| 277 | Rapports au Conseil. Mémoires et placets relatifs à la Régie des biens des religionnaires fugitifs (1701-1743). | |
| 278 | Mémoires et pièces concernant la Régie (1740-1746). | |
| 279 | Etats généraux et particuliers des biens saisis (1743-1748). | |
| 280 | Mémoires et lettres concernant l'administration de la Régie (1746-1751). | |
| 281 | Nomination et destitution de régisseurs (1746-1760). | |
| 282 | Requêtes et mémoires relatifs à des oppositions à des arrêts concernant les biens de la Régie (1749). Apurement des comptes Lambert (1749-1752). | |
| 283 | Bail Robelot. Requêtes en cassation de baux (1752-1761). | |
| 284 | Correspondance des Directeurs de la Régie (1775-1787). | |
| 285 A | Baux. Divers. Etat des biens (1777-1778). | |
| 285 B | Etat général des biens en Régie (1724). | |
| 285 C | Terrier général des biens en Régie (1786). | |
| 285 D | Registre des affaires concernant la Régie (1743-1790). | |
| 285 E | idem | (1734-1742). |
| 285 F | idem | (1743-1751). |
| 285 G | Enregistrement de requêtes aux fins de saisie (1729-1733). | |
| 285 H | Enregistrement de procès-verbaux de visite et de réparations à faire aux bâtiments et aux biens en Régie (1724-1729). | |
| 285 I | Sommier des biens en Régie. Vers 1744. | |

285 K	Compte de la recette et dépense de la Régie et des Economats (1725) (double de TT 29 A).
286 A	Mémoires et requêtes des Fermiers et des particuliers (1782).
286 B	Mémoires et requêtes des Fermiers et des particuliers (1782).
287	Mémoires et pièces relatifs aux biens (mélanges) (1735-1772).
288	Mémoires et pièces relatifs aux biens (mélanges) (1728-1789).
289 A	Compte de la recette générale des revenus des biens des consistoires (Bourgogne et Bresse) (1688-1689).
289 B	Compte de la recette générale des revenus des biens des consistoires (Autun, Avallon, etc.) (1686-1706).
290	Comptes de la Régie et divers (1717-1730).
291	Pièces justificatives des comptes de la Nouvelle Régie (1734).
292	idem (1739).
293 A	Pièces justificatives du compte général de la Régie (1741).
293 B	Décisions relatives au Bureau des Economats (1788).
294	Papiers du Bureau des Economats.
295 à 297 B	Pensions aux nouveaux convertis.
298 à 383	Rapports au Conseil et demandes en main-levée.
384 à 429	Demandes en nouvelle adjudication des biens.
430 à 464	Divers.
436	Mémoire de Mgr de Tressan, évêque de Nantes.
463	Lettres de d'Aguesseau.

Nous avons fait essentiellement usage, dans notre étude, des cartons 277 à 294.

Série U

873	Mémoires sur les religionnaires d'Alsace et de Franche-Comté.
-----	---

Série E

2655	Arrêts du Conseil du Roi (janvier-février 1789).
------	--

2° ARCHIVES DÉPARTEMENTALES.

Archives Départementales de l'Isère.

Série II-C

984	Divers états des biens des religionnaires fugitifs mis en Régie (1717-1780).
988	Ordonnances et jugements en matière de Régie (1780-1790).
991	Compte de la Régie des biens des religionnaires (1689-1717).

II. — RECUEILS LEGISLATIFS, JURISPRUDENCE ET CORRESPONDANCE

Arrêts du Conseil du Roi (janvier-février 1789). AN Série E 2655.

Assemblées du Clergé de France. Recueils des procès-verbaux.

BOISLISLE, *Correspondance des Contrôleurs généraux des Finances avec les Intendants des Provinces* (1693-1715). 3 volumes, Paris 1874-1897.

BOSQUET, *Dictionnaire des Domaines*, Paris, 1782.

DENIZART, *Collection de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence actuelle*, Paris, 1775.

DEVILLENEUVE, *Recueil général des Lois depuis 1789*.

DUVERGIER, *Collection des Lois depuis 1789*.

FERRIÈRE, *Dictionnaire juridique*.

- GUYOT, *Répertoire de jurisprudence*, Paris, 1784.
 ISAMBERT, *Recueil des anciennes lois françaises de 420 à 1789*.
 PILATTE, *Edits, Déclarations et Arrêts concernant la Religion Prétendue Réformée de 1662 à 1751*, Paris, 1885.
Recueil des Edits, Déclarations et Arrêts du Conseil rendus au sujet de la Religion Prétendue Réformée de 1679 jusqu'à présent, Paris, 1701.
Recueil Sirey, « Jurisprudence de la Cour de cassation », années 1791 à 1820.

III. — OUVRAGES GENERAUX

- AGUESSE, *Histoire du protestantisme en France de 1515 à 1599*, Paris, 1886.
 ANGER, *De la condition juridique des protestants après la Révocation de l'Edit de Nantes*. Thèse, Paris, 1903.
 BENOIST, *Condition juridique des protestants sous le régime de l'Edit de Nantes et après sa révocation*. Thèse, Nancy, 1900.
 BOSSUET, *Oraison funèbre de Michel le Tellier*.
 BOST (Marguerite), *Religionnaires fugitifs et nouveaux convertis montalbanais*. Thèse, Toulouse, 1952.
 BOURLON, *Les Assemblées du Clergé et le protestantisme*, Paris, 1909.
 BOYER, *La confiscation*. Thèse, Paris, 1896.
 DANIEL-ROPS, *L'Eglise des temps classiques*, 2 volumes, Paris, 1958.
 DEDIEU (Abbé J.), *Histoire politique des protestants français (1715-1794)*, 2 volumes, Paris, 1925.
 DELATTRE (Mlle H.), *L'aide financière aux protestants convertis. Position des thèses de l'Ecole des Chartes*, 1936.
 DORIA (Comte), *Le Comte de Saint-Florentin*, Paris, 1933.
 DUPONT, *La confiscation*. Thèse, Paris, 1910.
 EHRHARD, *La confiscation en droit français moderne*. Thèse, 1934.
 FAUREY, *Monarchie française et protestantisme français*, Paris, 1923.
 FELICE (G. de), *Histoire des protestants de France*, Toulouse, 1895.
 GAXOTTE (Pierre), *Histoire des Français*, Paris, 1951.
 GRIVEAU, *Etudes de biographie et d'histoire*. Tomes II et III. Nevers, 1900.
Henri François d'Aguesseau, Chancelier de France.
 LABROUSSE, *Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIII^e siècle*. Paris, Dalloz, 1933, 2 vol.
 LAVISSE, *Histoire générale*, Paris, 1895.
 LÉONARD (Emile G.), *Histoire du protestantisme*. Paris, Presses Universitaires de France, 1956.
 PECHELS (Samuel de), *Mémoires (1685-1692) et documents sur la Révocation à Montauban. Le Mas-Soubeyran (Gard)*. Musée du désert, 1936.
 RULHIÈRE, *Eclaircissements sur les causes de la Révocation de l'Edit de Nantes*, Paris, 1788, 2 vol.
 SABRA, *La confiscation en droit romain*. Thèse, Paris, 1895.
 SAINT-SIMON, *Mémoires*. Edition de 1829.
 SÉDILLOT, *Survol de l'histoire de France*, Paris, Fayard, 1955.
 SUPPLISSON, *L'engagement des biens du Domaine du Roi sous l'Ancien Régime*. Thèse, Paris, 1910.
 TAQUET, *Les protestants et l'Assemblée Constituante de 1789*. Thèse théologie, Paris, 1901.
 TRESSAN (Marquis de), *Souvenirs du Comte de Tressan*, Versailles, 1897.
 VALLÉE, *Le bail à rente foncière*. Thèse, Paris, 1900.
 WEISS (Ch.), *Histoire des réfugiés protestants de France*, Paris, 1853, 2 vol.

IV. — PERIODIQUES, JOURNAUX, etc.

- Bulletin Historique et Littéraire de la Société de l'Histoire du Protestantisme*.
Revue de Droit public.
Revue historique de Droit français et étranger.
Le Moniteur Universel, année 1790.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
A. — La confiscation des biens dans l'Ancien Droit	10
B. — La confiscation des biens, sanction de l'émigration protestante ..	12
C. — Autres mesures sur les biens des religionnaires	23

PREMIERE PARTIE

<i>L'ADMINISTRATION DES BIENS CONFISQUES AVANT L'INSTITUTION DE LA FERME GENERALE (1669-1733)</i>	27
CHAPITRE PREMIER. — L'ADMINISTRATION DES BIENS JUSQU'EN 1700	29
<i>Section 1.</i> — Qui administre les biens confisqués ?	31
<i>Section 2.</i> — Recherche, gestion et emploi des biens confisqués ..	36
CHAPITRE II. — LA REGIE GENERALE DES BIENS DES RELIGIONNAIRES FUGITIFS (1700-1733)	47
<i>Section 1.</i> — La Régie Boucher (1700-1716)	49
<i>Section 2.</i> — Essai d'administration au moyen d'une Ferme : Le bail Duchesne (1716-1722)	58
<i>Section 3.</i> — La Régie Plessart (1724-1733)	63

DEUXIEME PARTIE

<i>LA FERME GENERALE DES BIENS DES RELIGIONNAIRES FUGITIFS (1733-1790)</i>	69
CHAPITRE III. — L'HISTOIRE DE LA FERME ET SES RESULTATS FINANCIERS	71
<i>Section 1.</i> — Le bail Lambert (1734-1743)	74
<i>Section 2.</i> — Le bail Bléville (1743-1752)	76

Section 3. — Les baux Robelot, Breuil et Ponton (1752-1779)	78
Section 4. — Les baux Bouillant et Pictton (1779-1790)	80
CHAPITRE IV. — L'ADMINISTRATION DES FERMIERS	91
Section 1. — Les obligations et les droits du Fermier	91
1° Les charges fiscales	93
2° Les baux	95
3° Les biens de Nouvelle-Régie	99
4° Les mainlevées	102
Section 2. — L'administration locale	103
Section 3. — Les frais de Régie	106
CHAPITRE V. — LA RESTITUTION DES BIENS ET LA LIQUIDATION DE LA FERME	111
CONCLUSION : <i>La situation juridique des biens en Régie</i>	119
A. — Les biens confisqués sont-ils des biens domaniaux ?	120
B. — Le Roi, « dépositaire » des biens des religieux	124
BIBLIOGRAPHIE	133

TABLEAUX

— Etat des biens de 1724. Résumé	68
— Etat de situation du bail de Jean de Ponton (1770-1779)	80
— Recettes brutes de la Ferme de 1724 à 1786	86
— Répartition géographique des recettes en 1724	88
— Répartition géographique des recettes en 1786	89
— Frais de Régie en 1754 et vers 1780	110

LIBRAIRIE GÉNÉRALE
DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Paris — N° 646

Dépôt légal : 2^e trimestre 1959

Printed in France

IMPRIMERIE R. CAVILLON
25, Allée Emile-Cossonneau
Clichy-sous-Bois (Seine-et-Oise)

Typographie : R. VANÇON

N° 139

22-6-1959

